

**TRAVAUX
ET DOCUMENTS
DE L'O.R.S.T.O.M.**

ANALYSE NUMÉRIQUE DES MIGRATIONS

VERS LES VILLES DU CAMEROUN



Y. MARGUERAT



ÉDITIONS DE L'OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE OUTRE-MER

RENSEIGNEMENTS, CONDITIONS DE VENTE

Pour tout renseignement, abonnement aux revues périodiques, achat d'ouvrages et de cartes, ou demande de catalogue, s'adresser à :

SERVICE CENTRAL DE DOCUMENTATION DE L'ORSTOM
70-74, route d'Aulnay, 93140 BONDY (France)

- Tout paiement sera effectué par virement postal ou chèque bancaire barré, au nom de : Régie avance SSC ORSTOM, 70, route d'Aulnay, 93140 BONDY, C.P.T.E. 9152-54, CCP PARIS.
- Achat au comptant possible à la bibliothèque de l'ORSTOM, 24, rue Bayard, 75008 PARIS.

REVUES ET BULLETIN DE L'ORSTOM

I. CAHIERS ORSTOM

- a) Séries trimestrielles :
- Entomologie médicale et parasitologie
 - Hydrobiologie
 - Hydrologie
 - Océanographie
 - Pédologie
 - Sciences humaines

Abonnement : France 100 F ; Etranger 130 F ;

- b) Série semestrielle :
- Géologie

Abonnement : France 80 F ; Etranger 100 F

- c) Séries non encore périodiques :
- Biologie (3 ou 4 numéros par an)
 - Géophysique

Prix selon les numéros

II. BULLETIN ANALYTIQUE D'ENTOMOLOGIE MÉDICALE ET VÉTÉRINAIRE

12 numéros par an (en 14 fascicules)

Abonnement : France 80 F ; Etranger 90 F

Nous vous rappelons, dans nos Collections :

LES GUIZIGA DU CAMEROUN SEPTENTRIONAL (L'organisation traditionnelle et sa mise en contestation)

G. PONTIÉ

Mémoires ORSTOM, n° 65 — 264 p., 20 phot.

ISBN 2-7099-0069-6 90 F

LA COLONISATION DES PLAINES PAR LES MONTAGNARDS AU NORD DU CAMEROUN (Monts Mandara)

J. BOUTRAIS

Travaux et Documents de l'ORSTOM, n° 24 — 277 p., 16 pl. phot.,

ISBN 2-7099-0119-6 160 F

TRAVAUX ET DOCUMENTS DE L'O.R.S.T.O.M.
N°40

O.R.S.T.O.M.
PARIS
1975

.....

« La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les «copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective» et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, «toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite» (alinéa 1er de l'article 40).

« Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code Pénal».

.....

© O.R.S.T.O.M. 1975

ISBN 2.7099.0358.X

Y. MARGUERAT

**ANALYSE NUMÉRIQUE DES MIGRATIONS
VERS LES VILLES DU CAMEROUN**

Table des matières

Table des cartes	6
Résumé des principales conclusions	7
Summary of main conclusions	8
Avant-Propos	9
Rappel : La structure administrative du Cameroun	11
I – LES DONNÉES DE BASE	13
II – L'EXODE RURAL	
1 - Nombre absolu de migrants par arrondissements d'origine	19
2 - Taux de mobilité générale	22
3 - Taux de mobilité et volume de l'émigration	25
4 - Migrations vers les chefs-lieux départementaux	27
5 - Migrations «prioritaires»	30
6 - Les migrations «lointaines»	34
7 - Taux de «mobilité lointaine»	37
8 - La dispersion des mouvements vers les villes	39
III – LES CHAMPS D'ATTRACTION URBAINS	
1 - Les citadins «autochtones»	43
2 - Les courants «lointains» les plus puissants	46
3 - Les attractions prioritaires des villes	48
a - Préfectures à attraction prioritaire faible	49
b - Préfectures à attraction prioritaire forte et étendue	49
c - Les migrations vers Douala et Yaoundé	60
4 - Synthèse	64
a - La formation de la population des principales villes	64
b - Classification et hiérarchie des villes	69
c - L'organisation de l'espace camerounais	72
IV – CONFRONTATIONS NUMÉRIQUES	
1 - Taux de mobilité générale et taux de variation annuelle de la population	75
2 - Taux de mobilité générale, volume des villes et proportion des citadins	78
3 - Rapport entre densité rurale et taux de mobilité générale	83
4 - Scolarisation et exode rural	86
5 - Migration, circulation et accessibilité	89
Annexes –	
1 - Les immigrants dans la ville de Douala	95
- Les différents quartiers de Douala	95
- La répartition entre les différents quartiers	96
- Typologie des quartiers	97
- Un cas concret : le quartier Oyack	99
2 - L'origine des travailleurs des plantations industrielles	100
3 - Carte repère des Circonscriptions administratives	103
Index de repérage	106

Table des cartes

1 – Nombre absolu d'unités conventionnelles de migration	20
2 – Taux de mobilité générale	23
3 – Rapport entre le nombre absolu des migrants et le taux de mobilité générale	26
4 – Migrations vers les chefs-lieux départementaux	28
5 – Pourcentage d'attraction de la ville «prioritaire»	31
6 – Proportion de concentration sur la ville «prioritaire»	33
7 – Volume et proportion des migrations «lointaines» (par département)	35
8 – Taux de mobilité «lointaine»	36
9 – Rapport entre le nombre absolu de migrants lointains et le taux de mobilité lointaine	38
10 – Dispersion des migrants vers les villes	40
11 – Formation de la population urbaine : représentation simplifiée de la proportion d'autochtones .	42
12 – Les courants de migration les plus puissants	47
13 – Villes à attraction prioritaire faible	50
14 – Villes à attraction prioritaire forte	51
15 – Attractions de Victoria - Buéa - Tiko, Bafoussam, Mbalmayo, Ngaoundéré, Maroua	53
16 – Attractions de Garoua, Bamenda, Édéa, Ébolowa, Sangmélina, Dschang	54
17 – Zones d'attraction de Nkongsamba	55
18 – Migrations internes au Pays Bamiléké : Zones d'attraction de Bafoussam, par chefferie	57
19 – Migrations internes au Pays Bamiléké :	
a - Zones d'attraction de Dschang et de Bangangté, par chefferie	
b - Zones d'attraction de Bafang et de MBouda, par chefferie	58
20 – Attractions prioritaires de Douala, Nkongsamba, Yaoundé (Pays Bamiléké, par arrondissement) .	59
21 – Attraction de Douala	61
22 – Attraction de Yaoundé	63
23 – Formation de la population de Douala, par département d'origine des unités conventionnelles de migration	65
24 – Formation de la population de Yaoundé	66
25 – Carte de synthèse	71
26 – Rapport entre le taux de mobilité générale et le taux de variation annuelle de la population	76
27 – Taux de mobilité générale et volume des villes	79
28 – Rapport entre le taux d'urbanisation et le taux de mobilité générale	81
29 – Rapport entre densité rurale et taux de mobilité générale	84
30 – Rapport entre taux de scolarisation primaire et taux de mobilité générale	87
31 – Circulation - Accessibilité en 1968-1969	90
En annexes :	
– Les quartiers de Douala	94
– Carte repère des circonscriptions administratives utilisées	
a - le Cameroun	102
b - le pays Bamiléké	105

Résumé des principales conclusions

De l'analyse détaillée des arrondissements de naissance de la population des villes du Cameroun, selon le recensement général de 1967-1969, on peut déduire que :

1. Le volume de l'exode rural et son importance par rapport à la population restée sur place varient dans des proportions extraordinaires d'un arrondissement à l'autre. A l'échelle du pays, on remarque que les phénomènes de migrations vers les villes ne sont vraiment importants que dans le «quadrilatère côtier» Victoria-Bamenda-Yaoundé-Kribi.

2. A l'échelle du département, l'émigration est pratiquement toujours beaucoup plus forte dans l'arrondissement qui contient la préfecture que dans les arrondissements purement ruraux. Les seuls de ces derniers à être notablement marqués par l'exode rural sont pratiquement tous regroupés dans le «quadrilatère côtier» (pays bamiléké méridional, pays bassa et sa périphérie).

3. Cela correspond en gros à deux types de courants de migrations : ceux qui sont originaires des zones purement rurales sont en général faibles par le volume comme par la distance parcourue (ils vont rarement au delà de la préfecture de leur département d'origine) ; les courants originaires des zones urbanisées peuplent en grande partie leurs propres villes, mais ils forment l'essentiel des déplacements à longue distance.

4. Les villes organisent donc autour d'elles des «bassins de drainage humain» de tailles et d'efficacité très variables, que l'on peut hiérarchiser des simples «centres locaux» aux «métropoles nationales», classification qui coïncide assez bien avec ce que l'on peut savoir par ailleurs des divers aspects du réseau urbain du pays.

5. On remarque ainsi que l'attraction de Douala est très puissante et très exclusive sur les Provinces du Littoral et de l'Ouest, mais déborde peu au delà, tandis que celle de Yaoundé, moins importante quantitativement, s'exerce sur un espace beaucoup plus vaste (Centre-Sud, Est, et partie méridionale du Nord). Les courants qui traversent l'ancienne limite entre les deux États du Cameroun sont encore presque négligeables.

6. Une confrontation systématique des volumes d'émigration avec d'autres données numériques nous indique que :

- a. le lien est étroit entre degré d'urbanisation et importance de l'exode rural ;
- b. la surcharge démographique des campagnes, au contraire, semble, sauf rares exceptions, n'avoir ici aucune influence ;
- c. la scolarisation des campagnes paraît liée, mais seulement de façon globale et indirecte : on ne peut en déduire une relation simple de cause à effet ;
- d. l'accessibilité ou l'enclavement des régions - impossibles à chiffrer avec précision - sont certainement un élément important, mais qui souffre de remarquables exceptions.

Summary of main conclusions

From a detailed analysis of the place of birth (by administrative subdivisions) of the urban population of Cameroon, recorded by the census of 1967-1969, we can infer that :

1. There is a **great variation between one subdivision and another in the extent of rural-urban migration**, both in total and as a proportion of the rural population remaining.

2. At the scale of an administrative division, emigration toward cities is nearly always **much greater in the subdivision that contains the chief-town** than in the purely rural subdivisions. The only purely rural areas with a marked exodus are nearly all included in the «coastal quadrangle» (Southern Bamileke land, Bassa land and its surroundings).

3. Roughly this corresponds to **two patterns of migrations** : those from purely rural areas are generally weak in volume and in distance covered (migrants rarely go further than the chief-town of their own administrative division) ; those coming from urbanised areas settle largely in their own cities, but they also furnish the greater part of the long range migrations.

4. Towns organise around themselves «**human watersheds**» of very various shape and strength, that we can classify in **hierarchy** from the simple «local centre» to the two «national metropolis», a classification that coincides quite well with what we know from elsewhere of the various aspects of the urban network of the Cameroon.

5. Thus we notice that the attraction of **Douala** is very strong and exclusive in the «Littoral» and «Ouest» Provinces, but overflows very little further, while **Yaounde's** one, less important in number, takes effect over a much larger area («Centre-Sud», «Est» and southern part of «Nord»). Currents crossing the previous border between West- and East-Cameroon are still nearly negligible .

6. A systematic comparison of the volumes of emigration toward cities and other numerical facts shows that :

- a . there is a strong link between the **degree of urbanisation** and the importance of rural-urban migrations ;
- b . the **overpopulation of rural districts**, on the contrary, seems to be generally without influence ;
- c . the **intensity of rural education** seems connected, but only on a global and indirect way : it is impossible to infer a simple causal relation ;
- d . **Accessibility or isolation of areas** - that we cannot exactly quantify - is certainly a thing of great importance, but with remarkable exceptions.

Avant-Propos

Les déplacements de population - définitifs ou non - atteignent une grande ampleur dans l'Afrique d'aujourd'hui. Au Cameroun, les courants les plus importants, tant par le nombre de gens concernés que par l'ampleur et la distance parcourue sont les migrations agraires qui colonisent les riches terres du Mungo et du Mémé et approvisionnent en travailleurs les grandes plantations industrielles de la côte atlantique, l'ensemble concernant peut-être deux cent mille personnes. Mais le mouvement qui pousse les ruraux vers les villes est d'une puissance de loin supérieure : environ 80000 «citadins» en 1933 (dont un tiers à Douala) ; 250000 vingt ans plus tard, en 1952 ; un million aujourd'hui (dont 300000 à Douala), soit un Camerounais sur six, et le gonflement des villes ne paraît pas près de se ralentir.

C'est ce phénomène impressionnant que nous cherchons ici à décrire, grâce aux indications données par le plus récent recensement démographique. Nous essaierons successivement de situer les migrations à leur point de départ, en pesant pour chaque région ce qu'y représente l'exode rural et vers quelles directions il s'oriente, puis de les observer à leur point d'arrivée en ville, en comparant les «bassins-versants» humains qui alimentent chacune d'elles en nouveaux citadins. Enfin, nous confronterons l'attitude des régions face à l'exode rural avec d'autres paramètres qu'on leur associe fréquemment : le taux d'urbanisation, la densité du peuplement, la scolarisation, l'intensité de la circulation..., afin de voir si ces comparaisons ne seraient pas porteuses d'explications.

Cette analyse devait faire partie d'un texte plus vaste sur toute l'organisation urbaine du Cameroun. Mais ce dernier se faisant attendre plus que prévu, il nous a semblé préférable de publier séparément cette étude qui peut être utile, autant à des scientifiques travaillant sur l'une ou l'autre des régions de ce pays si divers, qu'à des planificateurs manquant d'informations sur ce thème presque vierge pour établir prévisions et programmes d'action.

Paris, (avril-juillet 1972)

N.B.— On trouvera, ci-après, un rappel de la structure administrative du Cameroun et, en annexe à la fin, la liste des circonscriptions utilisées avec un index et des cartes de repérage permettant au lecteur de localiser les noms qui lui seraient inconnus. »

— Cartes réalisées au Centre O.R.S.T.O.M. d'Abidjan-Petit Bassam (août 1972 - janvier 1973).

Rappel :

LA STRUCTURE ADMINISTRATIVE DU CAMEROUN

- La République Fédérale du Cameroun était composée de deux «États fédérés» (1) : Cameroun Oriental, francophone (capitale : Yaoundé, qui est aussi la capitale fédérale) et Cameroun Occidental, anglophone (capitale : Buéa).

- L'ensemble était divisé en six régions dites «Inspections Fédérales d'Administration» : une pour le Cameroun Occidental (siège à Buéa), cinq pour l'Oriental : Centre-Sud (Yaoundé), Littoral (Douala), Ouest (Bafoussam), Est (Bertoua) et Nord (Garoua) (2).

- Le pays est structuré en 39 départements - en anglais : «division» - (36 en 1967) : 9 pour la Région «Occidentale» (6 en 1967), 10 pour le Centre-Sud, 4 pour le Littoral, 6 pour l'Ouest, 4 pour l'Est, 6 pour le Nord.

- Les départements sont subdivisés en arrondissements, dirigés par des sous-préfets dont les compétences sont de nature différente de celles des préfets des départements. Le nombre des arrondissements par département va de un seul (Bui et Momo de 1968 à 1970, Wouri jusqu'en 1972) à six (cas du Mungo), mais oscille généralement entre trois et cinq. L'arrondissement sera notre unité de compte essentielle.

- Dans les parties éloignées et difficilement contrôlables des arrondissements dont on veut améliorer l'encadrement, on crée des districts, qui sont des unités administratives incomplètes, devenant généralement

(1) Jusqu'au printemps 1972, mais l'unification politique complète ne supprimera pas d'un seul coup les importantes différences qui caractérisent les deux territoires issus de deux traditions coloniales différentes.

(2) Rebaptisées «Provinces» en 1972, l'ex-Cameroun Occidental étant depuis juillet 1972 divisé en provinces du Sud-Ouest (chef-lieu à Buéa) et du Nord-Ouest (chef-lieu à Bamenda). Nous n'emploierons jamais ces expressions dans cette dernière acception.

Les noms des points cardinaux écrits en majuscules désigneront ici ces Régions administratives, ou de vastes groupements analogues (ex. : le Sud-Est). Attention : les mots «Occidental» et «Ouest» désignent toujours deux régions différentes.

des arrondissements «à part entière» au bout de quelques années de fonctionnement. Nous n'utiliserons ici (3) que ceux de Mbo et de Fokoué (Ménoua), de Petit Diboum (Haut Nkam), de Nkondjock (Nkam) et de Bali (Mézam). Celui de Baham (Mifi) est de trop petite taille (72 km²) pour pouvoir figurer sur nos cartes : cependant, au lieu de restituer ses données numériques à son arrondissement d'origine (Bangou), nous avons préféré, au vu des grandes similitudes naturelles et humaines qui les unissent, le jumeller avec l'arrondissement voisin de Bandjoun.

- Les unités administratives inférieures à l'arrondissement, aussi variables par la taille et la nature que par la dénomination (cantons, chefferies, groupements, sultanats, lamidats, «local councils»,...) ne nous seront ici d'aucune utilité, sauf exceptionnellement la centaine de chefferies du pays bamiléké.

Nous travaillerons donc sur 118 arrondissements et 5 districts, soit **123 unités administratives**.

Elles sont cartographiées sur les cartes-repères (A et B) qui terminent cet ouvrage. Le lecteur non spécialiste du Cameroun fera bien de se familiariser avec elles dès maintenant, sous peine de trébucher sur chaque exemple.

(3) Les districts ne sont que rarement mentionnés en tant que tels dans le recensement de 1967-1969 comme unité administrative d'origine des habitants. Nous avons tourné la difficulté en utilisant (en particulier pour la Région Ouest) les **listes électorales** qui, elles, indiquent la chefferie ou le canton d'origine, d'où la possibilité de restituer leur spécificité aux districts de la région. Au Cameroun Occidental, l'unité la plus utilisée - et d'ailleurs la plus vivante - est le «local council», subdivision de l'arrondissement. D'où la possibilité pour nous de reconstituer, avec des chiffres de date variable, les unités administratives créées par la réforme de 1968. Il s'est agi surtout de morceler des unités trop vastes (les «divisions» de Kumba, de Mamfé et de Bamenda) ; les rares déplacements de limites (au sud et au nord-est de l'arrondissement de Mamfé) n'ont concerné que des régions petites et très peu peuplées : on les a donc, afin d'utiliser la carte administrative actuelle, soit rectifiés, soit négligés.

I - Les données de base

Chance rare dans un continent où les données chiffrées sont peu nombreuses, le Cameroun a pris l'initiative d'effectuer un recensement démographique général en 1967.

Celui-ci devait théoriquement se dérouler du 1er juillet 1966 au 30 juin 1967. En fait, pour de multiples raisons, les opérations se sont fréquemment prolongées jusqu'en 1968, et parfois jusqu'en 1969, dans les endroits où il a fallu refaire le travail quand le premier recensement était vraiment trop mauvais. Car, dans un pays aussi sous-encadré, sans état-civil sérieux, avec une large fraction de la population analphabète et, dans certaines zones, un habitat dispersé parfois très difficile d'accès, les causes d'erreurs étaient innombrables, aboutissant à une tendance générale à la sous-estimation (1), reconnue par les responsables eux-mêmes.

Nombreuses sont les anecdotes plus ou moins cocasses qui narrent les péripéties du recensement : ici agents malhonnêtes vendant les fiches, emprisonnés et remplacés au pied levé par des gens dépourvus de toute formation ; là «rectification» des résultats par une autorité administrative n'admettant pas d'avoir si peu d'administrés ; ici encore, agents comptabilisant une population dispersée non pas là où elle réside mais là-même où, eux, agents recenseurs, s'étaient installés et où chacun était censé venir se faire inscrire, etc. Toutefois, un examen attentif des documents originaux permet généralement d'en apprécier la qualité et parfois de les rectifier, notamment en les confrontant aux diverses enquêtes démographiques par sondages effectués dans chacune des régions depuis 1962 (avec un bonheur inégal). Il faut donc bien se persuader de la *relativité* de ces données chiffrées, dont l'apparente objectivité masque une foule d'imprécisions. Cependant, avant de se gausser des faiblesses de ce recensement, il convient de se rappeler que celui qui avait été effectué en France à la même époque avait abouti à une marge d'erreur de l'ordre d'un demi million d'habitants, et qu'en bien des cas précis les résultats en étaient extrêmement contestables.

Le principal ennui de ce recensement, c'est qu'il n'a été que très **incomplètement dépouillé**. Alors que les fiches utilisées sont une mine inépuisable de données démographiques, sociologiques, économiques, etc., les services responsables - faute des énormes moyens matériels qui auraient été nécessaires - ont dû se contenter de bilans donnant la masse globale de la population par unité administrative de compte,

(1) En particulier pour la ville de Douala, où l'on n'a recensé que 230 000 habitants, ce qui paraît inférieur de 10% ou peut-être 20% à la réalité. Mais nous n'avons pas osé rectifier ces chiffres sans éléments de contrôle sérieux (les corrections apportées par G. COURADE au recensement du Cameroun Occidental se sont appuyées surtout sur l'excellente enquête démographique de la SEDES, 1965).

parfois sa structure par âge et par sexe, rarement le nombre des contribuables, ce qui était d'ailleurs le principal objectif visé.

Pour nous qui nous intéressions aux problèmes des migrations vers les villes, les fiches du recensement indiquent pour chaque individu son arrondissement de naissance ; mais il fallait pour l'obtenir aller soi-même sur place faire le dépouillement nécessaire. D'où une sérieuse difficulté, l'ampleur du sujet : dans ce pays de 465 000 km², une bonne cinquantaine d'agglomérations peuvent prétendre au rang de «ville». Nous avons dû nous contenter du réseau des **préfectures** des départements, qui sont toujours de véritables villes, au nombre de 36, auxquelles nous avons ajouté la sous-préfecture de Loum qui, avec une population proche de 20 000 habitants et un rôle économique considérable, est plus importante que bien des chefs-lieux départementaux, ainsi que Buéa, capitale de l'ex-Cameroun Occidental et Tiko, importante place commerciale de la zone des plantations du Fako qui, avec la préfecture de Victoria, forment un complexe urbain tricéphale de 50 000 citadins.

Les réformes administratives de 1968 ont transféré le siège de la préfecture de la Lékié d'Obala à Monatéle, mais seule la première ville est un centre important ; d'autre part, dans l'ex-Cameroun Occidental, ont été créés les départements du Ndian (chef-lieu : Mundemba), de la Momo (chef-lieu : Gwofon, puis Mbengwi) et de la Bui (chef-lieu : Kumbo, seul de ces centres qui pourrait être qualifié de ville). Nous sommes obligés de les négliger, ainsi, hélas, que nombre de sous-préfectures intéressantes : Tombel, Njinikom, Mbanga, Mélong, Kékem, Foumbot, Makak, Saa, Doumé, Bétaré-Oya, Méiganga, Tibati, Banyo, Guider, Kaélé, Mora,.. mais il nous était matériellement impossible de nous occuper d'elles aussi.

D'autre part, nous n'avons pas voulu refaire le travail (2) de nos collègues travaillant sur Obala (A. FRANQUEVILLE), Nanga Eboko (J. TISSANDIER), Akonolinga (M. NGOA-BIDOUNG), Loum (M. NANA), Victoria et Buéa (G. COURADE) ; nous serons donc là tributaires de leurs résultats, dont la nature n'était pas toujours ce que nous aurions souhaité. Nous avons confié à nos collaborateurs techniques, MM. H. ELINGUI et M. SEATI, qui nous ont aussi aidés à Douala et à Yaoundé, le soin de dépouiller pour nous les recensements de Bertoua et d'Ebolowa. C'est donc une bonne trentaine de dépouillements que nous avons effectués nous-même sur place : on comprendra sans peine qu'il nous ait fallu rechercher les méthodes les plus rapides et les plus simples possibles.

Nous nous sommes parfois heurté à des obstacles imprévisibles : fiches non réglementaires (Abong Mbang), introuvables (Bamenda), partiellement perdues (Nkambé), .. Il nous a fallu dans ces cas-là extrapoler plus ou moins audacieusement à partir des éléments que nous avons, ou bien chercher autre chose (pour Bamenda, les dossiers de la police concernant les demandes de carte d'identité, ce qui excluait donc les non-Camerounais, heureusement peu nombreux). Par ailleurs, nous avons au début tâtonné pour trouver quelle était la meilleure manière d'exploiter les documents et nous n'avons pas toujours eu le temps de revenir sur place recommencer le dépouillement avec la méthode standardisée. C'est ainsi qu'à Kribi, notre documentation est tirée des fichiers de demandes d'emplois de l'inspection du travail et aussi du registre des entrées de l'hôpital de la ville. A Édéa et à Bafia, nous avons relevé les chefs de famille, mais c'était là une technique malcommode que nous avons rapidement abandonnée au profit de l'observation des contribuables.

Car ce que nous voulions, c'était l'**élément moteur des migrations**. Les enfants ne font que naître sur place ou, à la rigueur, suivre leur famille : ils ne sont donc pas significatifs. Bien plus, une analyse exhaustive des lieux de naissance, qui les inclut, donne une image trompeuse : avec une population adulte intégralement immigrée, on peut ainsi trouver une proportion de 30 à 40% d'habitants «nés sur place».. Éliminons donc ces parasites. Les femmes ne sont pas non plus ici un élément très intéressant car, le plus souvent, elles suivent passivement les déplacements de leur époux, encore qu'une analyse de détail révèle

(2) Et ce fut une erreur, vu la disparité des informations recueillies par les uns et les autres suivant leurs propres besoins. Une partie de ces informations nous a été transmise oralement.

qu'elles ont parfois des circuits de migration différents de ceux des hommes : ainsi, à Maroua, les femmes de Bogo sont-elles apparemment fort nombreuses, alors que les hommes y sont en nombre inférieur ; c'est que Bogo a la réputation d'un pur pays foubé, et qu'avoir une épouse qui en provient est un signe de réussite sociale, quitte à prendre une seconde femme de Méri (c'est-à-dire païenne) pour avoir des enfants (3). Mais les fiches de recensement sont ainsi faites qu'il eût été fort difficile d'en extraire femmes et enfants.

Ainsi nous fallait-il trouver un moyen d'isoler les hommes adultes, ou plutôt toute personne ayant une activité économique, ce qui exclut les vieillards ou les impotents et inclut les quelques femmes ayant une activité monétarisée. Les contribuables remplissent parfaitement ces conditions (le nombre des fraudeurs intégraux est négligeable).

Sur les fiches de recensement, une colonne indique en face de chaque nom la catégorie d'imposition (A, B, C, D, = taxation forfaitaire, S.R. = sur le revenu, ou E = exempté), ou bien reste vide pour les non-imposables : on peut donc d'un seul coup d'œil repérer parmi les dix personnes décrites sur chaque fiche les deux ou trois qui sont assujetties à l'impôt et sont par là révélées comme agents économiques actifs, donc significatifs. Le rapport du nombre des imposables au chiffre de la population totale apparaît pratiquement constant : un pour cinq, parfois un peu plus ou un peu moins dans les villes où la qualité du recensement est suspecte, ou bien là où la structure démographique est exceptionnelle (villes à croissance toute récente, ayant encore peu d'enfants).

Les nécessités de procéder rapidement nous ont contraint à travailler par sondage pour les villes de plus de 10000 habitants : le plus souvent en prenant une fiche sur trois ; ce qui nous a donné par exemple 15395 indications pour Douala (correspondant donc à 46085 imposables, pour une ville d'environ 230000 habitants recensés), 9630 pour Yaoundé (soit 28990 imposables pour 145000 habitants), 2014 pour Garoua (soit 6042 pour près de 30000 habitants), etc., masse considérable de données que l'on peut donc honnêtement considérer comme valable dans ses grandes lignes, en gardant en mémoire les conseils de prudence et de relativisme que nous avons esquissés dès le départ.

Nous recherchons donc, ville par ville, l'origine géographique des migrants. Le recensement de 1967 nous indique pour chaque habitant l'arrondissement de naissance, soit 123 unités (4), auxquelles s'ajoutent les six républiques mitoyennes du Cameroun (5), les « autres États africains », la France et, enfin, le « reste du monde », soit 132 catégories réparties dans 39 « villes » - donc plus de 5000 possibilités théoriques - . . .

Quelle validité accorder à cette notion d'arrondissement d'origine ? Dans l'ensemble ceux-ci sont relativement homogènes (sauf dans le Nord, où ils sont trop vastes et complexes) et décrivent une réalité précise. Il aurait évidemment été fort commode que l'ethnie aussi fût mentionnée, comme par le passé, mais la doctrine officielle est qu'« au Cameroun, il n'y a que des Camerounais ». Car se pose ici le problème des migrations d'il y a plusieurs décennies, faisant que les natifs de telle région n'en sont pas en fait originaires. Mais cette situation n'existe de façon notable que dans le Mungo, où une importante population rurale bamiléké, immigrée depuis deux ou trois générations, est comptabilisée comme « née dans le Mungo » sans en être autochtone. Hormis ce cas, on peut considérer comme équivalentes les notions de « natif » et d'« originaire »..

De même se pose un problème au sujet des villes : ne va-t-on pas se retrouver avec un excès d'originaires de leur arrondissement, qui seraient en fait des immigrés de la deuxième génération ? La

(3) Car la proportion de femmes foubé stériles est considérable : voir les travaux d'A.M. PODLEWSKI.

(4) Les recensements de chacun des deux ex-États du Cameroun ne donnent que rarement le détail des immigrants de l'autre État et s'en tiennent - au mieux - aux départements (dans leurs limites de 1967). Heureusement, cela ne représente qu'un petit nombre de personnes et nos extrapolations pour les répartir entre les arrondissements les plus « migrants » ne sont sans doute pas trop risquées.

(5) Nigeria, Tchad, R.C.A., Congo, Gabon et Guinée équatoriale.

probabilité est minime, car, ne l'oublions pas, les villes africaines n'ont connu que tout récemment une croissance rapide et donc **très peu d'adultes y sont nés** : vingt ans avant le recensement dont nous nous occupons, Douala n'avait que 50000 habitants et Yaoundé 20000. Au regard de la masse des migrants récents, donc nés dans les campagnes, les «étrangers» (6) adultes et actifs nés dans les villes ne peuvent représenter qu'un élément dérisoire.

Dans l'Ouest, où les villes sont peuplées presque exclusivement d'autochtones (97% de Bamoun à Foumban, 89% d'originaires du seul département de la Mifi à Bafoussam, dont 36% provenant de l'arrondissement lui-même), nous avons cherché un instrument d'analyse moins grossier que les arrondissements. Nous avons pour cela utilisé les listes électorales qui nous indiquent la «chefferie» d'origine des électeurs (la proportion est en moyenne d'un électeur - homme ou femme - pour 2,5 habitants) ; à l'échelle de cette région, petite mais très peuplée et assez diversifiée, cela est plein d'enseignements sans d'ailleurs donner des résultats sensiblement différents de ceux obtenus à l'échelle de l'arrondissement. Mais cela introduit une discontinuité de plus dans notre documentation.

Le problème a donc été d'**homogénéiser** cette documentation puisque nous avions des données de signification différente : contribuables le plus souvent, électeurs dans l'Ouest, chefs de famille à Édéa et Bafia, demandeurs d'emploi à Kribi, postulants à une carte d'identité à Bamenda, ethnies à Abong Mbang et à Loum, recensement intégral à Buéa et Obala... Comment, dès lors, ramener toutes ces mesures à des unités que l'on puisse comparer entre elles ? Le seul dénominateur commun que nous ayons pour ces villes, c'est le **chiffre total de leur population**. C'est donc de là qu'il faut partir : considérons pour chaque ville les pourcentages de chacune des «origines» de la strate de la population prise en compte et **transférons ces proportions au volume de la population toute entière**, traduites en «Unités Conventionnelles de Migration» (en abrégé : U.C.M.) qui seront notre instrument de mesure exclusif.

Chaque ville compte donc un nombre d'«Unités Conventionnelles de Migration» - qui, rappelons-le, sont la projection de la partie économiquement active de la population - égal au chiffre (arrondi) de sa population totale en 1967-1969. Ainsi, par exemple, soit une ville, V, de 10000 habitants, où nos sondages ont relevé dans la population imposée 35% d'originaires du Nord, et une autre, W, de 5000 habitants, où l'on en a compté 90% : nous aurons donc 3500 U.C.M. originaires du Nord en V, et 4500 en W.

L'abus de généralisation n'est pas aussi grand qu'il y paraît au premier abord. En effet, même dans les grandes villes, les mariages inter-tribaux sont rares (7) et l'épouse d'un immigrant a un pourcentage raisonnable de chances d'être originaire de la même région que lui. Quant à leurs enfants, même nés sur place, ils resteront - aussi longtemps que les distinctions ethniques seront clairement perçues par la masse de la population - «originaires» d'où sont venus leurs parents : nés à Yaoundé les enfants d'un «bandjounais» resteront toute leur vie «de Bandjoun», ou ceux d'un natif de Ndom des «Babimbi orientaux» (8). Si, dans un de nos sondages nous trouvons, par exemple, 33% de natifs des cinq départements bamiléké, il est tout à fait probable qu'il y a bien un tiers de Bamiléké dans la population urbaine (en considérant comme négligeable à cette échelle les différences de structures familiales). Cette méthode nous permet donc - vaillamment que vaillamment - de tourner l'obstacle que représente pour l'étude des migrations l'absence de mention ethnique dans le recensement de 1967.

(6) Convenons une fois pour toutes que nous appelons «étranger» toute personne née en dehors de son arrondissement de résidence, qu'elle provienne du département voisin ou de l'autre extrémité de la planète. C'est d'ailleurs bien ainsi que ce mot est usité dans le langage populaire.

(7) Le cas de Maroua, bien que des phénomènes semblables puissent se produire à Garoua et à Ngaoundéré, paraît exceptionnel.

(8) Rappelons qu'on appelle pays babimbi les deux arrondissements (d'ethnie bassa) de Ngambé et de Ndom.

Pour les ramener à une norme commune, nous avons donc soumis nos séries chiffrées à toutes sortes de manipulations compliquées, impossibles à décrire ici. Le risque avec ce jeu de coefficients multiplicateurs est évidemment de fausser la proportion des données les plus faibles numériquement, car, dans un sondage, il y a toujours une part d'aléatoire qui se trouve ainsi grossie. Cependant, les gros pourcentages ont de très grandes chances d'être significatifs et ce sont eux qui nous intéressent : si l'on décèle dans une ville 43% d'originaires de tel endroit, peu importe que la proportion réelle soit 42 ou 44% ou même 40 ou 45%. Le portrait que nous essayons de brosser ne peut être qu'à gros traits, mais ce sont précisément ces éléments essentiels que nous voulons mettre en évidence. Nous travaillerons sur 950 000 «Unités Conventiionnelles de Migrations», on ne discutera pas à deux ou trois centaines près.

Ainsi - toute honte des extrapolations hasardeuses bue - avons-nous entre les mains une masse statistique homogène qui va nous permettre d'analyser zones de départ et villes d'arrivée, flux principaux et zones d'attraction majeures.

N.B. — Nous appellerons «arrondissement préfectoral» celui qui contient la préfecture du département. Les autres, «non-préfectoraux», seront conventionnellement considérés comme purement ruraux (ce qui est vrai la plupart du temps).

II - L'exode rural

Ayant donc entre les mains la distribution par unité administrative d'origine des populations actuellement urbaines, un simple jeu d'additions nous permet de ramener à leur point de départ les migrants dispersés dans les villes.

1 - NOMBRE ABSOLU DE MIGRANTS PAR ARRONDISSEMENTS D'ORIGINE (carte 1)

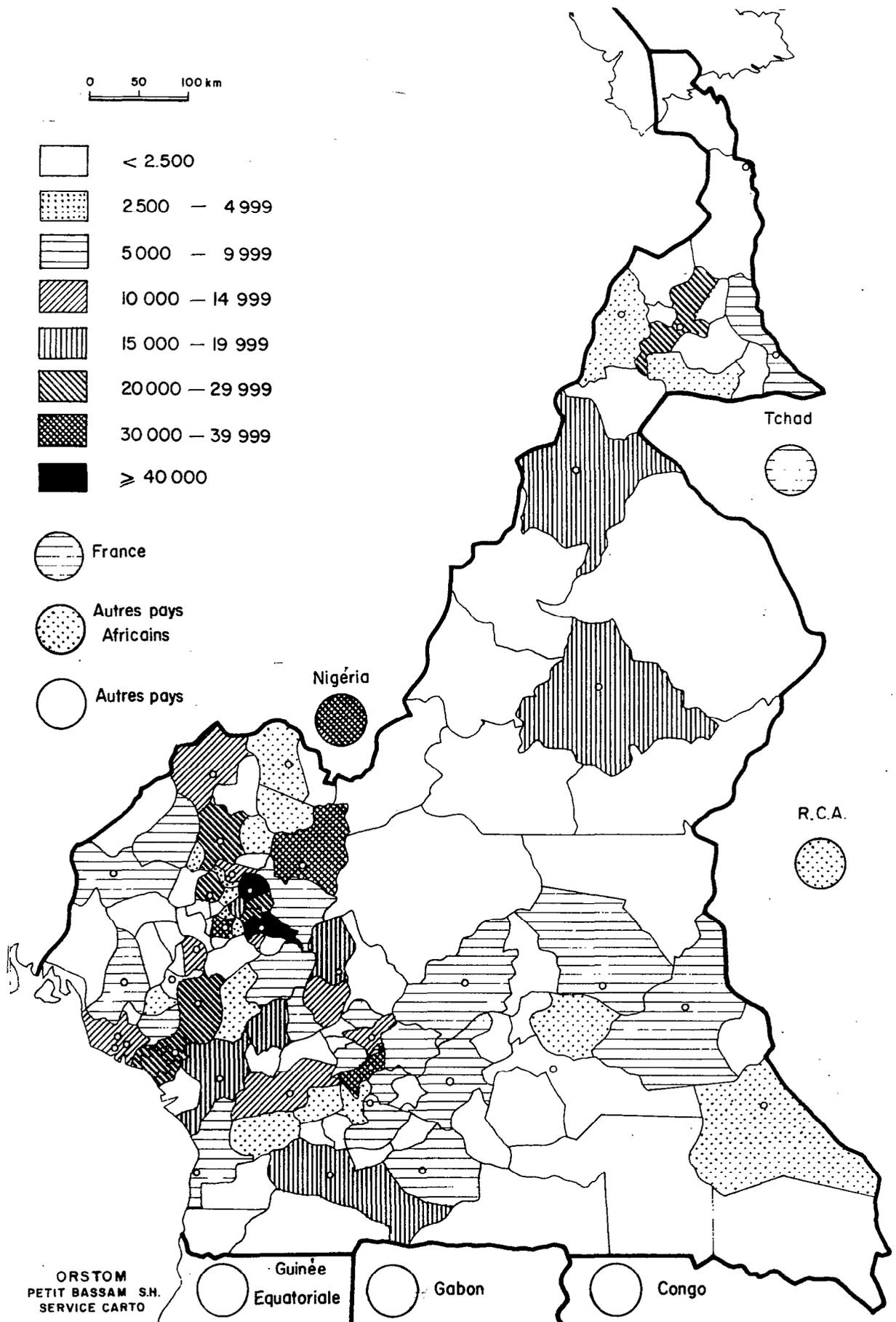
Une première approche, par départements d'origine, nous montre de très remarquables variations : la Mifi a donné naissance à 116300 U.C.M., suivie d'assez loin par le Ndé (73700), puis le Méfou (48700), la vieille «Bamenda division» (= Mezam+ Momo+ Bui : 48000), le Haut Nkam (45000), la Sanaga Maritime (42900), le Mbam (39100), etc.. A l'autre extrémité de l'échelle se trouvent la Donga-and-Mantung (5300), le Logone-et-Chari (3300) et la Boumba-Ngoko (2800). Mais, vue la diversité de taille et de population des départements, c'est là une image par trop grossière.

L'analyse à l'échelle des arrondissements d'origine (carte 1) met immédiatement en lumière d'extraordinaires contrastes à très courte distance : il est même rare que deux unités voisines se retrouvent dans la même catégorie.

Ainsi, par exemple, voit-on que l'arrondissement de Maroua a dirigé vers les villes quelques 28000 Unités Conventionnelles de Migration, mais que, parmi ses voisins immédiats, Mokolo n'en a fourni que 4300, Kaélé 3600, Fort Fourreau 2200, Méri 1600, Mindif 500, Bogo 300 seulement.

A l'échelle des grandes régions du pays apparaissent cependant des traits communs : le Nord se caractérise par le contraste extrême entre les trois arrondissements qui contiennent les seules grandes villes (Ngaoundéré, Garoua, Maroua), dont le nombre d'U.C.M. dépasse chaque fois les 16000, et le reste de la région, infiniment moins bien représenté, les arrondissements où se trouvent les préfectures de Yagoua (9400 U.C.M.) et de Mokolo (4300) formant seuls transition avec celui de Kaélé, unique arrondissement non-préfectoral à ne pas avoir un total d'U.C.M. dérisoire.

La transition entre Nord et Sud se marque par une zone (sud de l'Adamawa, nord du Mbam et du Lom-et-Djérem) particulièrement peu «productive». Il est vrai que dans notre sélection des centres urbains nous avons dû négliger les petites villes que sont Banyo, Tibati, Méiganga, Bétaré-Oya et Garoua Boulay,



Carte 1 — Nombre absolu d'unités conventionnelles de migration, parties vers les villes (par arrondissement d'origine).

regroupant chacune de 5 à 10000 habitants, essentiellement recrutés sur place semble-t-il. Une information plus détaillée nous montrerait sans doute cette zone comme assez semblable à celle qui s'étend entre Yaoundé et Batouri, où les arrondissements préfectoraux fournissent à l'exode rural de 5 à 10000 U.C.M., tandis que les arrondissements ruraux, généralement de plus petite taille, sont fort peu productifs à l'exception de ceux qui entourent immédiatement le pôle démographique marqué de Djoungolo-Yaoundé (30000 U.C.M.).

Le Sud-Est, comme toute la frontière méridionale (9), est remarquablement peu généreux en migrants : seul, l'arrondissement de Yokadouma dépasse les 2500 U.C.M. que n'atteint même pas celui d'Abong-Mbang, la plus petite des préfectures du Cameroun Oriental (moins de 4000 habitants, d'ailleurs presque tous étrangers).

Au contraire, dans la partie occidentale du Cameroun forestier, tous les arrondissements préfectoraux sont sources d'importantes migrations vers les villes : de 7000 U.C.M. pour Kribi à 17000 pour Édéa. La situation des arrondissements non-préfectoraux est très variable : ils sont très peu concernés (Évoundoula, Mvengué, Dizangué...), moyens (Makak, Ngoumou, Lolodorf) ou très fortement «migrateurs» (Bokito : 11000 U.C.M., Ngambé : 18000 U.C.M.).

Mais, comme on pouvait s'y attendre, c'est le long de l'axe Wouri-hauts plateaux de l'Ouest, c'est-à-dire un quadrilatère Douala-Foumban-Bamenda-Victoria que se rencontrent les plus importantes sources de l'exode rural : Bangangté (62000), Bafoussam (51000), Bafang (34000), Foumban (31000), Douala et Bamenda (29000), Dschang (26000), Yabassi (25000).. Il y a parmi elles des arrondissements non-préfectoraux : Bangou et Bandjoun-Baham (24000), Bamendjou (17000), Bazou (10000). Certains de ces derniers sont au contraire très faibles : Galim, Tonga, Nkondjok, Kekem, Mélong, Mbo et aussi toute la zone Kumba-Tombel-Loum-Manjo-Mbanga-Muyuka. Ce sont là des zones d'immigration rurale, mouvements importants mais qu'il nous est impossible de chiffrer, tout comme le recrutement de main-d'œuvre des plantations de la province du Sud-Ouest qui déplacent en tout une trentaine de milliers de travailleurs, accompagnés d'une masse non dénombrable de parents (10). D'autres arrondissements peu migrateurs, au contraire, le sont à cause de leur grand isolement : Nwa, Djinikom, Fontem, Fokoué, Petit Diboum, toutes zones dont l'accès (et donc la sortie) est difficile. De même, la partie la plus occidentale des provinces anglophones paraît également peu touchée par les migrations vers les villes, sauf le cas très particulier de Wum, dont nous reparlerons ultérieurement.

Mentionnons aussi l'importante très variable des migrations provenant des États voisins : considérables pour la Nigeria (33000 U.C.M.) (11), moyenne pour le Tchad (9400) et la R.C.A. (4000), très faible pour le Congo (500), le Gabon (200), la Guinée Équatoriale (à peine 130). Parmi les autres étrangers, relevons plus de 1000 Dahoméens, 500 Togolais, 150 Ghanéens et autant de Sénégalais, 8500 U.C.M. provenant de France, 500 de Grèce, 200 du Liban.. (12).

Nous voyons donc dès l'abord émerger deux types de problèmes :

- le premier est celui des **disparités régionales**, dont on a mesuré la puissance : 96000 migrants pour la province du Nord, peuplée d'un million et demi d'habitants, 322000 pour celle de l'Ouest, peuplée de moins de 800000 âmes ; d'où l'idée d'une confrontation entre le nombre absolu des migrants et celui des habitants, qui nous donnera les «Taux de Mobilité» de la population.

(9) Le district frontalier de Mvangané, que nous n'avons malheureusement pas pu dissocier de l'arrondissement d'Ebolowa, présente selon toute vraisemblance les mêmes caractères que les arrondissements voisins de Djoum et d'Ambam.

(10) On en aura une idée de l'origine avec l'annexe I.

(11) Surtout Nigériens du Sud-Est (Ibo, Ibibio, Calabar, Ekoi) dans l'ouest du Cameroun, Nigériens du Nord (Haoussa, Bornouans) dans le nord, les uns et les autres à Douala et à Yaoundé.

(12) Chiffres très approximatifs et, ici, d'un intérêt tout à fait mineur.

- le second est celui du rôle des villes : on a remarqué qu'à l'échelle du département, l'arrondissement qui héberge la préfecture est, systématiquement, beaucoup plus marqué par l'exode des U.C.M. que les circonscriptions purement rurales, sauf - exception confirmant la règle - cette bourgade qu'est Abong-Mbang. C'est vrai en valeurs absolues, cela le restera-t-il en valeur relative ?

2 – TAUX DE MOBILITÉ GÉNÉRALE (carte 2)

Chaque arrondissement expédie donc vers les villes un flux plus ou moins considérable de migrants, mais les arrondissements ont eux-mêmes des chiffres de population fort variables : que représente cette masse de gens par rapport à la population de la zone de départ ? En effet, un petit courant de migrants provenant d'une zone très peu peuplée peut représenter une saignée énorme, tandis que venant d'un arrondissement fortement habité un flot considérable d'U.C.M. se sentira à peine. Il s'agit donc de rétablir pour chaque unité administrative un «taux de mobilité générale» (nous verrons plus loin pourquoi «générale») fondé sur le rapport entre le nombre des autochtones restés sur place et le nombre de ceux qui sont partis vers les villes.

Ces derniers sont mesurés en «Unités Conventionnelles de Migration», dont nous avons dit avec quelle prudence il fallait les manipuler, mais qui - vaille que vaille - peuvent se représenter comme des individus migrants, qu'il n'est donc pas absurde de comparer aux habitants (réels) que le recensement décompte dans les campagnes. Pour mesurer ces populations théoriquement «autochtones», nous extrayons de chaque arrondissement préfectoral le nombre d'habitants de la préfecture. Cette population conventionnellement rurale dans les arrondissements non-préfectoraux comprendra donc en fait aussi la population des sous-préfectures qui, nous l'avons dit, sont parfois - rarement - de véritables petites villes ; mais la population de ces centres peu attractifs (sauf exceptions, notamment Garoua-Boulay, important carrefour routier visiblement peuplé de «Nordistes») est généralement d'origine locale (13) : l'inconvénient est donc mineur.

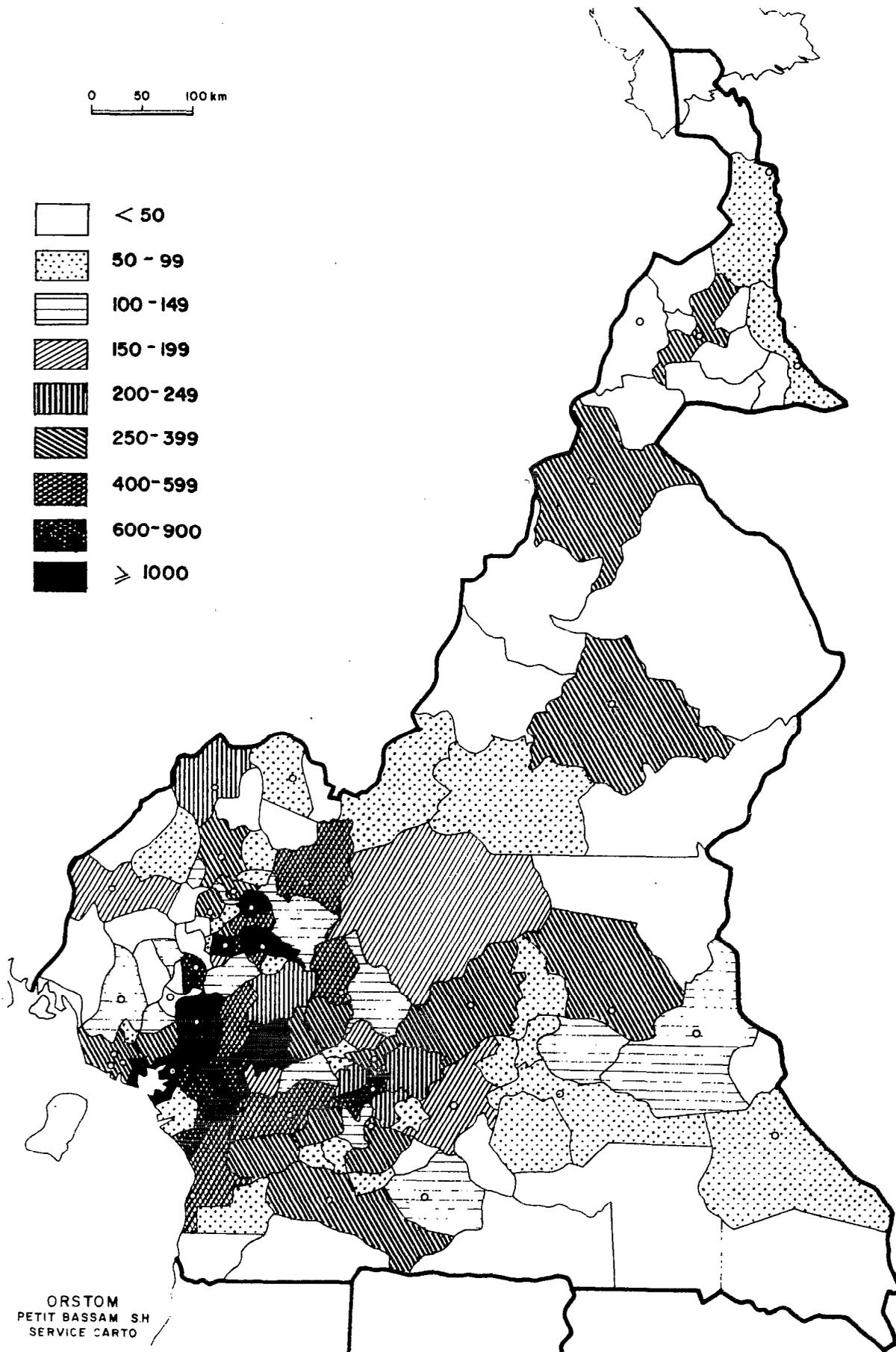
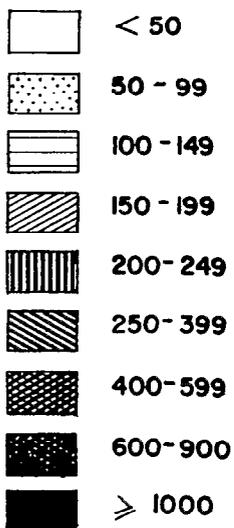
Beaucoup plus gênant est le cas des zones d'immigration : pénétration rurale en tache d'huile dans les arrondissements de Fombot, Ndikinimeki, Mélong, Galim, migration ordonnée vers les grandes plantations (Fako, Ndian, Dizangué), flot massif de gens des hauts plateaux envahissant villes et campagnes du Mungo et de la région de Kumba, submergeant les véritables autochtones sans que les recensements permettent de distinguer les uns des autres. Dans ces cas-là, la comparaison entre les U.C.M. qui en sont natives (effectivement autochtones ou immigrants implantés depuis plus d'une génération) et la population «rurale» actuelle (où les immigrants récents sont parfois majoritaires) sera dépourvue de signification ou, en tous cas, passablement suspecte. Il est vrai que le problème est ici marginal car, par définition, les zones d'immigration rurale ont peu de raisons d'être simultanément zones d'émigration, même vers les villes, ce qui, sauf le cas particulier de Nkongsamba, se vérifie aisément sur la carte 1.

Considérons donc nos ruraux comme une donnée numérique valable et calculons le nombre d'Unités Conventionnelles de Migration présentes dans les villes pour 1000 ruraux restés dans l'arrondissement d'origine, d'où la carte 2, dont les grandes répartitions et l'ampleur des contrastes régionaux et locaux rappellent nettement la carte 1.

Soixante-deux arrondissements (soit juste 50%) ont un taux de mobilité générale inférieure à 150 U.C.M. pour 1000 ruraux, dont trente-six (29%) en dessous de 50 ; une douzaine descendent même à des valeurs extrêmement faibles : 9 à Bogo et Bamusso, 10 à Mindif et Poli, 15 à Nwa, 17 à Makarî et Kar Hay, 18 à Guider et Tcholliré, autour de 20 à Mora, Mokolo, Méïganga, Campo... tous arrondissements

(13) Exemple pris à Moloundou : 89% d'originaires de l'arrondissement lui-même, plus 5% de celui de Yokadouma.

0 50 100 km



ORSTOM
PETIT BASSAM SH
SERVICE CARTO

Carte 2 - Taux de mobilité générale (nombre d'unités conventionnelles de migration présentes dans les villes pour 1000 autochtones - ruraux - restés dans l'arrondissement d'origine).

situés à l'écart des grandes voies de communication, peu urbanisés et, pour la plupart, situés dans le Nord, qui ont donc un exode rural négligeable.

Les valeurs moyennes sont rares : onze arrondissements entre 150 et 250 U.C.M. pour 1 000 ruraux, contre vingt-six (21%) dans les taux importants, de 250 à 600. Au delà, l'exode rural devient considérable : de 600 à 800 à Bana, Nkongsamba et Yaoundé, autour de 1 000 à Édéa, Bangou, Ngambé et Bafoussam, 1 400 à Bangangté, 1 895 à Yabassi, 1 900 à Bafang, 1 980 à Douala (14), ce qui signifie - très approximativement - que dans ces trois derniers arrondissements la perte de substance humaine est de l'ordre des deux-tiers de la population originelle.

Deux remarques s'imposent :

1 - deux arrondissements non-préfectoraux seulement parmi les dix taux les plus forts et sept parmi les quinze suivants, alors que s'y trouvent les arrondissements contenant les plus grandes préfectures du pays ;

2 - toutes les valeurs supérieures à 400, au nombre de dix-neuf, se regroupent sans exception dans la partie sud-occidentale du Cameroun francophone, dans un quadrilatère Douala-Foumban-Yaoundé-Kribi, soit sur une profondeur de 250 km à partir de la côte.

Plus précisément, les arrondissements non-préfectoraux marqués par un exode rural intense se retrouvent tous, soit dans la partie méridionale du pays bamiléké, là où affluent les roches peu fertiles du socle (15), soit sur la rive droite de la Sanaga inférieure, de Yingui à Bokito (et secondairement à Ndikiniméki), soit - plus modérément - sur la lisière sud du pays bassa (Lolodorf, Makak) qui, à l'exception relative de sa partie centrale (Pouma et Botmakak), est tout entier un puissant pôle de diffusion des U.C.M. (16).

Auréole d'exode rural intéressante autour de Yaoundé : si les préfectures de Mbalmayo et d'Obala peuvent justifier chez elles une émigration importante (supérieure à 250 U.C.M. pour 1 000 ruraux), la présence de la métropole du Cameroun intérieur est certainement la cause de la grande mobilité qui affecte les arrondissements d'Essé (235), Mfou (210), Okola (215) et, secondairement, Ngoumou (120). Par contre, les taux de l'ex-Cameroun Occidental, en dehors de ceux de Bamenda (274) et de Victoria (262) paraissent bien faibles.

Plus à l'est et dans le Nord, seuls les arrondissements préfectoraux se remarquent par des taux de mobilité importants : supérieurs à 350 U.C.M. pour 1 000 ruraux pour Nanga Eboko et Bertoua, à 250 pour Ebolowa, Ngaoundéré, Garoua et Maroua. Pour les arrondissements d'Akonolinga, Sangmélina, Batouri, l'exode rural est faible ; il est dérisoire à Abong Mbang, Yokadouma, Yagoua et Fort Foureau ; il est pratiquement insignifiant à Mokolo (21 U.C.M. pour 1 000 ruraux), tout comme pour la plus grande partie des arrondissements du Nord (à la petite exception de Kaélé (17), de Méri et de l'Adamaoua occidental) et

(14) En fait, parmi ces « ruraux » ont été comptés les pêcheurs de la partie amphibie du Wouri, pour la plupart allochtones (Nigeriens surtout) ; le rapport urbains/ruraux est donc en réalité encore bien plus déséquilibré : on peut considérer que la quasi-totalité de l'ethnie douala est aujourd'hui urbanisée.

(15) Selon toute vraisemblance, ce sont également ces régions qui alimentent l'émigration rurale, en particulier vers le Mungo, Nkondjok et Makéné. La dépopulation y est donc encore plus forte que nous ne le montrons ici. Effectivement la population recensée y diminue en valeur absolue : 3,7% de déclin annuel à Company, 3,2% à Bana, 1,6% à Petit Diboum, 1,3% à Bazou (cf : dernière partie, premier chapitre). Chiffres extraits d'une note de J.MARZIN : La Population du Cameroun, Direction de l'Aménagement du Territoire, Ministère du Plan et du Développement, Yaoundé, 1970 (14 p., 2 cartes h.t.).

(16) Avec une dépopulation corrélative des campagnes : l'arrondissement de Yingui perd chaque année 5,1% de sa population, Lolodorf 2,7%, Ndom 2,4%, Ngambé 1,1%. Notons que l'émigration des Bassa et apparentés se fait exclusivement vers les villes, jamais sous forme de colonisation rurale.

(17) Ce taux de l'arrondissement de Kaélé paraît bien faible quand on sait combien les Moundang et les Guiziga qui en peuplent la partie occidentale sont d'actifs migrants (cf : les analyses de G.PONTIÉ sur les causes sociologiques de ces migrations). Mais ils sont, dans cet arrondissement vaste et très peuplé (plus de 100 000 habitants), contrebalancés par le poids des Toupouri de la partie orientale, beaucoup plus accrochés à leur sol.

pour les arrondissements de la frontière méridionale. Exception notable dans le Cameroun intérieur : Yoko (198 U.C.M. pour 1000 ruraux) qui est dans une situation démographique et économique très mauvaise, et Doumé où se trouvait jusqu'en 1927 le chef-lieu administratif et militaire de la région : la bourgade est aujourd'hui le siège de l'évêché de l'Est et reste donc un noyau urbain notable : on peut donc comparer Doumé à un arrondissement préfectoral.

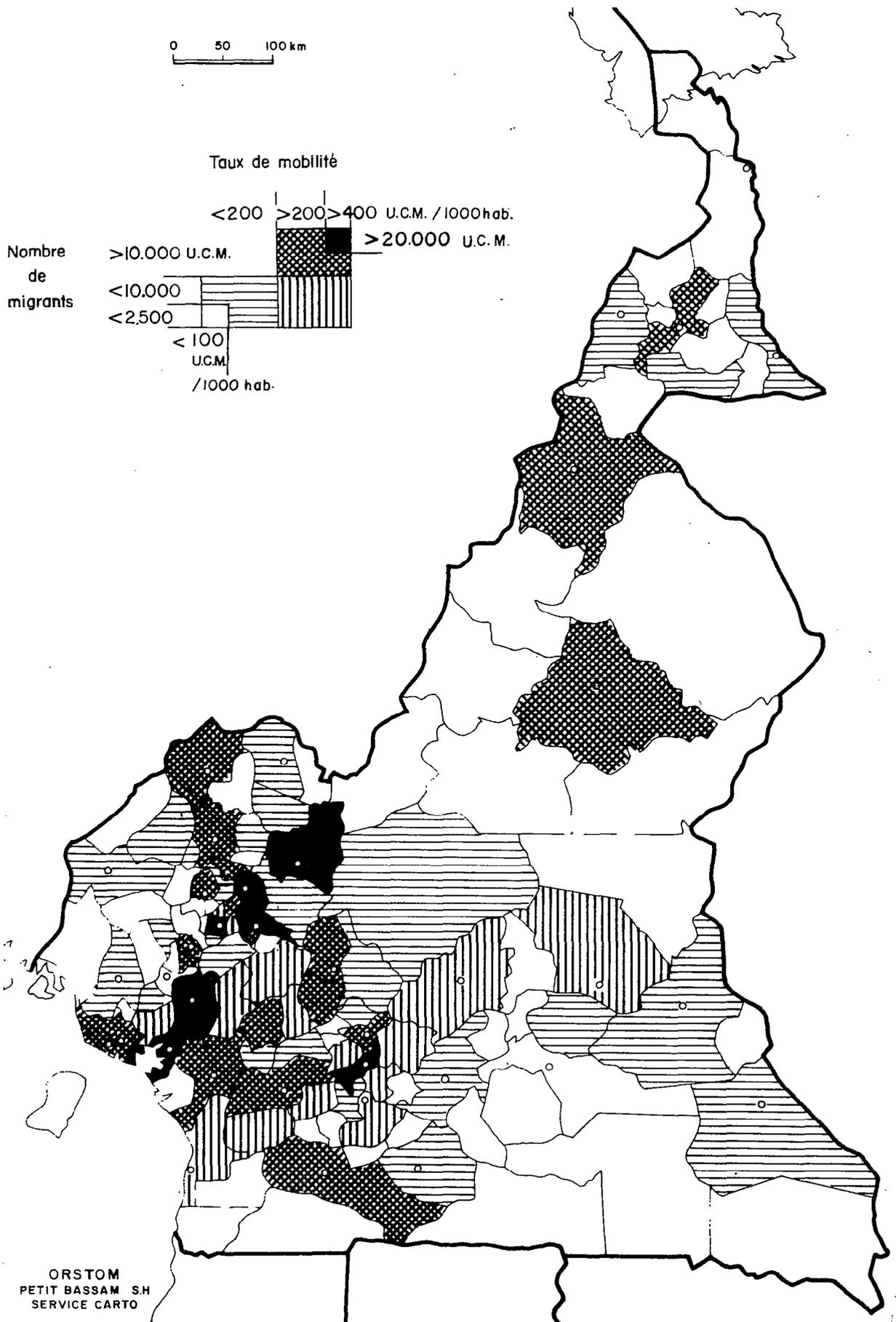
3 – TAUX DE MOBILITÉ ET VOLUME DE L'ÉMIGRATION (tableau 1, carte 3)

Nous avons vu en premier lieu que le nombre absolu de migrants par arrondissement d'origine était remarquablement variable ; ensuite que le taux de mobilité - à population égale - ne l'était guère moins ; enfin que, grosso modo, la répartition géographique de l'une et l'autre classification était assez semblable : les cartes 1 et 2 présentent aux mêmes endroits les valeurs les plus fortes et les valeurs les plus faibles - sauf exceptions notables que nous avons relevées au passage.

C'est évidemment une chose assez logique : si le nombre des migrants quittant un arrondissement est très faible, le taux de mobilité de celui-ci, quelle que soit sa population, ne saura en aucun cas être bien considérable (aucun arrondissement d'où émigrent moins de 1000 U.C.M. n'a un taux de mobilité supérieur à 100) ; inversement, un flot d'Unités Conventionnelles de Migration très puissant est naturellement l'expression d'un taux de mobilité important (aucun arrondissement d'où émigrent plus de 10000 U.C.M. n'a un taux inférieur à 200), toute l'échelle des solutions intermédiaires pouvant se rencontrer entre ces deux extrêmes. C'est ce que nous montre le tableau 1, mettant en corrélation ces deux séries de données numériques : on voit avec clarté le parallélisme qui fait évoluer de concert nombre absolu d'U.C.M. et taux de mobilité générale. Mais ce qui nous intéresse ici, c'est moins la confirmation d'une évidence que la recherche des cas exceptionnels. S'il est des zones dont le rapport entre volume et taux d'émigration dénote un faible exode rural par rapport au réservoir humain (Dschang, Bamenda et Maroua parmi les zones à exode assez

Tableau 1
Rapport entre le nombre absolu d'émigrants et le «Taux de Mobilité Générale»

Nombre absolu d'U.C.M.	Taux de Mobilité Générale										Total
	< 25	25 - 49	50 - 99	100-149	150-199	200-249	250-399	400-599	600-1000	>1000	
> 40000										2	2
> 30000							1	1	1	1	4
> 25000						2				2	4
> 20000								1		1	2
> 15000							2	2	1	1	6
> 10000						1	5	2	1		9
> 5000			2	4	3	4	5	1			19
> 2500	1	2	4	5		2	1	1	1		17
> 1000	5	9	11	4	3						32
> 500	2	6	10								18
< 500	6	4									10
Total	14	21	27	13	6	7	16	8	4	7	123



Carte 3 – Rapport entre le nombre absolu de migrants et le taux de mobilité générale.

fort, Nkambé, Ndop, Yokadouma, Bansa et surtout Yagoua, Kaélé, Mokolo, Kumbo, Gwofon, parmi les arrondissements à exode faible), d'autres, inversement, connaissent un taux d'émigration avec des volumes absolus relativement faibles qui correspondent à une hémorragie humaine considérable (ainsi Kribi, Makak, Lolodorf, Company et surtout Yingui et Bana avec, respectivement, des volumes d'U.C.M. de 4300 et 2800 et des taux de mobilité de 638 et 560, alors que pour ces volumes la norme, si l'on suit la médiane de notre tableau de corrélation, se situerait à des taux de mobilité de 100 à 200. Notons au Cameroun Occidental que seul l'arrondissement de Bangem dépasse cette norme, petit arrondissement assez densément peuplé et sans grandes ressources, qui est donc - proportionnellement - l'un des plus «migrateurs».

La carte 3 que l'on peut extraire de ce tableau est d'un grand intérêt : on y voit très nettement toute la zone côtière entre les lignes Douala-Bafia au nord et Kribi-Yaoundé au sud, c'est-à-dire cette zone que la colonisation et l'évolution moderne ont frappée de plein fouet et qui se vide de sa substance humaine au profit des villes, des usines, des plantations ou des chantiers forestiers qui quadrillent la région. Sauf Dizangué, dont la grande plantation est zone d'immigration, tous les arrondissements entre les cours inférieurs du Nkam et de la Lokoundjé ont un taux de migration anormalement élevé, même ceux de Pouma et Botmakak, habituellement beaucoup moins visiblement concernés par l'exode rural que les arrondissements qui les entourent. Autres zones à émigration active : les secteurs environnant Yaoundé (en particulier l'est de la Méfou et le sud de Lékié - Mfou, Essé et Okola - où la densité de la population et son enracinement sont nettement plus faibles que dans les autres parties de ces deux départements), les arrondissements de Nanga Eboko et de Bertoua, l'un et l'autre traversés de part en part par la grande route qui relie Yaoundé au Nord, ceux de Ntui et surtout de Yoko dont on a déjà dit la faiblesse démographique. Évidemment, la partie méridionale du pays bamiléké est là aussi toute entière caractérisée par un exode rural supérieur à la norme théorique (à l'exception de Kékem et de Tonga, zones d'immigration), alors que les départements de la Mifi et des Bambouto sont beaucoup plus stables et que les «Highlands» occidentaux paraissent avoir une émigration très inférieure à leur potentiel, mais l'analyse des déplacements vers les grandes plantations corrigerait sans doute cette impression.

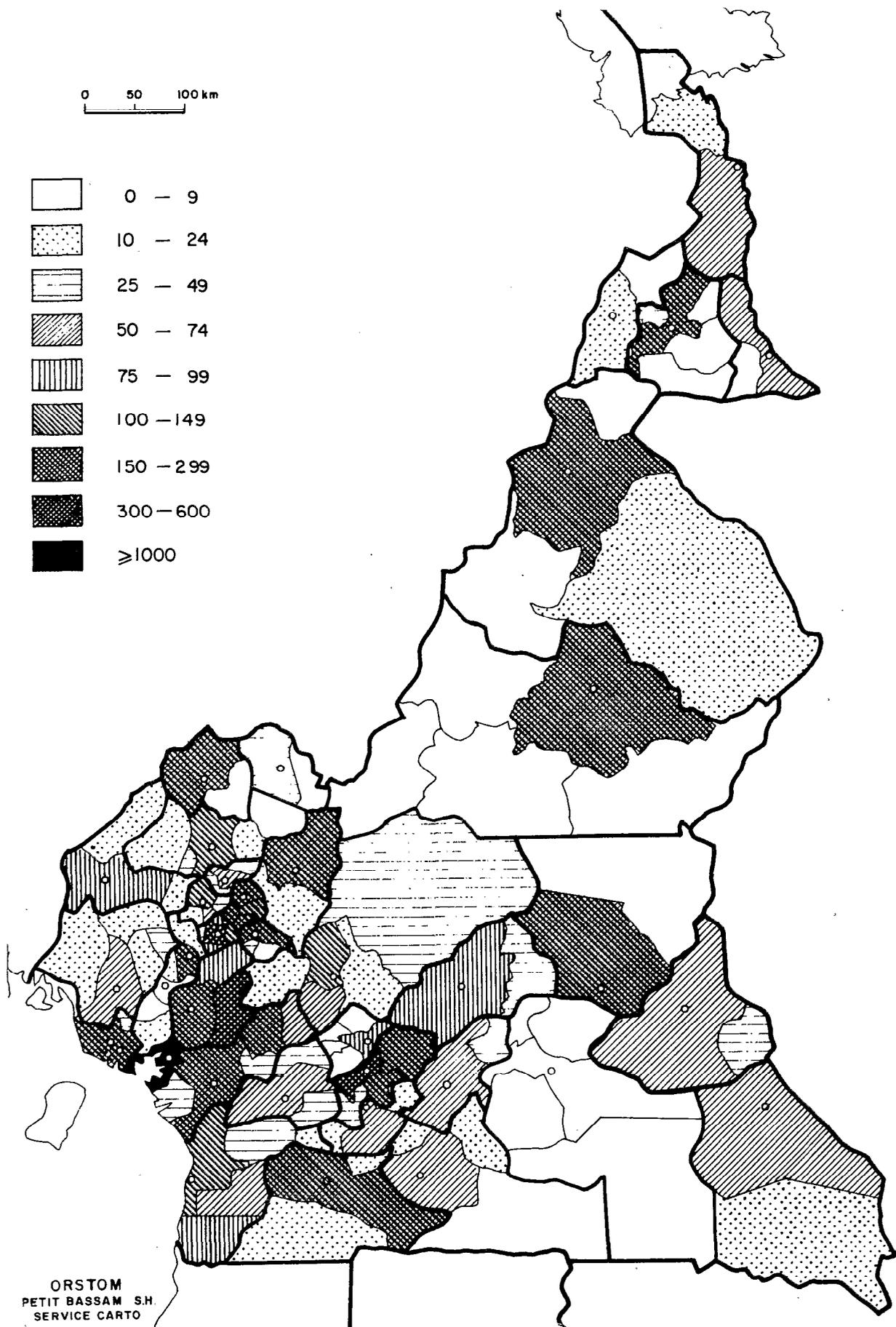
Le reste du pays se tient dans des valeurs beaucoup plus basses, en particulier toute la frontière méridionale et les départements de l'Adamaoua et de la Bénoué - en dehors de leurs arrondissements préfectoraux où l'exode rural reste d'un volume normal. Mais toute la région entre les Monts du Mandara et le Logone, qui groupe près d'un million d'habitants, apparaît comme une zone de mobilité exceptionnellement faible, reflet du très bas niveau qu'atteint l'évolution économique, sociale et urbaine moderne dans cette partie du pays aux grandes potentialités humaines, mais que l'éloignement de la côte et des foyers d'activité méridionaux a jusqu'ici confinée dans une relative stagnation.

A l'échelle des régions, la force de l'impact du monde moderne paraît donc un facteur explicatif essentiel de l'intensité des migrations.

4 – MIGRATIONS VERS LES CHEFS-LIEUX DÉPARTEMENTAUX (carte 4)

A l'échelle du département, nous avons pu remarquer que, systématiquement, l'arrondissement contenant la préfecture - c'est-à-dire une ville d'une certaine importance - avait un volume brut de migrants et un taux de mobilité générale nettement supérieurs à ceux des autres arrondissements : mis à part quelques cas bien localisés (pays bamiléké méridional, rive droite de la basse Sanaga), l'arrondissement préfectoral est le plus souvent le seul qui connaisse un exode rural important.

Cela a une part d'évidence : dans les populations dites «urbaines» se trouve en général une proportion non négligeable de gens originaires de l'emplacement même sur lequel se développe la ville ; la croissance de celle-ci les a submergés sans toujours leur faire abandonner leurs activités agricoles, pratiquées avec



Carte 4 - Migrations vers les chefs-lieux départementaux (Nombre d'U.C.M. présentes au chef-lieu de leur département pour 1000 ruraux de leur arrondissement d'origine).

ténacité dans les interstices du tissu urbain. Le cas est particulièrement net dans les villes très étendues, comme Douala, Bafoussam et surtout Yaoundé (18).

Mais il y a surtout l'idée toute simple que la proximité d'un centre urbain exerce sur les ruraux des environs une fascination d'autant plus puissante que la distance à parcourir est faible. On sait que certains géographes (19) ont proposé comme modèle mathématique de cette pression, issue de la proximité urbaine en milieu homogène, des «champs de gravité» où l'attraction de la ville décroît avec le carré de la distance. Nos données sont bien trop grossières, les situations locales bien trop variées et le Cameroun bien trop hétérogène pour que nous puissions expérimenter ici cette hypothèse. Rappelons surtout que chaque cas pris en particulier peut présenter une multitude d'«anomalies» dues aux conditions sociales et économiques locales.

Veut-on quelques exemples ? Aux portes mêmes de Maroua, les paysans de la montagne de Makabay cultivent exactement comme ceux des massifs les plus éloignés et ignorent tout autant qu'eux les innovations, heureuses ou non, du monde moderne. Dans la région de Yabassi, épuisée par un si puissant et si ancien exode rural (elle aurait perdu les deux tiers ou les trois quarts de la population qu'elle avait au début de ce siècle), la différence s'accroît entre les zones forestières qui achèvent de se vider et les villages qui s'échelonnent sur les rives du Wouri, entre Yabassi et Douala, où la prospérité due aux cultures vivrières destinées au ravitaillement des deux villes maintient une population relativement forte. Le département du Mungo tout entier ne fournit que 9% de la population de Nkongsamba, son chef-lieu, alors que 29% de celle-ci vient du Ndé et 32% de la Mifi qui ne lui sont, ni l'un ni l'autre, mitoyens.

Mais, dans l'ensemble, la puissance de l'attraction du chef-lieu départemental sur son propre arrondissement est une réalité frappante. En calculant cette mobilité - disons cette «mobilité courte» - (qui représente 37% des migrations totales) en nombre d'Unités Conventionnelles de Migration présentes dans le chef-lieu de leur département pour 1000 habitants ruraux présents dans leur arrondissement d'origine (carte 4), on voit se détacher très nettement les arrondissements «préfectoraux». Les exceptions sont rares : Abong-Mbang, mais on a déjà dit combien cette petite bourgade rayonnait peu pour un département qui est le plus peuplé de l'Est, Nkambé qui se trouve dans une situation très voisine, Yabassi qui a un taux plus faible que Yingui (210 contre 346), mais cela s'explique par une très forte attraction de la métropole de Douala, toute proche, sur l'arrondissement de Yabassi, alors que celui de Yingui, beaucoup plus enclavé, limite son horizon extérieur au seul chef-lieu de son département.

C'est de nouveau dans le Nord que les contrastes sont les plus nets, mais rappelons que les sous-préfectures de Banyo, Tibati, M'Énganga et Bétaré Oya drainent vers elles-mêmes un exode rural non négligeable ; de même pour l'ex-Cameroun Occidental, Kumbo et Njinikom. Parmi les arrondissements non-préfectoraux qui dirigent vers leur préfecture des courants puissants, on retrouve sans surprise ceux du pays babimbi-yambassa, ainsi que la périphérie de Yaoundé (mais il faudrait lui restituer les arrondissements de Dzeng et d'Okola qui appartiennent officiellement aux départements du Nyong et Soo et de la Lékié). Notons aussi la mobilité toujours relativement faible de l'arrondissement de Ngoumou où la population est visiblement mieux enracinée sur son sol que dans l'est de la Méfou, grâce à l'intensité de la culture cacaoyère.

(18) Le périmètre urbain de Bafia, considérablement agrandi depuis peu, compte ainsi plusieurs villages purement ruraux, mais nous les avons exclus du compte des populations urbaines.

(19) REILLY, CHAVES, ..

5 – MIGRATIONS «PRIORITAIRES» (cartes 5 et 6, tableau 2)

C'est à des exemples comme celui de la périphérie de Yaoundé que nous voyons que la notion de migration vers le chef-lieu départemental est insuffisante, car celui-ci n'est pas toujours la ville qui attire le plus (cf: infra IIIème partie). Les arrondissements frontaliers sont parfois (mais le cas est assez rare) attirés par le chef-lieu d'un département voisin : ainsi Bétaré Oya par Ngaoundéré plutôt que par Bertoua (20), sans doute par affinité avec les Baya qui peuplent aussi l'arrondissement de Méiganga ; ainsi l'arrondissement de Mora attiré par Maroua bien plus que par Mokolo ; ainsi Dibombari (Mungo) par Douala ; ainsi Dzeng et Okola par Yaoundé, à laquelle ils sont bien reliés, alors qu'aucune route carrossable ne les joint directement à leur chef-lieu officiel (Mbalmayo et Obala). Il y a aussi le rayonnement à grande distance des métropoles : les gens de Ndop et de Kumbo se dirigent en priorité vers les villes (et les plantations) du Fako, et non vers Bamenda ; ceux des arrondissements de Bafoussam, de Bangangté, de Foumbot, de Yabassi, de Ngambé, d'Édéa... sont plus nombreux à Douala que dans leur propre chef-lieu, tout comme s'y dirigent en priorité les gens de Banyo, malgré les 400 km à vol d'oiseau qui les séparent.

La carte 5 nous indique le pourcentage des Unités Conventionnelles de Migration ainsi présentes dans la ville qui les attire en priorité, que celle-ci soit ou non leur chef-lieu départemental. L'échelle va de 100% d'originaires de l'arrondissement de Bamusso présents à Victoria-Buéa-Tiko, à 18% de ceux de Banyo présents à Douala (ce qui signifie donc une forte dispersion, dans de nombreuses villes, de ces derniers).

Les résultats sont cette fois assez notablement différents dans leur répartition spatiale. On remarque que, sauf Victoria, Wum et Maroua, ce sont les arrondissements non-préfectoraux qui ont les migrations les plus massivement concentrées sur leur ville d'attraction prioritaire : Méri, Nkondjok, Fokoué, Dibombari, Muyuka, Akom II, Essé, Ndélélé, Makary...

Notons aussi la netteté de l'auréole qui entoure Yaoundé où seuls paraissent moins marqués les arrondissements d'Obala et de Mbalmayo - mais cela est dû à la division de leurs flux de migrants entre ceux qui se dirigent vers ces villes-là et ceux qui partent vers la métropole. Importance aussi de la concentration autour de Douala (mais les migrants de Dizangué partent, non vers elle, mais vers Édéa). La prépondérance chez elles-mêmes de villes comme Yokadouma, Foumban, Ngaoundéré... se confirme ainsi que, moins nettement, celle de Garoua, de Bertoua, de Kumba.

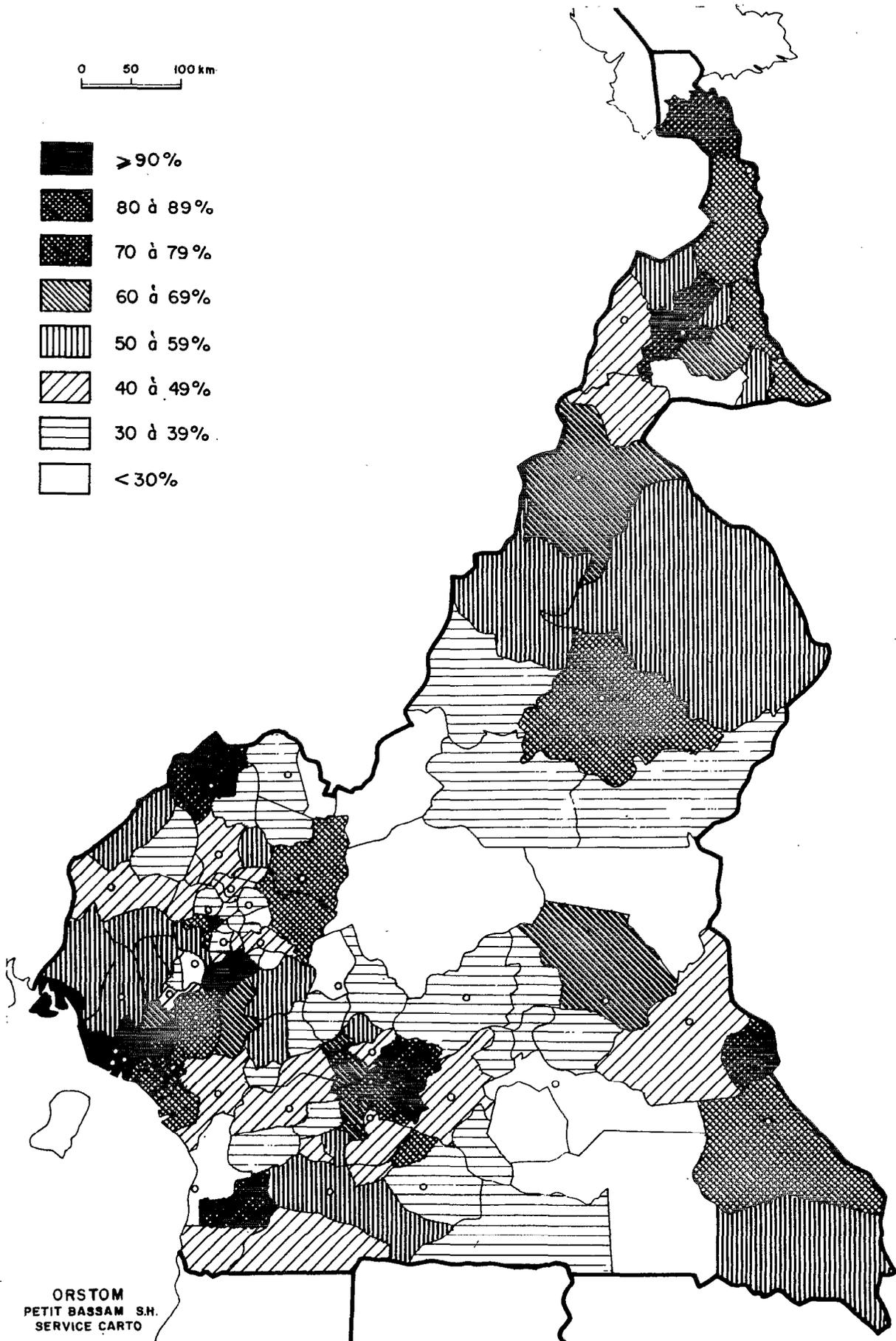
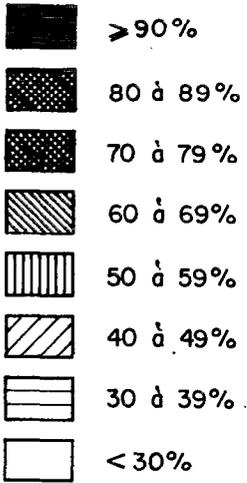
Mais bien des préfectures paraissent n'avoir qu'une puissance d'attraction limitée sur leur propre arrondissement : Mamfé, Bamenda, Édéa, Éséka, Batouri, Moloko... voire très faible : Sangmélina, Bafoussam, Akonolinga, Bafia, Nkongsamba, Kribi... La répartition des pourcentages d'attraction prioritaire les plus faibles paraît extrêmement diverse : arrondissements d'immigration (Tonga), enclavés (Nwa), fortement migrants (Yoko), préfectoraux (Kribi, Bafia, Nkongsamba, ..) - quitte à, simultanément, dominer avec vigueur les arrondissements périphériques (Akom II pour Kribi, Ndélélé pour Batouri, ..).

Pour débrouiller un peu cet écheveau, nous sommes dans l'obligation de moduler cette classification en la confrontant avec le nombre absolu de migrants. Le tableau 2 nous permet de vérifier l'absence complète de corrélation entre volume du flot migratoire et concentration de celui-ci sur une seule ville. Notons simplement que la catégorie des 35 à 49% d'attraction de la ville prioritaire est la plus fréquente (un bon tiers des arrondissements), alors que les catégories moins de 35%, 50-65% et plus de 65% s'équivalent. Toutefois, pour les volumes d'émigration les plus élevés, se remarque une nette coupure en deux catégories : de 30 à 50% (Bafoussam, Bangangté, Bafang, Bamenda, Dschang pour les plus de 25000 U.C.M.) et de 70 à 80% (Foumban, Yaoundé, Douala, Yabassi et surtout Maroua) alors qu'aucun arrondissement fournissant plus de 20000 U.C.M. ne se situe entre 50 et 70% de concentration sur une seule ville (21).

(20) Mais cette attraction est sans doute inférieure à celle de la ville de Bétaré-Oya elle-même, qui compte tout de même près de 5000 habitants.

(21) La coupure se situe même plus bas : Ngambé, Ébolowa et Garoua sont les seuls arrondissements fournissant plus de 10000 U.C.M. appartenant à cette catégorie.

0 50 100 km



ORSTOM
PETIT BASSAM S.H.
SERVICE CARTO

Carte 5 - Pourcentage d'attraction de la ville «prioritaire».

Nous avons donc là une très nette divergence d'attitude parmi les plus importantes sources d'exode rural : les unes éclatent dans toutes les directions et leurs bataillons serrés se retrouveront partout en nombre important, les autres au contraire se concentrent sur une seule cité (22) et seront donc peu nombreux ailleurs, comme nous le verrons dans le chapitre suivant. Quant aux arrondissements peu fournisseurs, l'extrême diversité de leurs attitudes ne peut se comprendre que par l'analyse, cas par cas, des situations locales : aucune explication d'ensemble ne peut être avancée.

Tableau 2
Rapport entre le nombre absolu d'émigrants et le poids de la plus forte attraction urbaine

Nombre absolu d'U.C.M.	Pourcentage d'attraction de la «ville prioritaire»					Total
	35 %	35 - 49 %	50 - 64 %	65 - 79 %	80 %	
> 30 000	1	3		2		6
> 20 000	1	2		2	1	6
> 15 000	1	2	3	1		7
> 10 000	3	3			2	8
> 5 000	2	7	3	5	2	19
> 2 500	3	9	4	1		17
> 1 000	8	10	8	2	4	32
> 500	4	4	3	4	3	18
< 500	1	3	4	1	1	10
Total	24	43	25	18	13	123

La carte 6 que l'on peut extraire de ces données (en les schématisant) nous précise davantage les grands contrastes régionaux : le pays bamiléké presque tout entier et les Bamenda Highlands (sauf Wum et Ndop) apparaissent bien comme des zones d'exode puissant et assez fortement dispersé. Au contraire, plus au sud, l'influence de Victoria, Kumba et Douala amène une forte concentration des migrations, qui se dispersent à nouveau au sud de la Sanaga et, plus à l'est, dans le Mbam, où s'entrecroisent les influences de Douala, de Yaoundé et des préfectures locales, tandis que la périphérie est de nouveau zone de migrations concentrées. Plus à l'est et au Nord, jusqu'à la latitude de Ngaoundéré, la dispersion domine, sauf dans les arrondissements de Bertoua et de Batouri. Au Nord, c'est au contraire la concentration qui l'emporte, sauf dans les arrondissements de Mokolo, Guider et Kaélé où s'affrontent - comme entre Douala et Yaoundé - les attractions des deux métropoles de Garoua et Maroua.

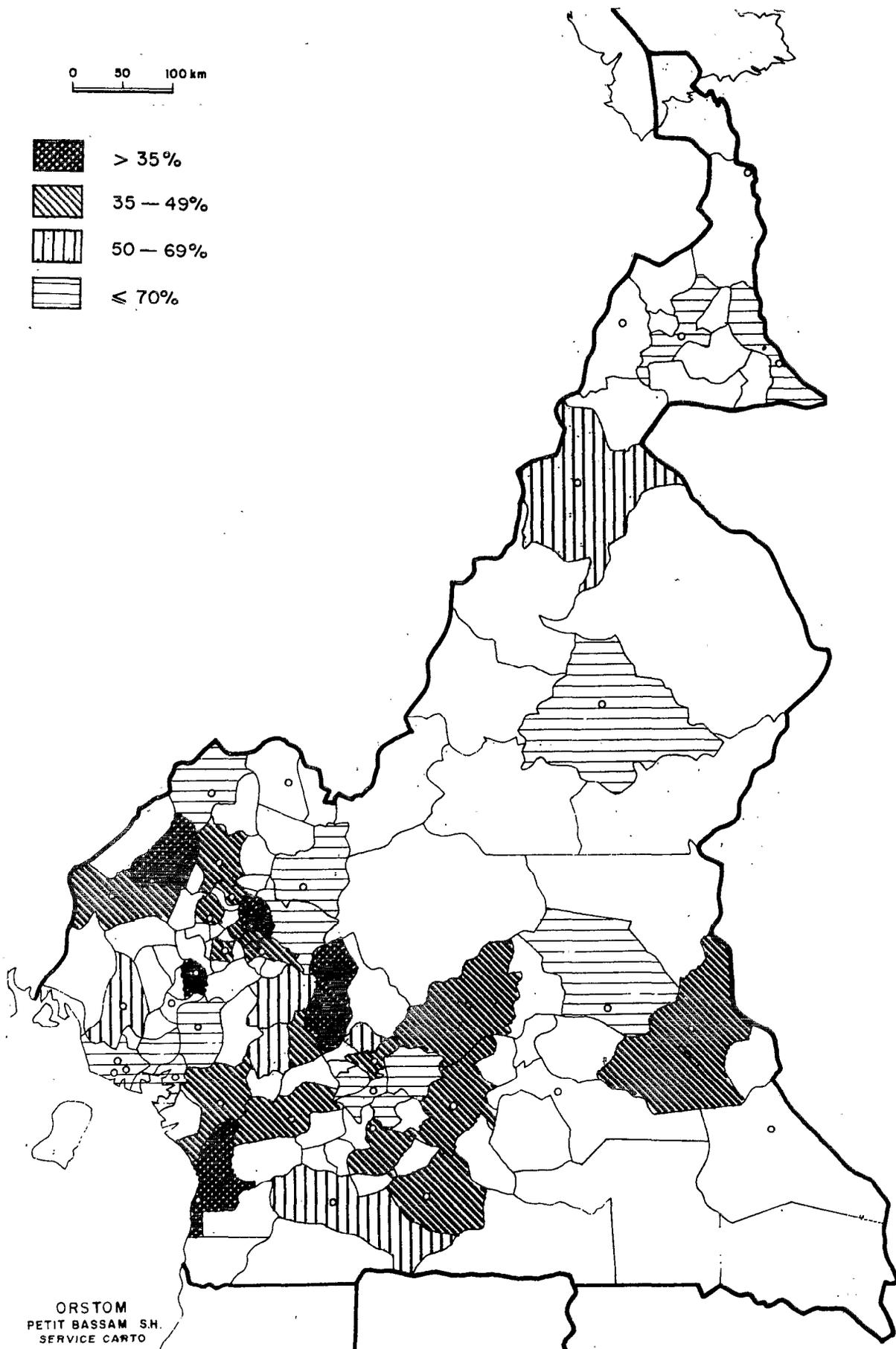
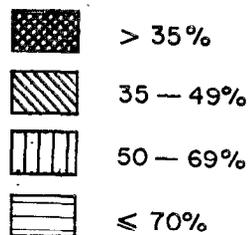
Au total, la majorité des arrondissements préfectoraux (21 sur 36) ont un pourcentage d'attraction prioritaire inférieur à 50%. Autrement dit, les courants puissants issus des zones urbanisées ont tendance à s'égailler largement, sauf là où une ville au rayonnement exceptionnel en attire la plus grande partie : Douala, Yaoundé, Victoria-Buéa-Tiko, Fouban, les trois grandes villes du nord...

Cette analyse des «migrations prioritaires» indispensable à une bonne appréhension des courants effectivement importants, nous a amenés à anticiper à maintes reprises sur les problèmes de la destination des migrations, ce qui sera l'objet de notre troisième partie. Mais nous sommes loin d'avoir épuisé la série des analyses que l'on peut effectuer sur les zones de départ.

Il nous faut encore régler un problème majeur : l'hypothèse que plus un courant de migration est numériquement puissant, plus il va loin, et qu'inversement les mouvements peu importants ne sortent

(22) Notons que pour l'arrondissement de Yabassi, il s'agit de la ville de Douala.

0 50 100 km



ORSTOM
PETIT BASSAM S.H.
SERVICE CARTO

Carte 6 — Proportion de concentration sur la ville «prioritaire» des arrondissements perdant plus de 5000 U.C.M.

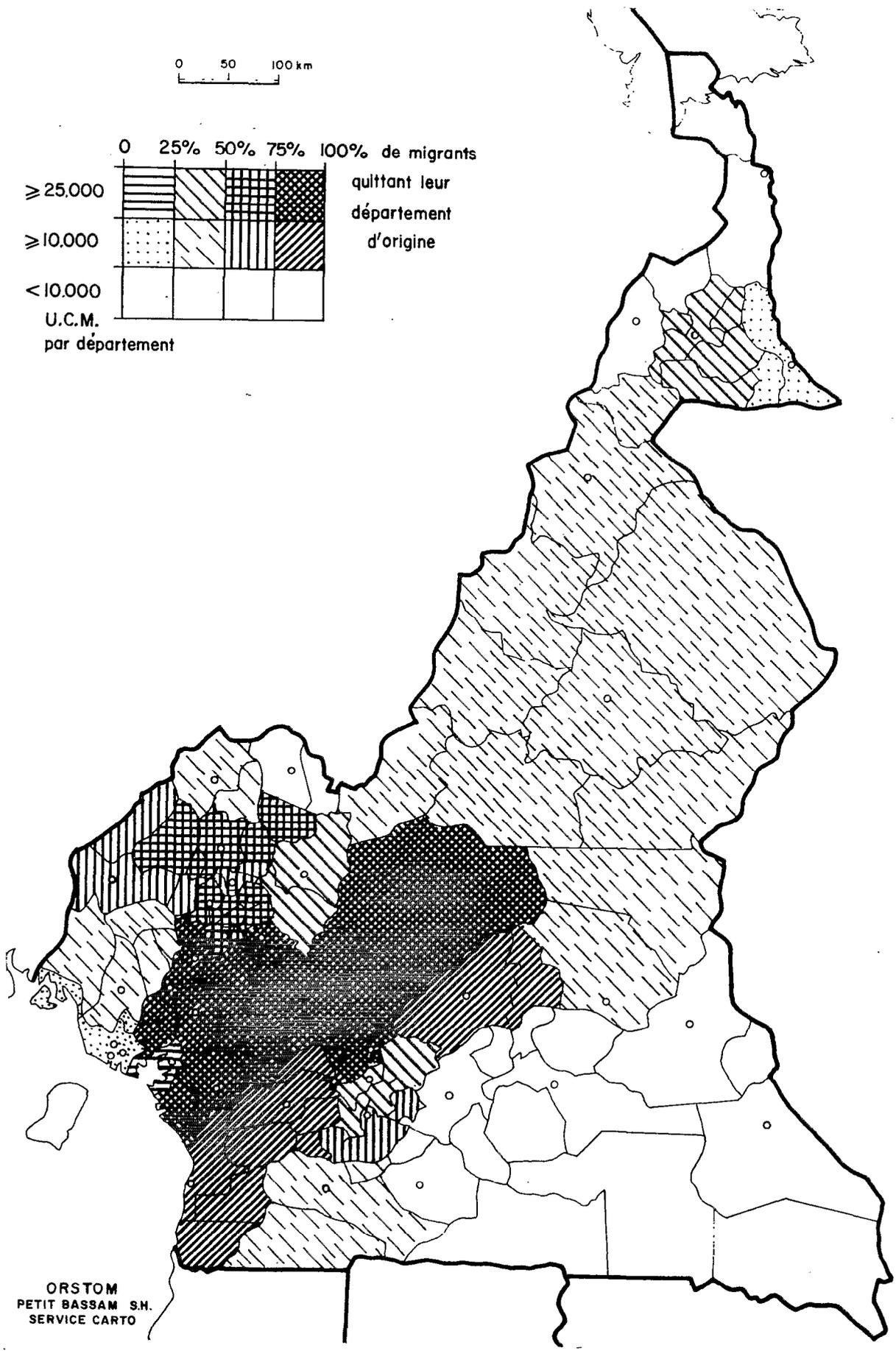
guère d'un très court rayon d'action, dont l'unité que forme le département donne une mesure intéressante. Il nous est donc nécessaire de revenir à notre définition conventionnelle des migrations «courtes» - c'est-à-dire ne sortant pas de leur département d'origine - définition qui contient évidemment quelque arbitraire : Dibombari est bien plus proche de Douala que de Nkongsamba, Okola est équidistant d'Obala et de Yaoundé, la liaison routière entre Njinikom et Wum est pratiquement impossible, alors qu'elle est aisée avec Bamenda. Mais une analyse qui prétendrait rendre compte des distances réelles devrait s'appuyer sur une description détaillée des réseaux routiers et ferroviaires, des entraves à la circulation apportées par la saison des pluies, etc.; ce qui nous conduirait à une complexité inextricable. Revenons donc modestement à une définition conventionnelle des «migrations lointaines» comme étant celles qui sortent de leur département d'origine.

6 - LES MIGRATIONS «LOINTAINES» (carte 7)

La proportion des migrants «courts» et «lointains» est très variable : si à l'échelle du pays tout entier 63% des Unités Conventionnelles de Migration ont changé de département, ce taux n'est que de 39% pour la Région Nord (27% pour les originaires du Diamaré, 25% pour ceux du Mayo Danay, 24% pour ceux du Logone et Chari...) mais il est de 72% pour la Région Ouest (90% des migrants originaires du Ndé l'ont quitté, de 66 à 76% pour les autres départements bamiléké, mais 40% seulement pour les Bamoun). Naturellement les originaires du Wouri, de la Méfou, du Fako sont surtout attirés par leur proche métropole (respectivement 22, 30 et 10% de migrants lointains).

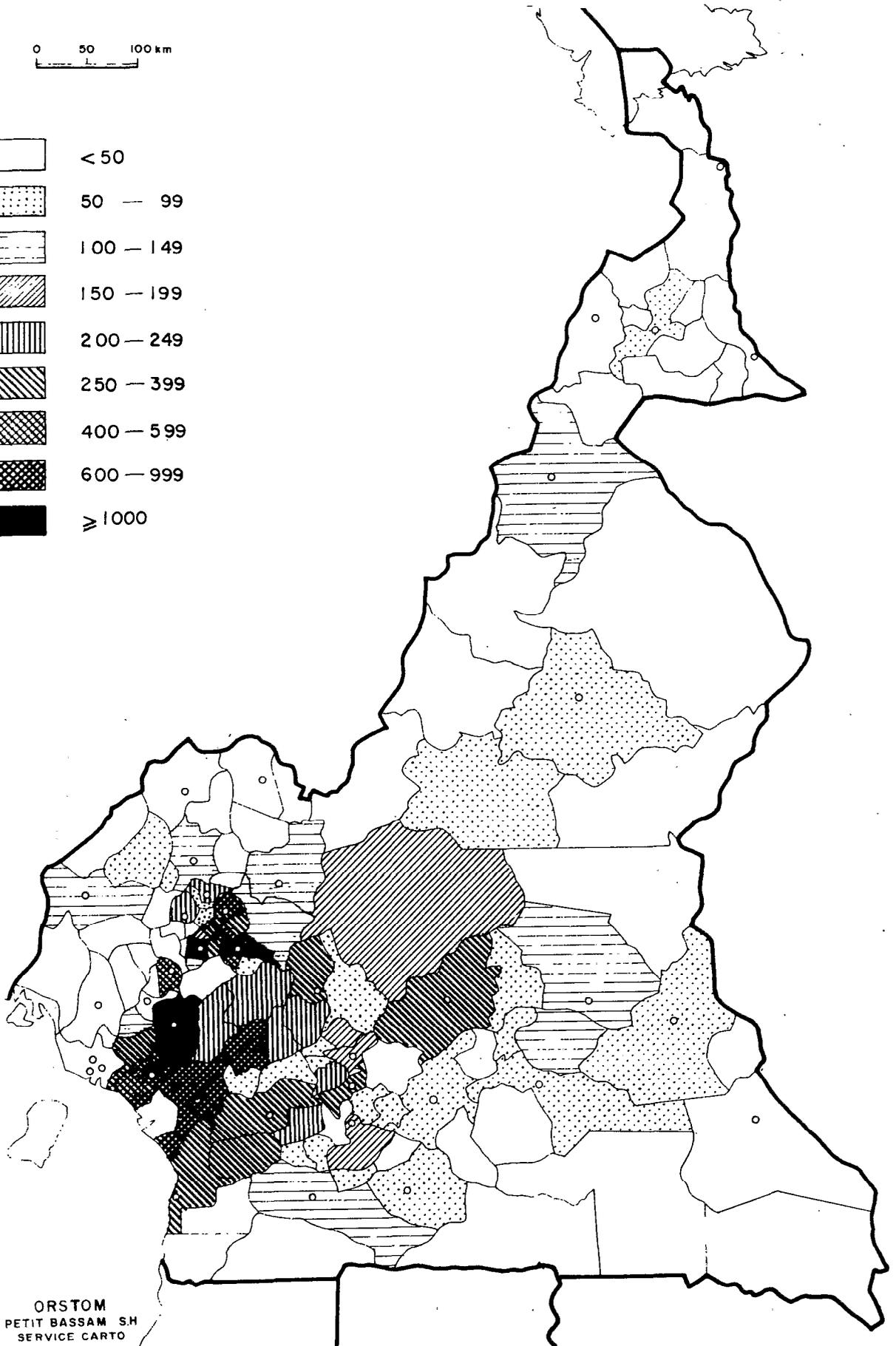
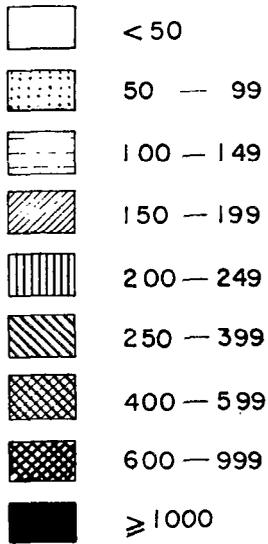
Ce phénomène de grandes villes capitalisant sur place les migrations que leur présence peut provoquer dans les campagnes avoisinantes - le cas est très net pour Douala, Yaoundé, Maroua, Foumban, Victoria, secondairement pour Garoua, Ngaoundéré, Bertoua, Kumba, Ebolowa - explique l'absence apparente de corrélation entre nombre d'U.C.M. et pourcentage de migrants «lointains». Les courants les moins importants en valeur absolue sont aussi bien tout à fait polarisés sur leur chef-lieu (Boumba-Ngoko, Logone et Chari), répartis de façon à peu près équilibrée (Kadéï, Nyong-et-Mfoumou) ou - plus souvent - dispersés à l'extérieur (Dja-et-Lobo, Margui-Wandala, Nyong-et-Soo, Haut Nyong). Mais, pour les courants les plus considérables, en dehors de ceux qui sont captés par la présence d'une métropole, la diffusion hors des limites départementales l'emporte nettement : 74% des 116 000 U.C.M. originaires de la Mifi la quittent, tout comme 90% des 74 000 U.C.M. du Ndé, 64% des 48 000 de la «Bamenda Division», 71% des 45 000 U.C.M. du Haut Nkam, 76% des 43 000 de la Sanaga Maritime, 86% des 31 000 de la Lékié.

La carte 7 nous fait ainsi apparaître un vaste bloc de départements entre le fleuve Mungo et la moyenne Sanaga qui se caractérisent par une forte proportion de migrants «lointains» au sein d'un puissant volume de migration ; ce bloc est bordé au sud-est d'une zone où les volumes sont moins importants mais la proportion de migrations «lointaines» tout aussi forte (sauf en Méfou et Ntem) ; au nord-ouest, à l'inverse, d'une zone correspondant aux plateaux de Bafoussam-Bamenda, fortement urbanisés, où les migrations sont très fortes mais l'émigration lointaine proportionnellement moins importante. Le reste du pays, notamment le Nord et les départements contenant les grandes cités (Douala, Victoria, Yaoundé, Foumban, Maroua, ..) garde sur place la majorité de ces U.C.M., jamais très nombreuses.



Carte 7 – Volume et proportion des migrations «lointaines» (par département). Rapport avec le nombre total des émigrants.

0 50 100 km



ORSTOM
PETIT BASSAM S.H
SERVICE CARTO

Carte 8 - Taux de mobilité «lointaine». Nombre de migrants vers les villes extérieures à leur département d'origine pour 1000 autochtones de leur arrondissement d'origine.

7 – TAUX DE «MOBILITÉ LOINTAINE» (cartes 8 et 9)

Même peu importants numériquement, ces courants peuvent cependant, nous l'avons vu, avoir localement une grande signification ; il nous faut donc revenir à l'échelle de l'arrondissement, bien plus pertinente même si les grands ensembles y apparaissent moins clairement, pour calculer le nombre de migrants ayant changé de département pour 1 000 ruraux restés dans leur arrondissement d'origine. C'est là tout simplement le résultat de la soustraction des données de la carte 4 (mobilité courte) de celles de la carte 2 (mobilité générale):

Il nous reste encore entre les mains près des deux-tiers des U.C.M., mais la différence d'allure entre les cartes 2 et 8 est assez frappante, essentiellement par la beaucoup plus grande concentration des valeurs fortes dans un quadrilatère Douala-Mbouda-Nanga Eboko-Kribi, où se trouvent la totalité, sans exception, des taux supérieurs à 200 U.C.M. pour 1 000 ruraux, alors que la plupart des anciens «points forts» se trouvent considérablement atténués, sans toutefois disparaître.

Les sommets, naturellement, sont à peu près les mêmes : sud du pays bamiléké et espace compris entre Nkam, Mbam inférieur et Lokoundjé, c'est-à-dire Yabassi (1 670), Bafang (1 450), Bangangté (1 200), Ngambé (950), Bafoussam (850), Bangou (800), Édéa (700)... mais Douala, Yaoundé et même Nkongsamba ont notablement régressé. De même, les arrondissements préfectoraux du Centre-Est et du Nord : Obala, Mbalmayo, Ebolowa, Bertoua, Ngaoundéré, Garoua, Maroua ont perdu de 100 à 200 points (-249 pour Bertoua, -206 pour Maroua, -179 pour Ngaoundéré), le recul étant d'autant plus fort que l'on s'éloigne de la côte. Font exception : Nanga Eboko qui reste un important pôle d'émigration lointaine, ce qui n'est pas une surprise (divers travaux (23) ont montré combien le passage de la grande route Yaoundé-Bertoua-Ngaoundéré avait aggravé l'instabilité de populations déjà faiblement - et récemment - fixées sur leur sol) et d'autre part Yoko dont l'exode rural épuisant ne se dirige guère vers la ville de Bafia (à laquelle d'ailleurs elle est bien mal reliée) et, enfin, Saa bien plus attiré par Yaoundé que par Obala.

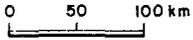
Remarquons que les arrondissements préfectoraux, bien que fréquemment diminués, ont tous des valeurs plus fortes que leurs arrondissements non-préfectoraux, à l'unique exception de Doumé dont nous avons dit que l'urbanisation y était plus ancienne (et probablement plus décisive) que dans l'arrondissement d'Abong-Mbang, dont le taux, cette fois-ci, n'est d'ailleurs pas dérisoire. La relation entre présence d'un noyau urbain et exode rural - court ou lointain - paraît donc maintenant clairement démontrée : la ville dans la campagne déclenche un mouvement dont elle est (généralement) la première mais non l'unique bénéficiaire.

Enfin, pour vérifier s'il y a bien relation entre taux de migration lointaine et volume absolu des dites migrations, confrontons ces deux données sur le tableau 3 (carte 9). Le résultat est d'une grande clarté : la quasi-totalité des arrondissements se regroupent selon l'axe médian ; c'est-à-dire que la dispersion est beaucoup moins forte que dans le tableau 1 (où interféraient les migrations courtes). Les valeurs très faibles (moins de 1 000 U.C.M. ayant quitté le département, taux inférieur à 50 pour 1 000 ruraux) se retrouvent dans 39 arrondissements, les valeurs un peu moins faibles (moins de 250 U.C.M., moins de 100 pour 1 000) dans 30 cas. Avec les autres cas conformes à la médiane, nous trouvons donc 91 arrondissements (sur 123) qui correspondent à une corrélation évidente, signifiant que plus un exode rural est intense, plus il échappe à l'attraction de sa préfecture départementale.

Les cas où le taux de migration est anormalement faible par rapport au volume des migrants (c'est-à-dire que l'émigration est inférieure à ce que permettrait le potentiel humain local pour rester dans la moyenne nationale) ne sont qu'au nombre de douze, où seuls Maroua et Mbengwi dépassent les 5 000 U.C.M. et Bamenda les 10 000 (24). Vingt cas, inversement, ont un exode rural «excessif», en particulier

(23) Cf. Jean TISSANDIER : Zengoaga, un village de la Haute Sanaga. ORSTOM, 1968.

(24) Mais, rappelons que ces hauts plateaux occidentaux ont en plus d'importants courants de migrants vers les grandes plantations de la côte et que donc la désertion des campagnes est plus forte que nos données urbaines ne nous le montrent.



Taux de mobilité

<200 | >200

>20 000

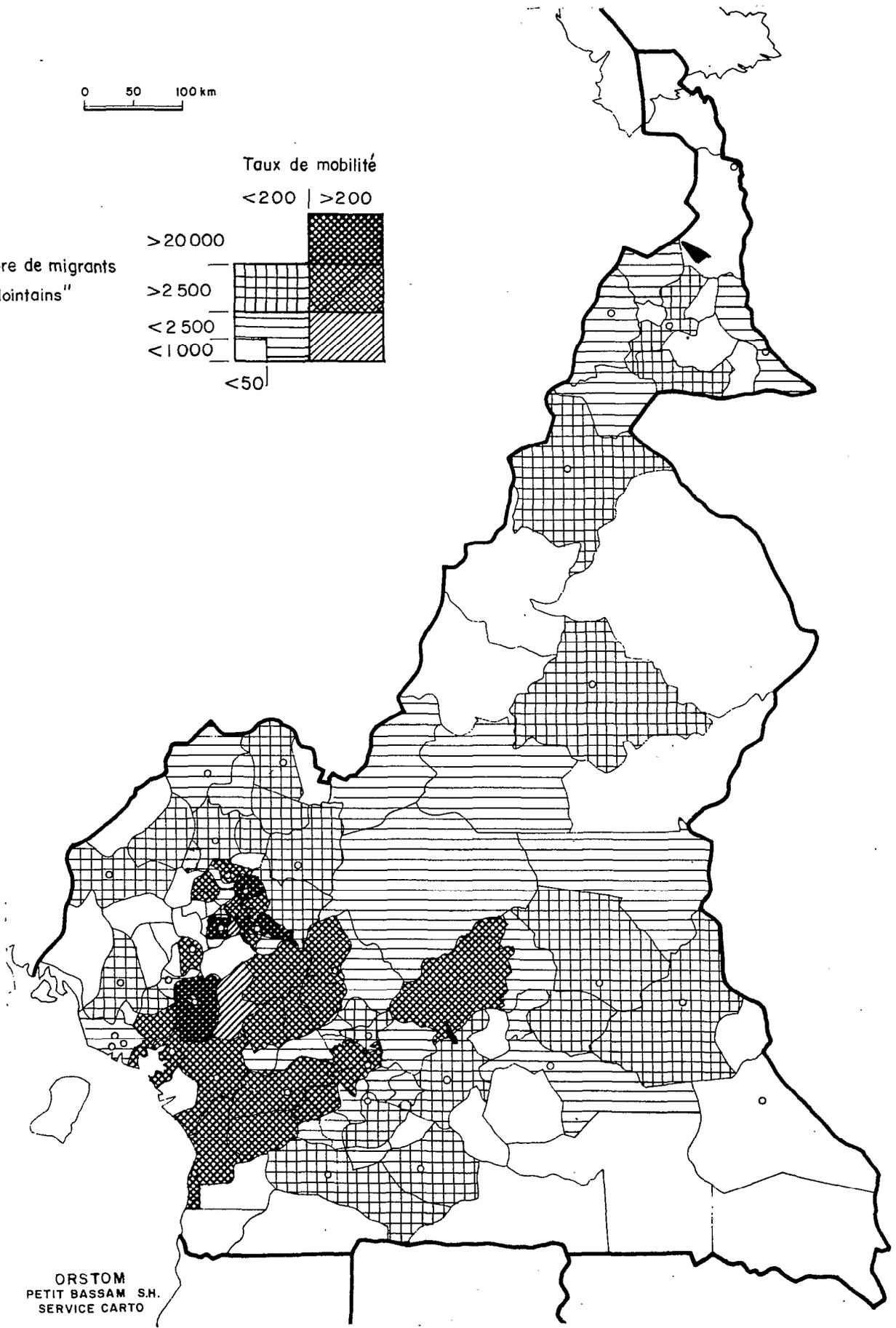
>2 500

<2 500

<1 000

<50

Nombre de migrants
"lointains"



ORSTOM
PETIT BASSAM S.H.
SERVICE CARTO

Carte 9 – Rapport entre le nombre absolu de migrants lointains et le taux de mobilité lointaine.

Tableau 3

Rapport entre le nombre d'émigrants quittant leur département d'origine et le «Taux de Mobilité Lointaine»

Nombre d'U.C.M. lointaines	Taux de mobilité lointaine								
	< 50	50 - 99	100 - 149	150 - 199	200 - 249	250 - 399	400 - 600	600 - 1000	> 1000
> 40000									1
> 30000								1	
> 25000									1
> 20000									1
> 15000					1	1		3	
> 10000			1		1	3			
> 5000		2	5	3	3	4	3		
> 2500	5	4	3	1	2	1			
> 1000	12	11		1	1	1			
< 1000	39	7	1						

Yingui et Bana (taux de 202 et 340 pour moins de 2000 U.C.M.) et aussi Lolodorf, Douala, Nkongsamba, Bazou et, parmi les valeurs les plus fortes, Bangou, Ngambé, Édéa, c'est-à-dire, comme d'habitude, les régions forestières proches de la côte (sauf les zones désertes aux frontières ou les zones d'immigration rurale de part et d'autre de la vallée du Mungo) jusqu'à 250 km à l'intérieur des terres, jusqu'à Yaoundé, Bafia et Bafoussam, régions pour lesquelles, avec de nombreuses et subtiles nuances locales, l'exode rural est un élément fondamental de la vie des campagnes alors qu'au delà sa marque est infiniment plus faible.

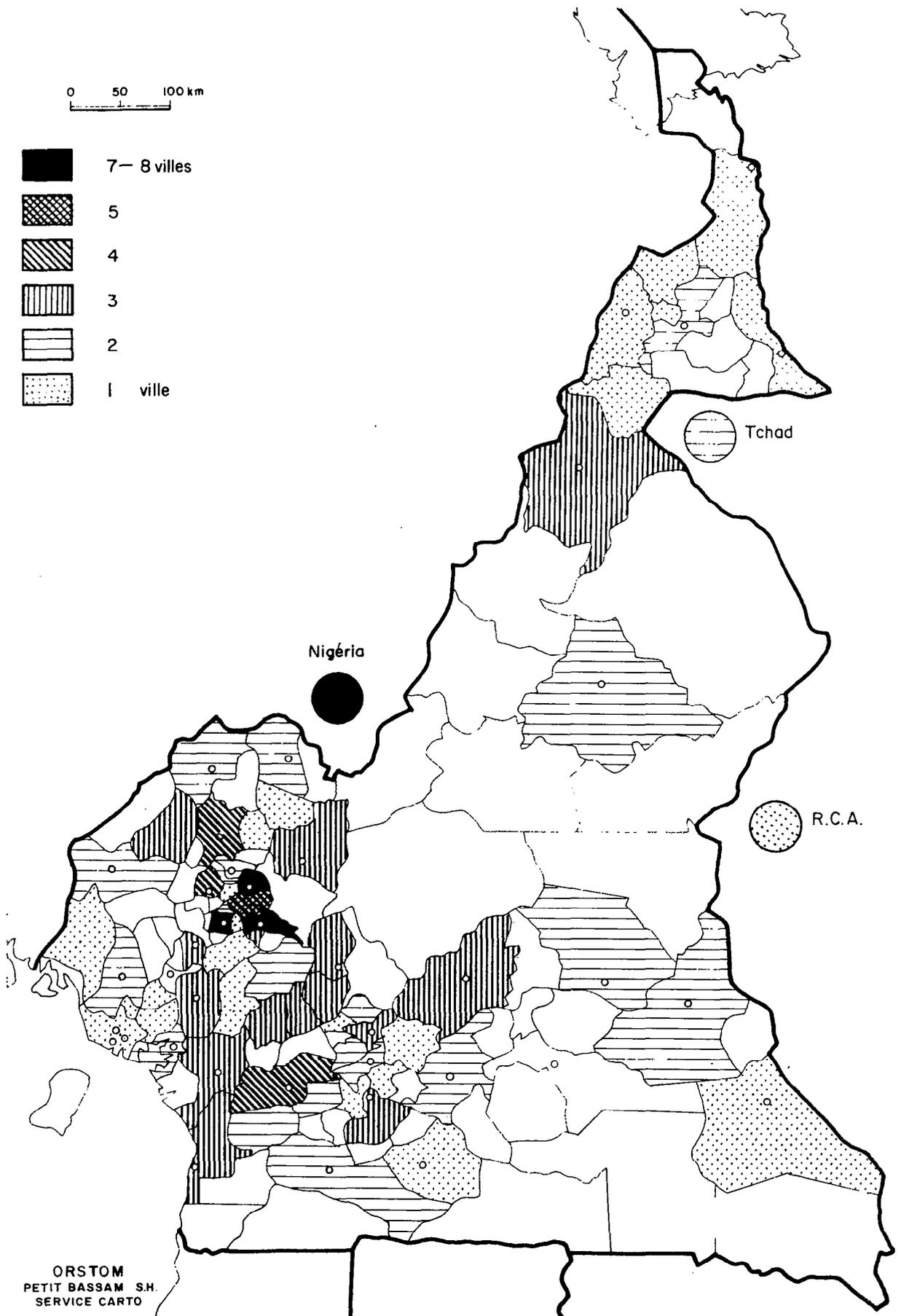
8 – LA DISPERSION DES MOUVEMENTS VERS LES VILLES (carte 10)

Un dernier problème nous permettra de faire le lien entre les analyses portant sur les zones de départ et celles qui étudient les villes d'arrivée : les courants pris à leur origine se concentrent-ils sur une ou deux villes, ou bien au contraire ont-ils tendance à s'éparpiller ?

Nous avons déjà évoqué cet aspect des migrations en calculant les proportions de migrants qui suivaient les «migrations prioritaires». Un petit calcul, bien plus simple, nous permet de totaliser pour chaque arrondissement d'origine le nombre de villes qui en ont reçu un contingent notable, mettons 1000 U.C.M. (25).

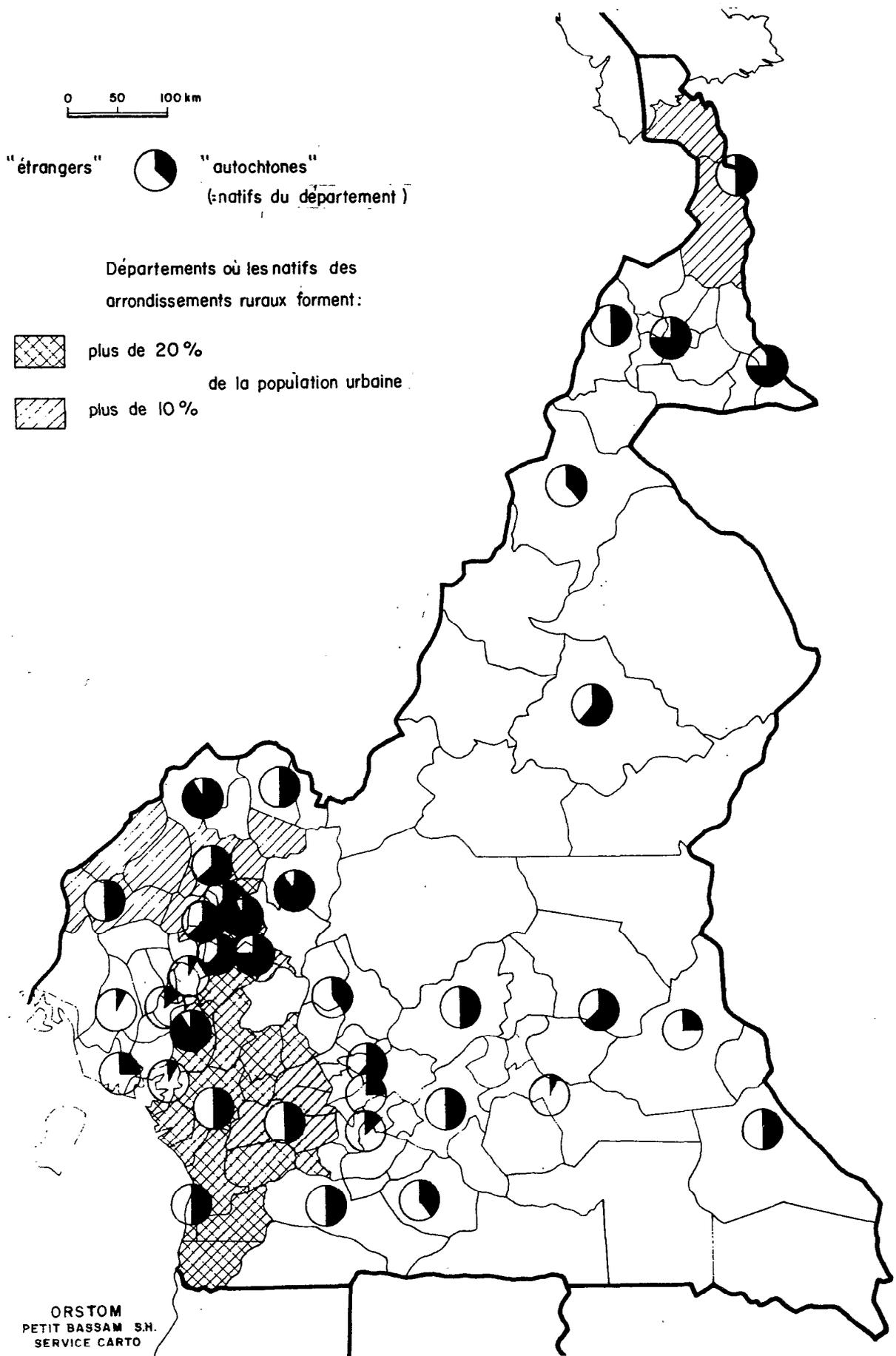
Nombreux sont les arrondissements qui n'atteignent jamais ce chiffre : plus de cinquante. Vingt-trois ont envoyé un contingent supérieur à 1000 U.C.M. dans une seule ville, vingt dans deux villes, quinze dans trois, trois dans quatre (Eséka, Dschang et Bamenda), trois dans cinq (Bangou, Bamendjou et Bandjoun-Baham), aucun dans six, un dans sept (Bafang), deux dans huit (Bangangté et Bafoussam). Les migrations originaires du pays bamiléké sont donc, dans la composition ethnique des villes, beaucoup plus présentes que les autres - y compris, phénomène que nous avons signalé depuis longtemps, les migrations originaires

(25) Rappelons que, vu l'imprécision de nos sources, nous ne distinguons pas entre elles les trois villes de la conurbation du Fako : Victoria, Tiko et Buéa.



Carte 10 - Dispersion des migrants vers les villes. (Arrondissements - ou États voisins, envoyant plus de 1000 U.C.M.)

des arrondissements purement ruraux de la Mifi (et secondairement du Ndé) -. Les autres régions dont nous avons remarqué les forts taux de migration (en particulier le pays bassa) n'ont là qu'un rôle plus effacé : deux ou trois villes seulement en accueillent les migrants. C'est donc qu'il s'agit là de migrations plus concentrées, qu'explique évidemment la proximité des métropoles de Douala et Yaoundé. Notons enfin qu'à l'exception des trois petites villes du Nord, d'Abong Mbang - négligeable -, de Yokadouma, Sangmélina et Victoria, tous les arrondissements préfectoraux ont au moins deux villes où leurs ressortissants sont plus de 1 000 : la préfecture elle-même est le plus souvent l'une d'elles, mais nous avons là une nouvelle démonstration de ce que, si un noyau urbain est en général le premier bénéficiaire de l'exode rural que sa présence déclenche, il n'en est pas le seul car le mouvement, une fois lancé, le dépasse.



Carte 11 – Formation de la population urbaine (représentation simplifiée de la proportion d'autochtones).

III - Les champs d'attraction urbains

Notre angle d'attaque s'est maintenant renversé : nous étions dans les campagnes, qui se vidaient plus ou moins ; nous voici dans les villes qui attirent moins ou plus cet exode rural. Les problèmes que nous allons aborder seront successivement :

- quelle est pour chaque ville la proportion d'originaires du même arrondissement, du même département ?
- d'où viennent les autres, quelles sont les zones d'attraction privilégiées des divers centres urbains ?
- la répartition spatiale de ces diverses zones est-elle révélatrice d'une organisation de l'espace camerounais autour d'un réseau urbain ?

1 – LES CITADINS «AUTOCHTONES» (carte 11)

Une part très variable de la population des préfectures provient de l'arrondissement préfectoral lui-même, sans rapport obligatoire avec la taille des villes en question. Certes, c'est sans surprise que l'on trouve les grandes métropoles à croissance rapide parmi les villes où la proportion d'autochtones est la plus faible : 10% à Douala, 15% à Yaoundé, 6% à Nkongsamba, de même pour les villes des régions d'immigration (tant rurale qu'urbaine) : 27% d'originaires de l'arrondissement pour la conurbation du Fako (26), 10% pour Kumba, 2% pour Loum... Mais c'est aussi le cas de centres apparemment sans grande originalité comme Kribi (26% d'autochtones), Mbalmayo (14%) ou Batouri (24%). C'est que le développement de ce type de villes, bien qu'ancien, s'est toujours fondé sur des fonctions administratives et commerciales provenant d'impulsions extérieures à la région, trop artificielles pour concerner vraiment les natifs. Le cas le plus spectaculaire est évidemment Abong Mbang : c'est la plus petite de nos villes (moins de 4 000 habitants) et c'est pourtant l'une de celles qui ont la proportion d'autochtones la plus réduite, 4% !

A l'autre bout de l'échelle se trouvent des villes de nature diamétralement opposée, c'est-à-dire intimement liées aux campagnes par une association structurelle très ancienne. C'est en particulier le cas

(26) Chiffres suspects.

de Foumban (27) qui compte 94% d'originaires de son arrondissement (et 3% de celui de Foubot, donc formant un total de 97% de Bamoun). C'est que Foumban est depuis environ deux siècles la capitale d'un royaume rigoureusement centralisé dont l'idéal politique était le regroupement de l'essentiel de la population (et en particulier de toute la classe dirigeante) dans une unique cité fortifiée, sous le contrôle direct de l'autorité royale. Il y avait des correspondances organiques très étroites entre quartiers urbains et secteurs ruraux jumelés (28) - qui d'ailleurs portent le plus souvent le même nom - administrés par les proches parents et les grands vassaux du Prince, à la cour duquel ils devaient résider en permanence. Même résultat (82% d'autochtones) à Wum, mais avec une structure politique complètement différente : la «ville» est en fait formée de la juxtaposition de huit villages fort anciennement regroupés, correspondant à une confédération (très lâche) de huit des neuf clans du peuple aghem, dont les parties rurales ne sont qu'un prolongement des unités urbaines. Il n'y a donc, dans l'un et l'autre cas, par de véritable coupure entre ville et campagne - la seconde n'étant théoriquement qu'un appendice de la première - et la circulation entre elles se fait aisément dans les deux sens.

De plus, ces régions sont solidement traditionalistes et relativement peu touchées par les influences extérieures : leurs ressortissants sont donc peu tentés d'aller chercher fortune ailleurs (Foumban capitalise 70% des U.C.M. originaires de son arrondissement et Wum 80% des siennes), et l'activité économique restreinte de ces villes n'y a guère attiré d'étrangers.

Situation semblable à celle de Foumban - bien qu'à un moindre degré - à Maroua (72% d'autochtones), vieille métropole somnolente comme, très vraisemblablement, dans ces anciennes capitales d'États centralisés qu'étaient les «lamidats» foubé de Banyo, Tibati ou Rey Bouba... Par contre la très forte proportion d'autochtones (76%) de Yagoua - création coloniale toute artificielle - s'explique sans doute par le grand isolement de la ville au milieu des «yaéré» (29) rendus infranchissables six mois par an par les crues du Logone, d'où sa stagnation et son absence d'attrait sur les étrangers tandis que les autochtones qui éprouvent visiblement la plus grande répugnance à quitter un pays où il fait particulièrement bon vivre (30), bornent à cette ville leur aussi bref et aussi court que possible exode rural.

Signalons encore Bangangté (69% d'autochtones), au centre du principal pôle de dispersion démographique du pays, médiocre bourgade qui n'a vraiment rien pour drainer vers elle les étrangers, et Bertoua (63% d'autochtones) malgré son importance administrative (capitale de la Province de l'Est), sa position de carrefour routier et la rapidité de sa croissance (doublement en huit ans). Mais la faiblesse de cet apport extérieur exprime exactement le caractère artificiel - et assez malsain - de ce gonflement et l'absence de véritable rayonnement régional de ce bien médiocre chef-lieu.

Les autres villes comptent généralement entre un quart et une moitié d'autochtones : seuls Obala, Bamenda et Ngaoundéré dépassent de quelques points les 50%. Dans l'ensemble, les villes du Cameroun forestier ont des taux plus faibles (de 30 à 40%, en particulier celles sises entre Yaoundé et la côte) que celles des hauts plateaux (de 40 à 50%).

Jusqu'ici nous n'avons admis sous le qualificatif d'«autochtones» que les originaires de l'arrondissement préfectoral. Qu'en est-il dans ces préfectures de ceux qui proviennent des parties purement rurales de leur département ?

(27) Une analyse de la ville de Kumbo montrerait sans doute des caractéristiques semblables, les peuples nso et bamoun étant apparentés et largement comparables, à l'exception de l'islamisation récente (il y a à peine un demi-siècle) de ces derniers.

(28) A rapprocher de l'organisation politique et administrative des cités grecques antiques, en particulier de l'Athènes classique, qui associait systématiquement les «trittyes» urbaines, rurales et côtières dans le but précis d'assurer l'homogénéité de toute l'Attique.

(20) Marécages saisonniers.

(30) Voir la description de la société massa par I. de GARINE, P.U.F., 1964.

On constate (carte 11) que leur apport est le plus souvent très faible : de 4 à 8% de la population urbaine dans la moitié des villes et souvent moins encore : 3% à Nkambé, Fouban et Nkongsamba, 2% à Victoria-Buéa-Tiko, Ebolowa, Bertoua (dont les arrondissements non-préfectoraux ne sont pourtant pas négligeables : celui de Bétaré-Oya comprend la moitié de la population du Lom-et-Djerem), 1% seulement à Wum, ce qui n'est pas étonnant car cette grosse bourgade d'allure et de fonctions toutes campagnardes n'exerce aucun rayonnement sur la région de Njinikom, avec laquelle les liaisons routières sont pratiquement impossibles (31). Remarquons cependant qu'à Abong Mbang, l'apport des arrondissements « ruraux » - celui de Doumé en particulier - est supérieur à celui de l'arrondissement préfectoral lui-même (7% contre 4%).

Quelques cas atteignent ou dépassent de peu 10% : Obala (9%), Mamfé et Bangangté (10%), Dschang et Bamenda (12%), Fort-Foureau (16%).

Et puis un certain nombre de villes se retrouvent habitées par une **proportion d'originaires des zones rurales de leur département** qui mérite considération : Esèka (18%), Kribi (22%), Bafang (26%), Édéa (28%), Mbouda (31%) et surtout Yabassi (49%) et Bafoussam (53%), ce qui pour ces derniers cas est bien supérieur à l'apport de l'arrondissement préfectoral lui-même (32). Ces autochtones - au sens large - se trouvent alors partout majoritaires (sauf, de peu, à Esèka et Kribi), atteignant les deux-tiers à Bafang, Mbouda et Bangangté, culminant à 88% d'originaires de la Mifi à Bafoussam et 96% d'originaires du Nkam à Yabassi : l'arrivée massive des ruraux du département laisse donc ici peu de place pour les vrais « étrangers ».

Sur la carte 11, on constate que les départements en question (qui, par ailleurs, sont chacun largement homogènes sur le plan ethnique) se regroupent en une bande continue du nord au sud le long de la côte : pays bamiléké, Nkam, pays bassa, Kribi. Ce sont là les zones frappées de plein fouet par l'impact du monde moderne depuis près d'un siècle, où les mouvements d'exode rural sont de loin les plus puissants, allant jusqu'à la désertion des campagnes, car celles qui sont purement rurales sont, elles aussi, profondément atteintes.

Il est logique que les petites villes de la région soient les premières bénéficiaires de ces mouvements, mais ceux qui sont issus des environs immédiats de ces villes ont tendance à les dépasser pour se diriger de préférence vers les grandes métropoles, jamais bien distantes.

Il apparaît donc là que nous avons un **stade d'évolution** en avance sur celui des autres régions du pays, où le départ des ruraux vers les villes ne concerne guère que ceux vivant à proximité de celles-ci, lesquelles restent le terminus de ces mouvements peu importants numériquement et kilométriquement. Ici, au contraire, l'émigration est généralisée, massive et de longue portée. Les chefs-lieux locaux sont encore le réceptacle des courants peu ou prou mineurs en provenance des zones les plus reculées, mais ils tendront de plus en plus à ne devenir que des étapes provisoires dans un cheminement toujours plus polarisé par les grandes métropoles à la croissance galopante. On observe ainsi (33) que certaines cités de cette région présentent déjà des caractéristiques démographiques (hommes moins nombreux que les femmes, déficit de jeunes...) qui sont celles de zones de départ et non celles de points d'arrivée.

Attaquons-nous maintenant à l'analyse de ces courants qui sortent des limites de l'arrondissement d'origine.

(31) Quant au peuple bum, qui forme l'autre partie de l'arrondissement de Njinikom, bien que correctement relié à Wum, il vit encore presque entièrement dans ses montagnes inaccessibles et n'est touché par aucun début d'exode rural.

(32) On a déjà signalé ce chassé-croisé des originaires de Yinguï qui se précipitent en masse sur Yabassi, tandis que ceux de Yabassi-même, se ruent sur Douala.

(33) Voir les travaux de Paul TJEEGA sur Esèka. Notre propre documentation sur ces problèmes présente malheureusement trop de lacunes pour que nous puissions en faire état.

2 – LES COURANTS «LOINTAINS» LES PLUS PUISSANTS (carte 12)

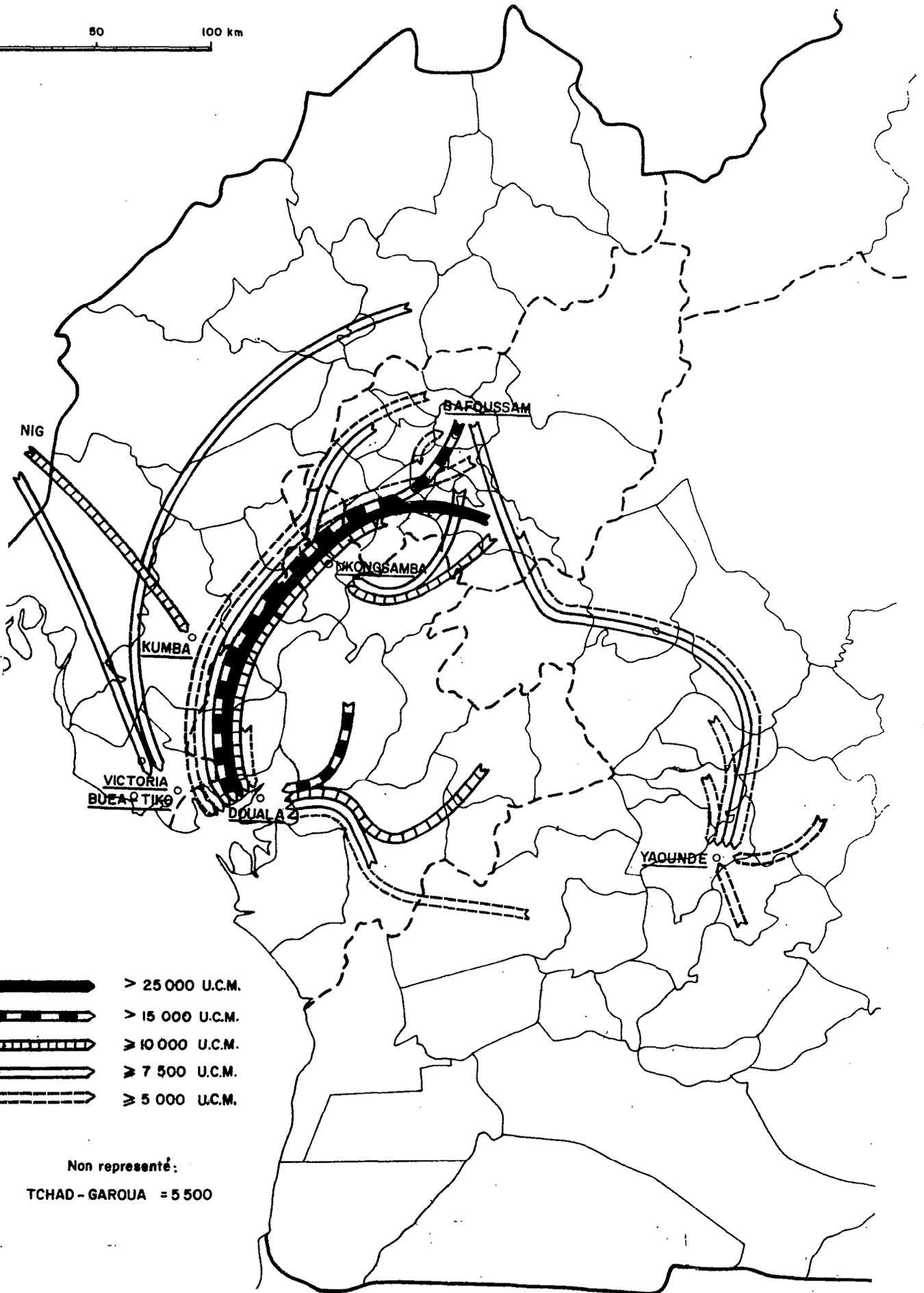
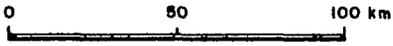
Analysons la liste (ci-dessous) des courants les plus puissants que l'on puisse observer entre un arrondissement et une ville qui lui est extérieure, en prenant en compte la distance kilométrique qui les sépare de la route (34).

arrondissement d'origine	ville de destination	distance en km	nombre d'U.C.M.	U.C.M./km
1 - Bangangté	Douala	260	26 000	6 760 000
2 - Yabassi	Douala	100	18 000	1 800 000
3 - Bafoussam	Douala	270	17 000	4 590 000
4 - Bafang	Douala	210	12 900	2 709 000
5 - Nigeria	Kumba	300	11 000	3 300 000
6 - Bangangté	Nkongsamba	110	10 500	1 155 000
7 - Ngambé	Douala	200	10 200	2 040 000
8 - Bafoussam	Yaoundé	360	9 500	3 420 000
9 - Dschang	Douala	230	9 300	2 046 000
10 - Bangou	Nkongsamba	100	8 700	870 000
11 - Nigeria	villes du Fako	400	8 600	3 440 000
12 - Bamenda	villes du Fako	370	8 100	2 997 000
13 - Édéa	Douala	100	7 400	740 000
14 - Bamendjou	Bafoussam	20	6 700	134 000
15 - Dibombari	Douala	20	6 500	130 000
16 - Bangangté	Yaoundé	310	6 300	1 953 000
17 - Saa	Yaoundé	100	5 800	580 000
18 - Bandjoun	Douala	250	5 700	1 415 000
19 - Tchad	Garoua	150	5 500	825 000
20 - Essé	Yaoundé	60	5 500	330 000

Sur ces vingt courants les plus importants, on observe au niveau des arrondissements de départ que ceux du pays bamiléké sont présents onze fois, dont trois fois (1°, 6° et 16°) pour Bangangté et deux fois (3° et 8°) pour Bafoussam, que les arrondissements non-préfectoraux ne sont présents que deux fois dans les dix premiers (Ngambé 7°, Bangou 10°), et sept fois en tout, mais qu'ils ont le quasi-monopole des courtes distances (5 sur les 7 distances inférieures ou égales à 100 km). Au niveau des villes d'arrivée, la prépondérance de Douala est éclatante : neuf fois présente, dont les quatre premières places, contre quatre fois Yaoundé, deux fois Nkongsamba, deux fois Victoria-Buéa-Tiko, une seule fois Kumba et Garoua.

Pour avoir une image plus complète de la situation, prenons en considération les trente-six arrondissements d'où partent des flux supérieurs ou égaux à 4 000 U.C.M., dont nous ne pouvons techniquement

(34) Le tracé de la voie ferrée serait préférable pour Esèka mais la différence entre distance routière et distance ferroviaire n'est que de 40 km. Pour les immigrants étrangers, la distance est prise depuis le poste frontalier le plus proche. Le trajet Bafia-Douala est calculé via Kikot et Édéa, bien que la route par Bafang et Nkongsamba, plus longue de 40 km, soit probablement beaucoup plus importante.



Carte 12 - Les courants de migration les plus puissants dans le Sud-Ouest.

cartographe que les 24 supérieurs à 5 000 U.C.M. (carte 12). Bien que plusieurs arrondissements des environs de Yaoundé fassent leur apparition (Obala, Mfou, Okola, Bafia ...), l'impression d'ensemble est bien celle d'un torrent énorme descendant du pays bamiléké vers Douala depuis les cinq arrondissements préfectoraux mais aussi des parties purement rurales de la Mifi méridionale. Avec les courants reçus de l'est mitoyen (Yabassi, Édéa) ou plus lointain (Ngambé, Esèka, Yaoundé, Bafia ...), Douala se retrouve dix-sept fois citée comme destination des flux principaux, soit presque la moitié du total, loin devant Yaoundé (8 fois), Bafoussam et la conurbation du Fako (3 fois), Nkongsamba (2 fois). L'ex-Cameroun Occidental est encore présent avec Kumba et Mamfé, le Nord ne l'est que grâce aux Tchadiens de Garoua, l'Est et le Centre-Sud (hormis Yaoundé) ne le sont jamais.

La proximité entre zone de départ et ville d'arrivée est-elle un facteur important pour les migrations dépassant le cadre de l'arrondissement ? Au contraire, les treize plus puissants courants d'exode rural parcourent au minimum 100 km et neuf de ceux-ci au moins 200 km : les arrondissements qui avoisinent les métropoles n'ont ici, visiblement, qu'un rôle secondaire. Sans que soient dépassées des distances de 350 à 380 km, on peut dire qu'il y a coïncidence entre ampleur du volume et longueur du chemin parcouru par les principaux flux de migration. Cela n'a rien d'une loi générale : ainsi que nous le montre la carte 12, cela tient à la répartition spatiale dans la partie sud-occidentale du Cameroun des principaux pôles de divergence (pays bamiléké et bassa) et de convergence (Douala et Yaoundé), donc à de toutes autres raisons que la simple proximité.

Perfectionnons cependant notre approche du phénomène en pondérant le volume des migrations par la distance parcourue, en calculant donc, par simple multiplication, le nombre des « Unités Conventi-nelles de Migration » par kilomètres parcourus (U.C.M./km). Nos 36 principaux courants, qui totalisent 266 700 U.C.M., valent donc 54,7 millions d'U.C.M./km dont 6,7 pour Bangangté-Douala et 4,6 pour Bafoussam-Douala... La ville de Douala recevait 56% des migrants de ces courants de plus de 4 000 U.C.M. ; elle augmente ici son importance jusqu'à 60% des U.C.M./km (32,8 millions) : autrement dit, ses immi-grants sont les plus nombreux, mais ce sont aussi eux qui viennent du plus loin (en moyenne 220 km, soit la distance Douala-Bafang par la grande route du Mungo). Ceux des villes du Fako, il est vrai, viennent de plus loin encore : 360 km en moyenne (7,7% des U.C.M., 13,7% des U.C.M./km). A l'inverse, on voit que Nkongsamba (7,2% des U.C.M., mais 3,7% des U.C.M./km) et surtout Bafoussam (6% des U.C.M., 0,6% des U.C.M./km) ont un champ d'attraction bien plus restreint : pour la première en moyenne 110 km (c'est-à-dire la distance qui la sépare du sud-est du pays bamiléké) et à peine 25 km pour la seconde dont le caractère autochtone du recrutement se confirme ainsi de façon éclatante. Quant à Yaoundé, sa position reste médiane : 17,5% des U.C.M., 13,8% des U.C.M./km, soit une distance moyenne de 160 km ; mais cette valeur, qui correspond à la distance Bafia-Yaoundé via Ntui (soit le tout dernier de notre liste des trente-six courants les plus puissants), est en fait le fruit de la conjugaison de deux types de migrations : les unes courtes (provenant de la Lékié et de la Méfou), les autres longues (depuis le pays bamiléké). Car il est logique que du fait de sa position centrale et de sa fonction de capitale, Yaoundé ait un champ d'attraction plus diversifié que les autres métropoles, ce que nous allons maintenant analyser.

3 – LES ATTRACTIONS PRIORITAIRES DES VILLES (cartes 13 à 22)

Dans l'ensemble des flux humains migrant des campagnes vers les villes, isolons pour chaque arrondissement de départ la destination du courant le plus important - correspondant donc à une « attraction prioritaire » - qui se dirige, soit vers sa propre préfecture, soit vers un autre centre. Il y a donc tout un jeu de cas possibles que la nécessité d'une cartographie en noir et blanc nous impose de décomposer au maximum.

a - Préfectures à attraction prioritaire faible (carte 13)

On peut distinguer :

- a - les préfectures dominant uniquement leur propre arrondissement : c'est le cas de Mokolo, Bertoua, Foumban, Nkambé et Wum.
- b - les préfectures dominant en plus une partie de leur propre département : deux cas seulement, Ebolowa et Sangmélina (35).
- c - les préfectures dominant leur département tout entier, mais lui seul : Fort Foureau (36), Yagoua, Batouri, Yokadouma, Akonolinga et Mamfé. Sauf ce dernier cas, il s'agit toujours de département ne comprenant que deux arrondissements, dont le «non-préfectoral» est très peu touché par l'exode rural (seuls Makary et Ayo dépassent - de peu - les 1 000 U.C.M.). On reste donc ici proche des cas a et b. Une situation particulière : Kumba domine son département (région de Ndian comprise) et lui seul au Cameroun, mais c'est aussi la principale destination du considérable courant d'immigration des Nigériens qui forment 30% de la population de la ville contre 27% pour les originaires de la «Kumba division». Avec près de 20% de Camerounais orientaux (37), dont trois-quarts de Bamiléké, c'est le seul centre urbain dont l'influence franchisse nettement la limite linguistique.
- d - existent encore des préfectures qui attirent la majeure partie des émigrants de leurs zones rurales, mais n'arrivent à capter qu'une minorité de ceux qui sont issus de leur propre arrondissement préfectoral : Mbouda, Dschang, Bafang, Yabassi, Nanga Eboko (38) contrôlent ainsi tous leurs arrondissements ruraux (mais eux seuls) tandis que Bafoussam, Édéa, Eséka et Kribi ne les dominent même pas tous. On remarque qu'il s'agit essentiellement de cette zone sud-occidentale du pays où l'exode rural est si fort, même dans les régions purement rurales.
- e - mais il existe enfin des préfectures dont l'attraction n'est nulle part dominante : Bangangté, Bafia, Obala, Mbalmayo, Abong Mbang, dont les influences n'arrivent qu'en seconde ou en troisième position ou plus loin encore.

Les zones que nous venons de décrire ne recouvrent que 51 arrondissements (sur 123). Les soixante-douze autres sont l'espace sur lequel se déploient les rayonnements concurrents des grandes villes.

b - Préfectures à attraction prioritaire forte et étendue (cartes 14 à 19)

- a - Quarante-huit de ces arrondissements sont le champ d'attraction de Douala et de Yaoundé. Mais, à côté de ces deux colosses, six centres urbains (carte 14) sont d'une importance qui dépasse leur propre département : la conurbation Victoria-Bués-Tiko contrôle, outre le Fako (région de Rio del Rey incluse), les arrondissements de Ndop et de Kumbo ; de même Garoua est le premier pôle d'attraction pour les migrants originaires de Bogo et de Kaélé, ainsi que pour les immigrants venus du Tchad (39).

Mais les autres villes n'ont pas la priorité des flux de migration sur tout leur département : nous venons de voir que Bogo et Kaélé échappent à Maroua qui contrôle pourtant Mora ; de même l'influence de Ngaoundéré est première à Bétaré Oya et pour les originaires de R.C.A. (40), mais pas à Tibati, ni

(35) Mais Sangmélina est aussi le principal foyer d'attraction des migrations (à vrai dire de bien faible ampleur) venant du Gabon et du Congo.

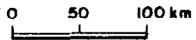
(36) Il nous est malheureusement impossible de mesurer ici l'influence de Fort Lamy.

(37) Ce qui est deux fois supérieur au nombre des «occidentaux» présents à Douala.

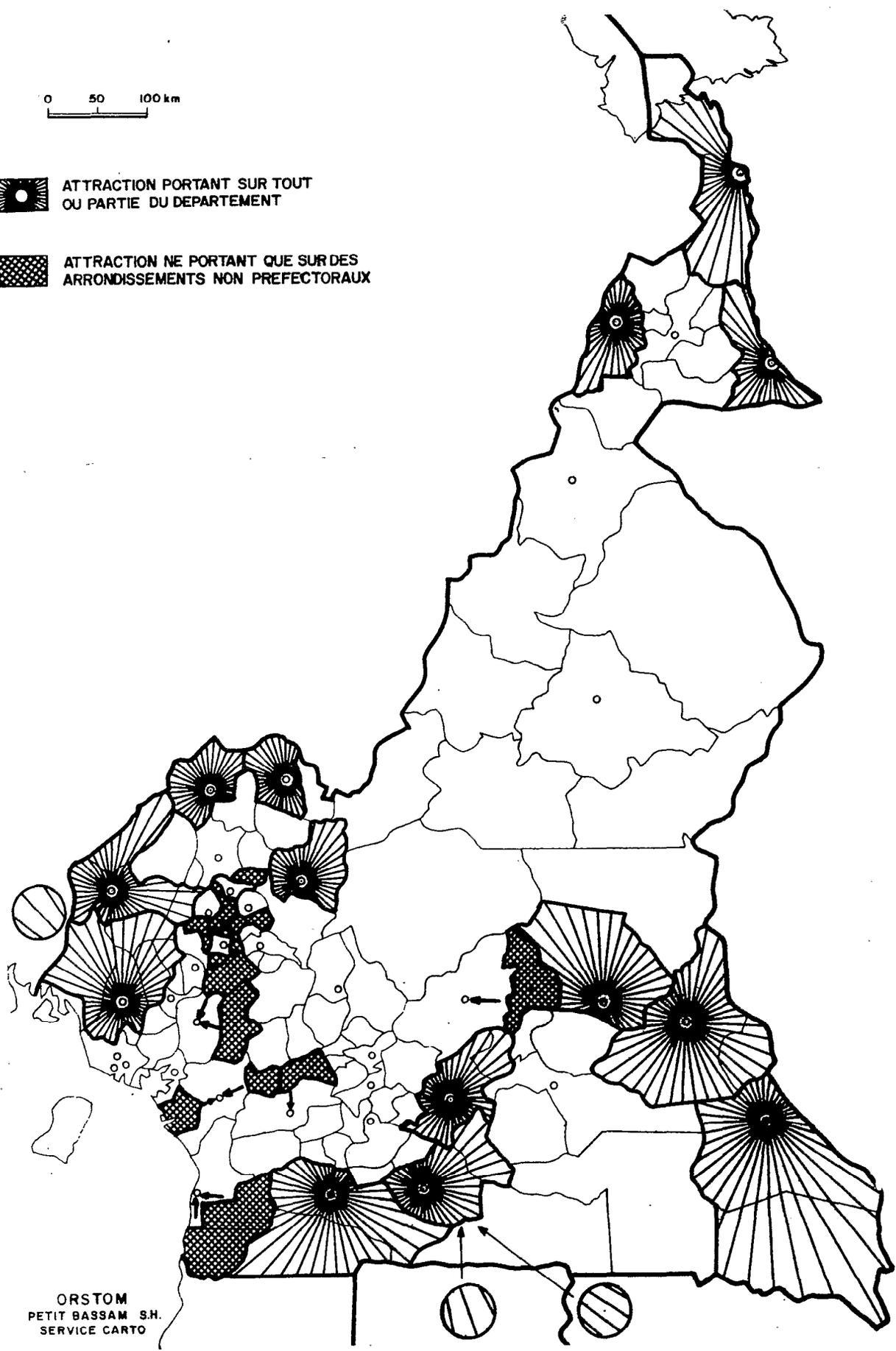
(38) Chiffres peu sûrs.

(39) Dont le deuxième centre d'immigration est naturellement Fort Foureau qui n'est sous bien des aspects qu'un faubourg de Fort Lamy.

(40) Les régions de R.C.A. les plus fréquemment mentionnées dans le recensement de Ngaoundéré sont celles de Bouar, Bozoum, Bocaranga.. c'est-à-dire le pays de peuplement baya, tout comme les arrondissements de Méiganga et de Bétaré Oya. Cette unité ethnique explique sans doute cette homogénéité du comportement.

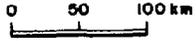


-  ATTRACTION PORTANT SUR TOUT OU PARTIE DU DEPARTEMENT
-  ATTRACTION NE PORTANT QUE SUR DES ARRONDISSEMENTS NON PREFECTORAUX



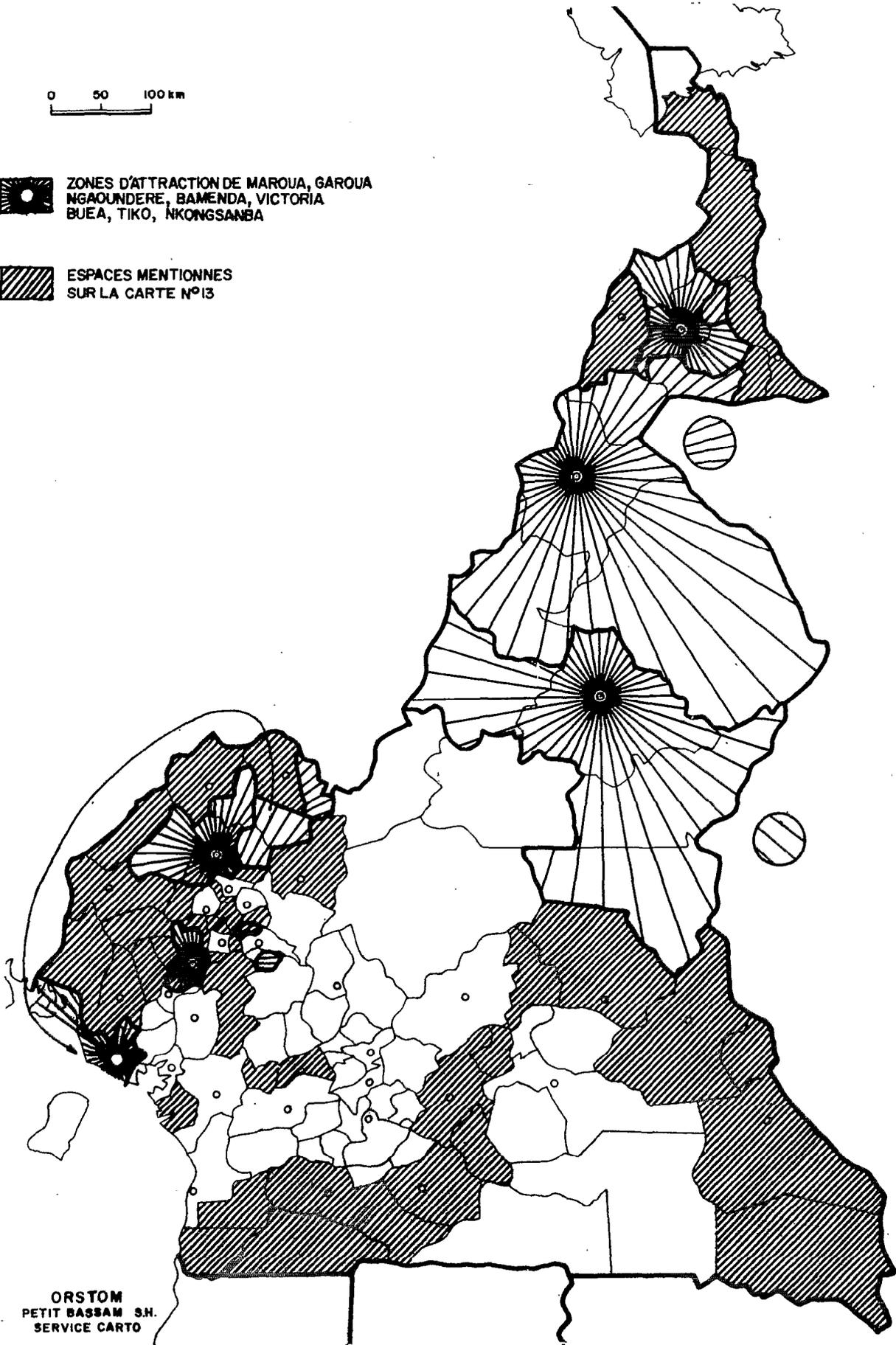
ORSTOM
PETIT BASSAM S.H.
SERVICE CARTO

Carte 13 – Villes à attraction prioritaire faible.



 ZONES D'ATTRACTION DE MAROUA, GAROUA
NGAOUNDERE, BAMENDA, VICTORIA
BUEA, TIKO, NKONGSANBA

 ESPACES MENTIONNES
SUR LA CARTE N°13



Carte 14 – Villes à attraction prioritaire forte.

à Banyo ; celle de Bamenda première à Gwofon, Bali, Njinikom et Nwa mais pas à Ndop ni à Kumbo ; Nkongsamba contrôle Bangou et Tonga mais pas la partie méridionale du Mungo (Loum, Mbanga, Dibombari).

- b - Mais pour analyser de façon plus précise le rôle régional de ces métropoles secondaires, il faut prendre en considération les attractions qui ne sont que de **deuxième ou troisième importance**, jusqu'à présent masquées par les attractions de première importance, **importance relative, rappelons-le, et non puissance effective des courants migratoires.**

L'attraction de **Maroua** (carte 15), ainsi, est présente dans les arrondissements de Fort Foureau, Mokolo et Guider (ainsi qu'à Bogo mais avec des chiffres dérisoires) et - en troisième position - à Kaélé : on voit donc se reconstituer autour de la capitale naturelle de la Grande Plaine (41) une vaste auréole presque régulière, à laquelle n'échappent que les parties les plus orientales.

Garoua (carte 16) jouit de la préférence seconde des migrants de Maroua (soit 1 200 U.C.M., plus donc que Guider), Mindif et Kar Hay et de la troisième pour ceux de Mokolo, ce qui confirme son emprise sur toute la partie la plus peuplée du nord à l'exception de Mora, orienté en second choix vers Fort Foureau, de Méri exclusivement attiré par Maroua, et de Yagoua, branché directement sur Douala. Remarquons aussi que la capitale politique et économique du Nord est la troisième destination pour les émigrants de Bertoua et de Yaoundé, car nombreux sont les «Sudistes» venus y remplir les emplois publics ou privés que la faible scolarisation du Nord empêche de confier aux hommes de la région.

Ngaoundéré (carte 15) arrive donc en deuxième ou troisième position à Tibati et Banyo, Tcholliré et Garoua (son principal fournisseur d'U.C.M. «étrangères») ; son aire d'influence couvre donc toute la partie méridionale de la Province du Nord (42), soit - au Cameroun seulement - quelques 145 000 km², près du tiers de la superficie du pays (43).

Dans les provinces anglophones, on voit **Bamenda** (carte 16) recouvrer son influence sur Ndop et Kumbo, formant ainsi un ensemble cohérent sur toute la partie méridionale - de loin la plus active - des pays traversés par la «Ring Road» (44) ; sa présence, en troisième position, à Banyo est la trace des importants circuits de nomadisme des pasteurs musulmans qui guident leurs troupeaux de crête en crête, de l'Adamaoua occidental aux sommets des «Bamenda Highlands». L'attraction du complexe urbain **Victoria-Buéa-Tiko** (45) (carte 15) connaît ici une expansion spectaculaire, puisque elle est partout en première ou en seconde position (troisième seulement à Nwa, derrière la préfecture de Nkambé), devançant - mais parfois d'assez peu - l'influence de **Kumba** qui tient presque toujours la troisième place.

Dans le Cameroun méridional, l'attraction d'**Ebolowa** (carte 16) récupère, comme de juste, l'arrondissement de Ngoulémakong et aussi, curieusement, la troisième place dans celui de Ndikiniméki. De même **Sangmélima** (*idem*) contrôle tout son département et aussi Méssaména, avec laquelle elle est en contact par Bengbis. Plus à l'ouest, **Édéa** (*idem*) fait de même sur toute la Sanaga Maritime, mais son influence se fait aussi sentir à Douala et à Makak, c'est donc bien tout le pays bassa qui est concerné par son attraction démographique. Mais, remarquons l'apparition de **Mbalmayo** (carte 15) dont l'influence était jusqu'ici complètement occultée par celle de Yaoundé : son pouvoir d'attraction est second dans tout le Nyong et Soo, à Mvengué, dans le sud de la Méfou (Ngoumou et Mfou), ainsi qu'à Doumé, et troisième à Okola, Akonolinga et Abong Mbang ; c'est-à-dire qu'il regroupe tous les pays du Nyong moyen et supérieur, malgré la disparition depuis des décennies de la navigation fluviale sur ce fleuve (46).

(41) On sait que c'est là le sens du mot «diamaré».

(42) Les chiffres de Poli sont cependant trop faibles pour entrer en ligne de compte.

(43) Mais ce tiers ne comprend que 10% de la population de la République.

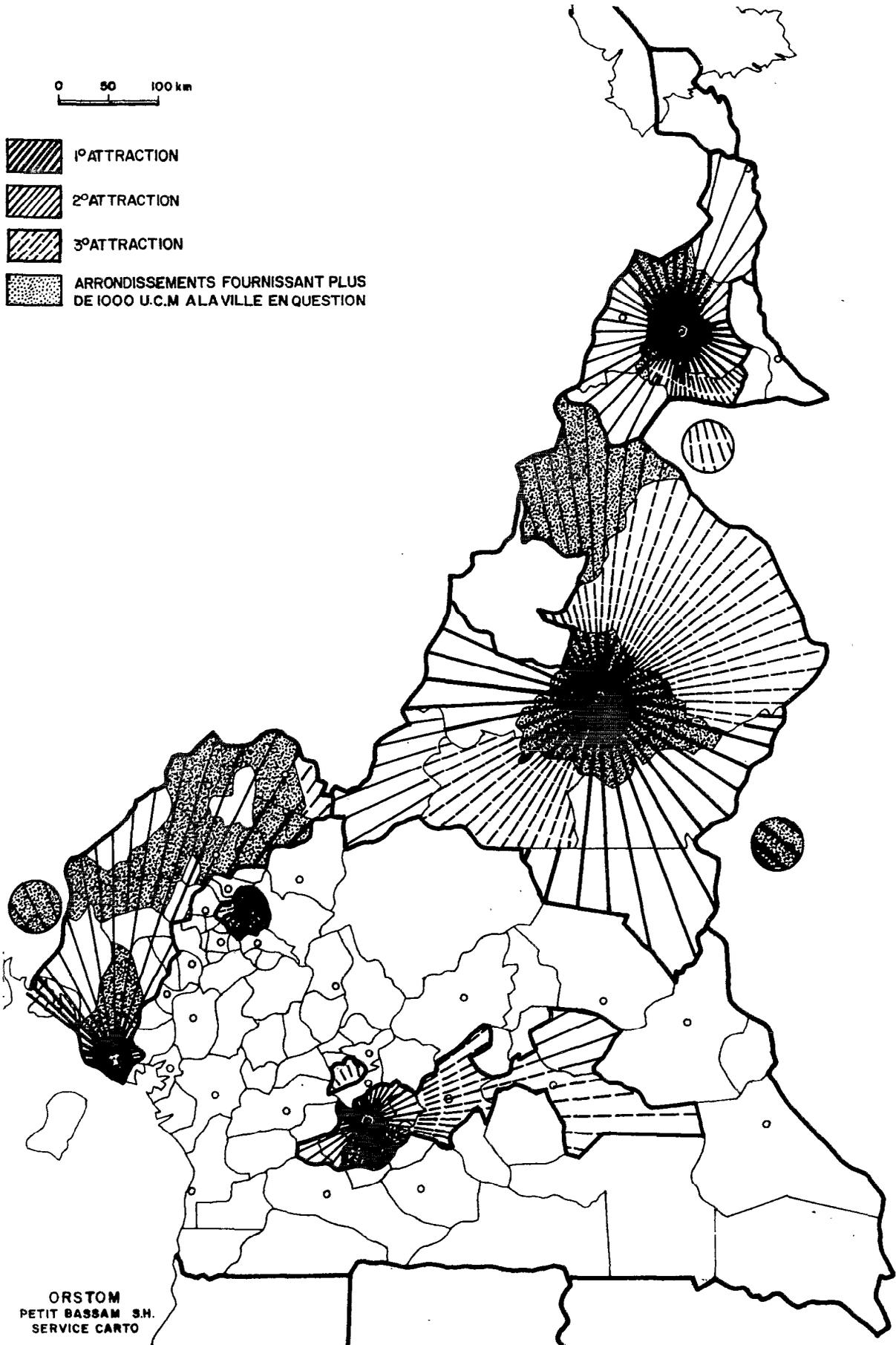
(44) Route circulaire reliant entre elles Bamenda, Wum, Nkambé, Kumbo et desservant par ses bretelles tout le nord de l'ex-Cameroun Occidental.

(45) Chiffres à n'accepter qu'avec une grande prudence.

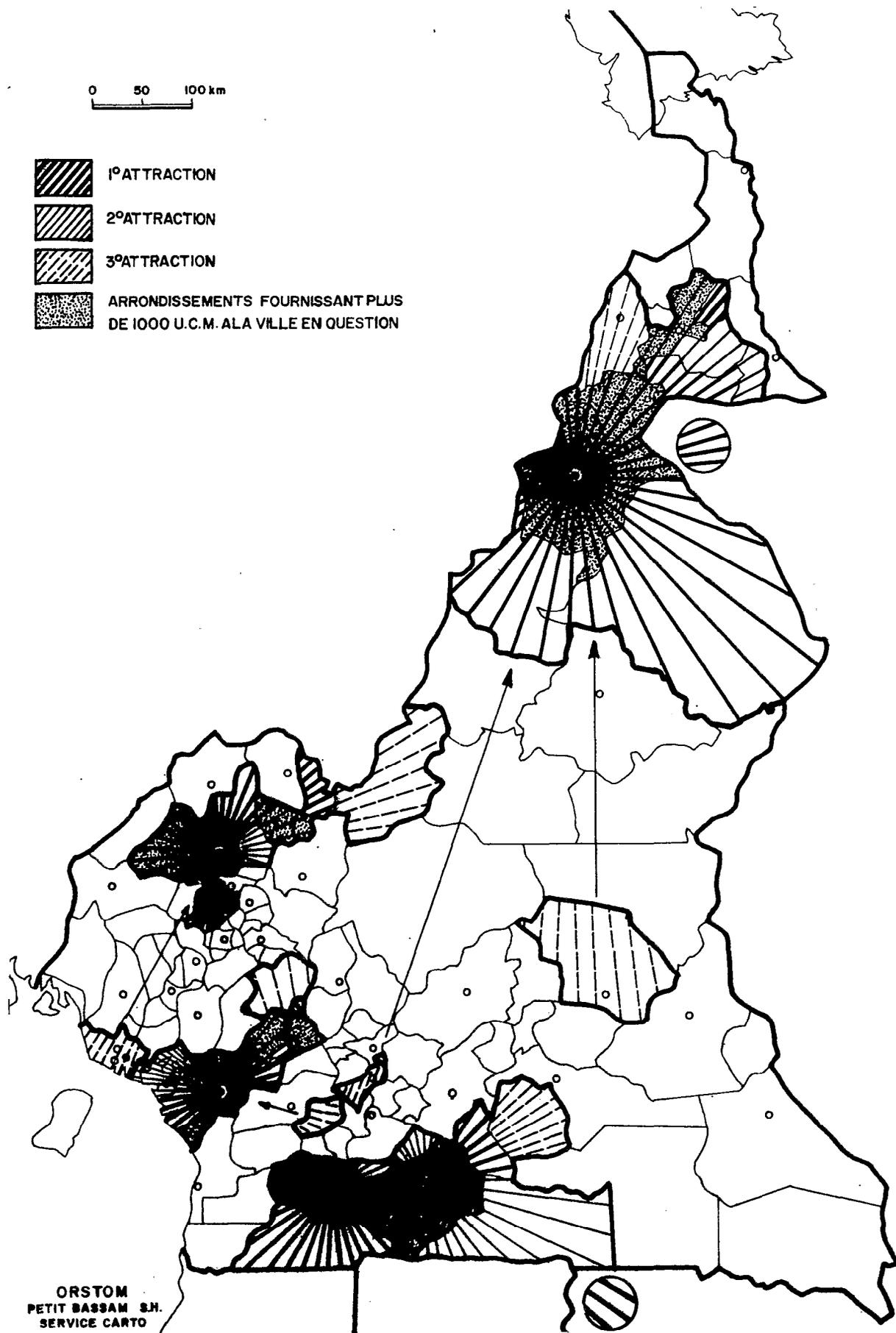
(46) Mais en volume le plus gros de la population de Mbalmayo (plus de 5000 U.C.M., soit le tiers de la ville) provient du pays bamiléké.

0 50 100 km

-  1^o ATTRACTION
-  2^o ATTRACTION
-  3^o ATTRACTION
-  ARRONDISSEMENTS FOURNISSANT PLUS DE 1000 U.C.M A LA VILLE EN QUESTION



Carte 15 – Attractions de Victoria - Buéa - Tiko, Bafoussam, Mbalmayo, Ngaoundéré, Maroua.



Carte 16 – Attractions de Garoua, Bamenda, Edéa, Ébolowa, Sangmélima, Dschang.

0 50 100 km



1°



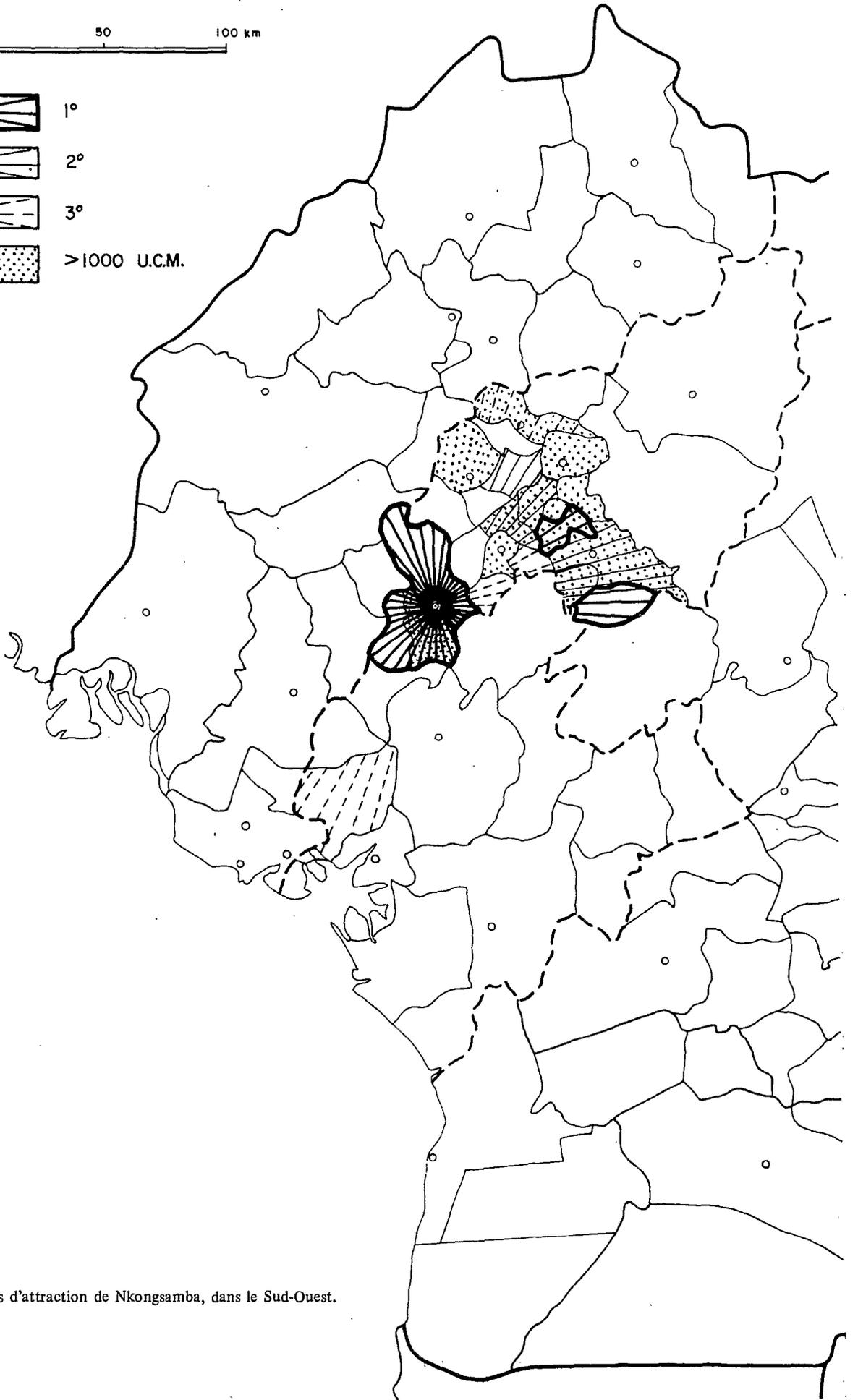
2°



3°



>1000 U.C.M.



Carte 17 – Zones d'attraction de Nkongsamba, dans le Sud-Ouest.

L'attraction de Nkongsamba (carte 17) est visiblement bien plus importante en pays bamiléké que dans le Mungo même, ce dernier représentant 9% de la population de la ville et le premier 80%. Mais ces migrations bamiléké proviennent de deux types d'arrondissements : les uns (Bangangté, Bazou, et surtout Bangou) très «migrateurs» ; les autres, au contraire, plus proches mais beaucoup moins marqués par l'exode rural, réagissant donc vis-à-vis de la métropole voisine comme le font les arrondissements ruraux de la frange côtière vis-à-vis de leur propre préfecture. Bien qu'extérieure au pays bamiléké, Nkongsamba, a donc bien les caractéristiques d'un chef-lieu pour la région, en particulier pour sa moitié méridionale.

- c - Puisque nous disposons pour le pays bamiléké lui-même d'un instrument d'analyse plus fin que l'arrondissement (les listes électorales nous décomposent les migrations selon la centaine de chefferies, dites aujourd'hui «groupements», qui se partagent la région), il est intéressant de faire là une analyse plus détaillée qu'ailleurs, comme nous y incitent la petitesse en superficie mais l'importance en population (640000 habitants) de ces cinq départements (cartes 18 et 19).

Il faudra là nous contenter uniquement des migrations internes au pays bamiléké, celles qui se dirigent vers ses cinq préfectures, en éliminant comme d'habitude les courants secondaires trop faibles (47).

Première constatation : les résultats à l'échelle des 100 chefferies pour les attractions de première priorité ne sont guère différents de ceux obtenus avec les 20 arrondissements et districts (48) : en gros, chaque préfecture contrôle exactement son département (49), à l'exception de Bafang, qui domine la chefferie de Bamena - toute proche pourtant de Bangangté - et surtout de Bafoussam qui enlève la chefferie de Bansa à l'attraction de Dschang et contrôle tout le nord-ouest du Ndé (Bangwa, Batchingou et Balengou, aux portes de Bangangté). Mais cela ne fait en tout qu'une demi-douzaine de chefferies qui échappent à l'orbite de leur propre préfecture.

L'analyse des attractions secondaires est elle aussi fort instructive, ne serait-ce que par leur relative rareté : un quart à peine des chefferies dirigent plus de 100 U.C.M. vers une ville autre que leur premier pôle d'attraction. L'influence de Bafoussam (que l'on peut voir à l'échelle des arrondissements sur la carte 15) n'est présente en seconde position que dans les chefferies de Bangangté, Banka (aux portes de Bafang), Baloum et Balessing (mitoyennes de Bansa), Foto-Dschang (à la périphérie de la ville de Dschang), Babété (tout près de Mbouda) et troisième à Baména (derrière Bafang puis Bangangté). Il semble bien qu'on retrouve ici la plus grande «migrabilité» des zones situées immédiatement à proximité des centres urbains, implantés par l'administration coloniale aux confins de plusieurs chefferies, car le pays bamiléké traditionnel, domaine de l'habitat rural le plus dispersé, ignorait totalement le fait urbain.

Dschang (cf aussi carte 16), ancien chef-lieu et longtemps seule ville du pays bamiléké, a gardé un recrutement assez largement différencié : un quart de sa population provient des autres départements bamiléké (contre 9% seulement à Bafoussam). Son attraction est ainsi la seconde dans la chefferie de Bana (50), à Bansa, dans les grandes chefferies traditionalistes de la Mifi centre-orientale : Bandjoun, Baham, Bayangam, Bafoussam, et dans la partie occidentale des Bambouto : Batcham, Bangang, Babadjou, qui n'ont été séparés administrativement de Dschang qu'en 1950 (51). Réciproquement la puissante chefferie de Bafou, qui envoie 2000 U.C.M. sur Dschang, en adresse près de 200 à Mbouda, dont c'est la seule «attraction secondaire».

Bangangté, de même, se manifeste peu hors de sa zone de première attraction : elle n'est seconde que dans deux des quatre chefferies qui échappent à son contrôle : Bangwa et Baména, mais son attraction sur Balengou est faible et sur Batchingou pratiquement nulle. Par contre Bafang a, comme Dschang, un

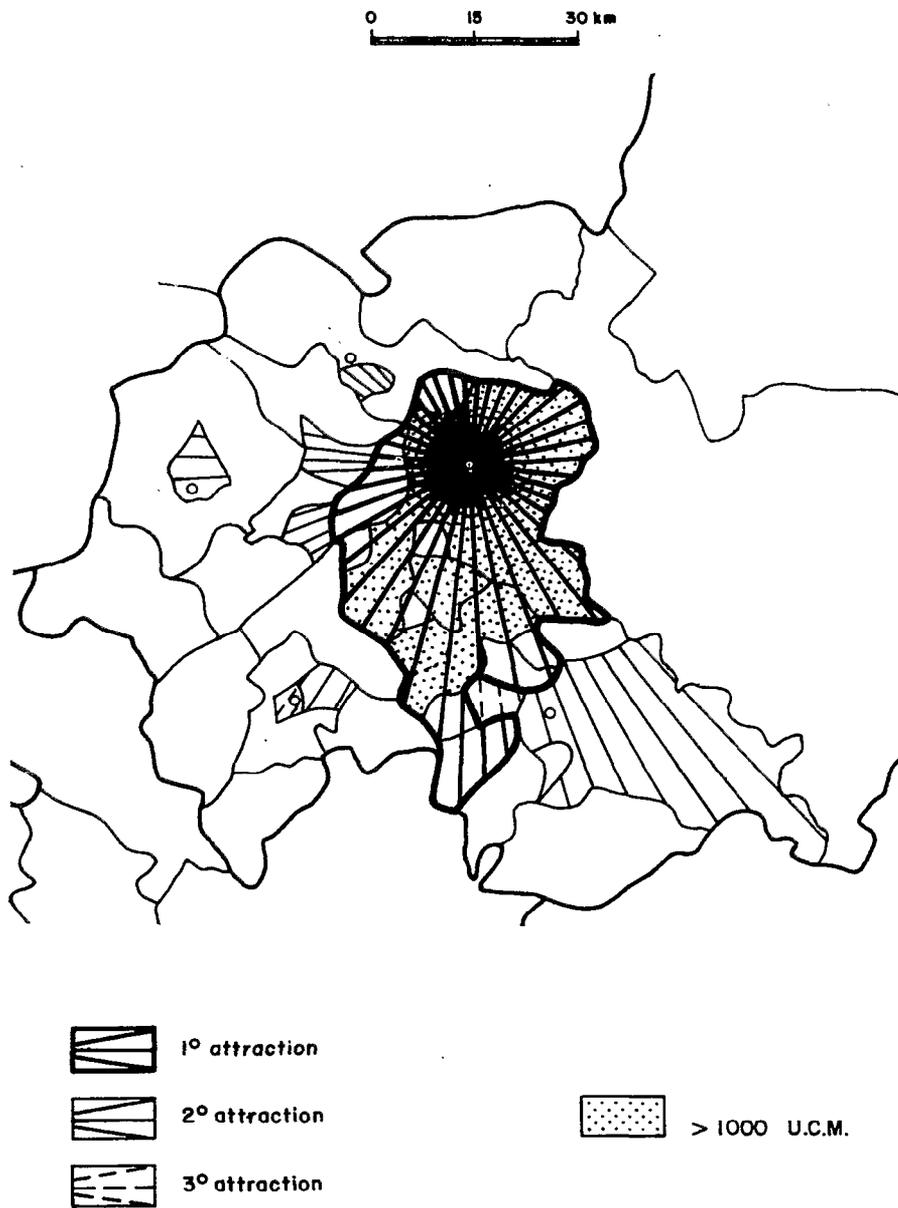
(47) Soit inférieurs à 100 U.C.M., seuil fixé pragmatiquement mais significatif du fait du jeu de nos coefficients multiplicateurs, qui accentuent les écarts.

(48) Il nous est possible ici d'isoler à nouveau le district de Baham.

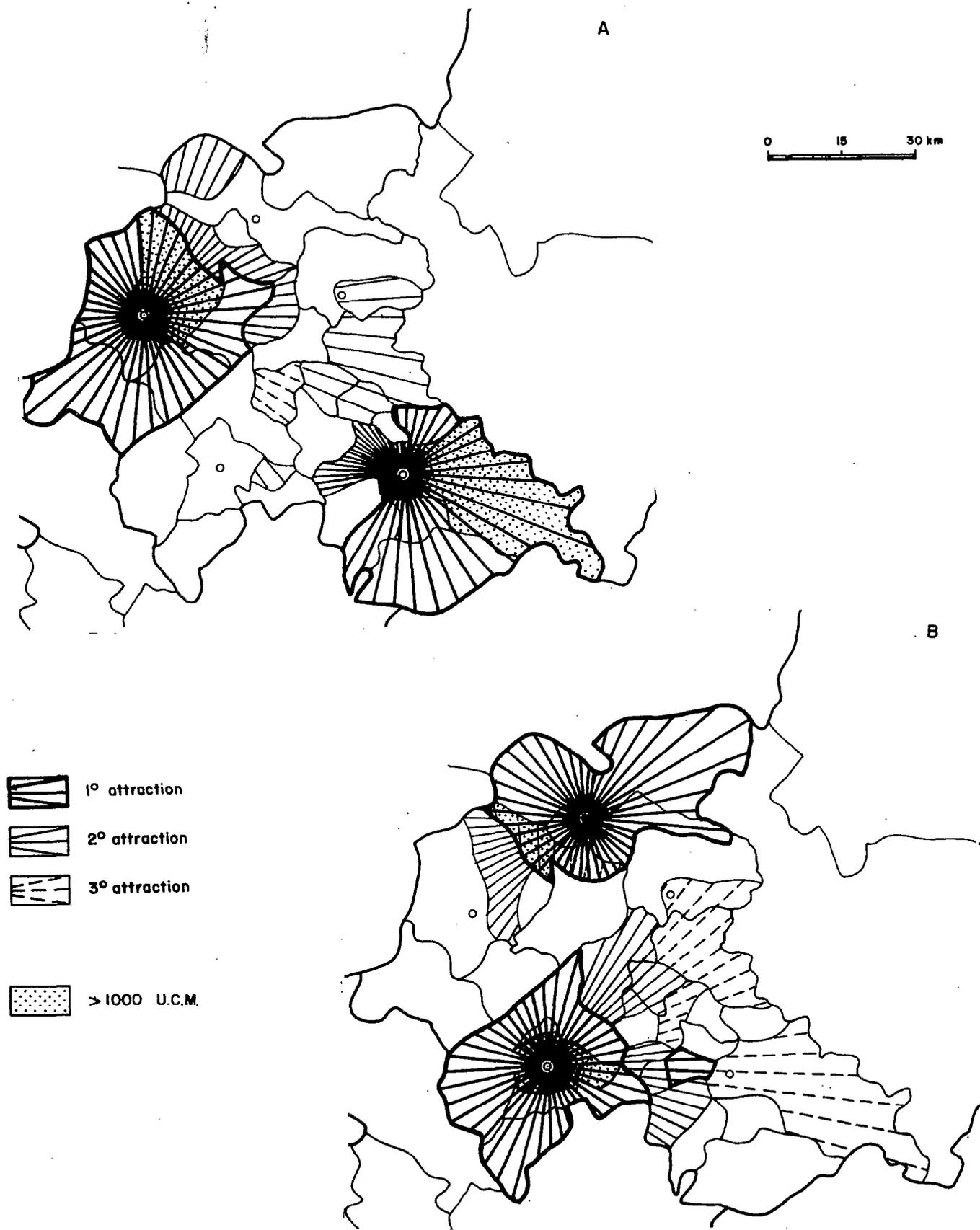
(49) Ce qui se vérifie d'ailleurs dans d'autres domaines : commercial, scolaire... cf. les travaux de J. CHAMPAUD.

(50) Qui fut d'ailleurs le premier chef-lieu administratif de la région durant la période française (1916-1920). Il y a là certainement plus qu'une coïncidence.

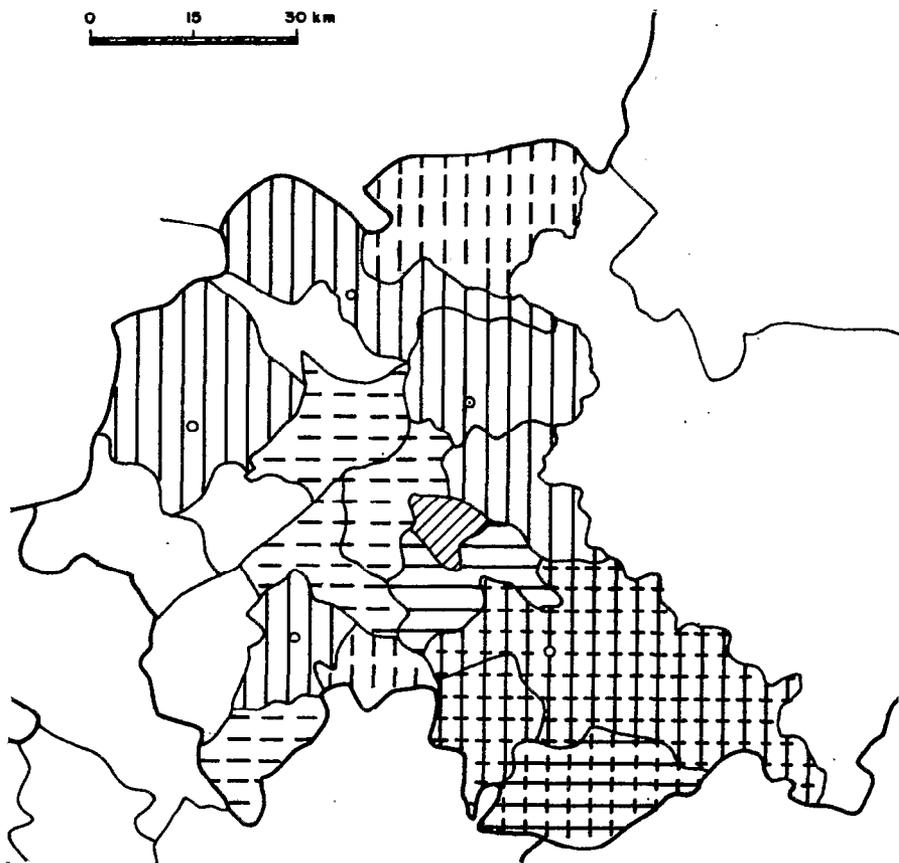
(51) Contre 1925-30 pour les trois autres départements.



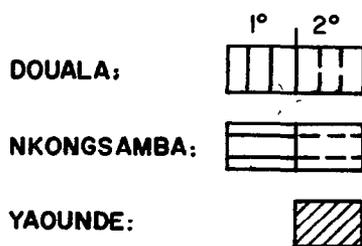
Carte 18 – Migrations internes au pays Bamiléké : zones d'attraction de Bafoussam, par chefferie.



Carte 19 – Migrations internes au pays Bamiléké
 A - zones d'attraction de Dschang et de Bangangté, par chefferie,
 B - zones d'attraction de Bafang et de Mbouda, par chefferie.



ATTRACTIONS PRIORITAIRES DE:



Carte 20 – Attractions prioritaires en pays Bamiléké (par arrondissement).

quart de sa population provenant des autres départements bamiléké, mais d'origines beaucoup plus localisées : d'une part ouest du Ndé (Bamena en première attraction, Batchingou et Balengou en seconde), sud de la Mifi (Bangou) - c'est-à-dire le long de l'axe routier Bafang-Bangangté - et d'autre part la Mifi centre-occidentale : Batié, Bagam, Bamendjou, Baméka, Bahouan, Bapa et Baham (exactement à égalité avec l'attraction qu'y exerce Dschang), prolongée d'une attraction de troisième importance sur Bandjoun, Bafoussam et Bayangam - donc là encore des chefferies qui sont traversées par le grand axe routier Nkongsamba-Bafang-Bafoussam, ou reliées à lui comme un vaste collecteur drainant vers le carrefour routier de Bafang les excédents d'un exode rural d'autant plus puissant que les densités rurales sont fortes et les conditions agronomiques défavorables, ce qui est le cas de la Mifi méridionale, du Ndé et du Haut Nkam, aux roches cristallines et non plus volcaniques, comme elles le sont dans les riches terres de la Ménoua et de la Mifi du centre et du nord.

Mais si l'on reprend en considération - à l'échelle de l'arrondissement de nouveau - les attractions des villes extérieures au pays bamiléké (carte 20), on voit immédiatement leur énorme rôle : sur les vingt arrondissements, sept sont sous l'emprise prioritaire de Douala (et trois sous sa seconde attraction), deux sous la première de Nkongsamba, ainsi que nous l'avons déjà vu (et six sous sa seconde), un (Baham) sous la seconde attraction de Yaoundé. Quatre arrondissements seulement (Batcham, Fokoué, Mbo et Kékem) ne sont pas concernés par ces énormes flux de migration (encore Batcham apparaît-il en troisième priorité pour Douala). Nous avons vu que 38000 U.C.M. bamiléké étaient parties vers la métropole toute proche de Nkongsamba, mais on en rencontre aussi 27000 à Yaoundé (18,5% de sa population) et, surtout 90000 à Douala (39% de sa population). C'est dire que là, comme dans la plus grande partie du pays, les deux plus grandes villes du Cameroun jouent un rôle décisif.

c - Les migrations vers Douala et Yaoundé (cartes 21 et 22)

Douala et Yaoundé exercent leur attraction en première, deuxième ou troisième priorité sur pratiquement le même nombre d'arrondissements : respectivement 67 et 66, mais ceux-ci étant de tailles fort inégales selon les régions, les espaces concernés sont en fait considérablement différents. Les premiers couvrent 150000 km², soit le tiers du territoire fédéral, les seconds 340000 km², soit les trois-quarts du pays.

Si ces deux zones se recouvrent partiellement, les cartes 21 et 22 montrent combien leurs assiettes sont dans l'ensemble différentes, comme l'indique le tableau ci-dessous, calculant le nombre d'arrondissements où l'influence des deux villes est première, deuxième ou troisième :

RÉGIONS		Littoral	Ouest	Centre-Sud	Est	Nord	Occident.	Total
Nombre total d'arrondissements		15	21	36	11	20	20	123
Douala	1ère	8	7	7	-	1	-	23
	2ème	7	5	9	2	2	-	25
	3ème	-	3	11	3	2	-	19
	Total	15	15	27	5	5	-	67
Yaoundé	1ère	-	-	19	5	1	-	25
	2ème	4	-	12	4	5	-	25
	3ème	3	6	2	-	5	-	16
	Total	7	6	33	9	11	-	66

L'influence de Douala est donc, comme cela était prévisible, écrasante sur le Littoral : elle n'est seconde que dans le nord du Mungo et les arrondissements périphériques du Nkam et de la Sanaga Maritime.

0 50 100 km



1° Priorité



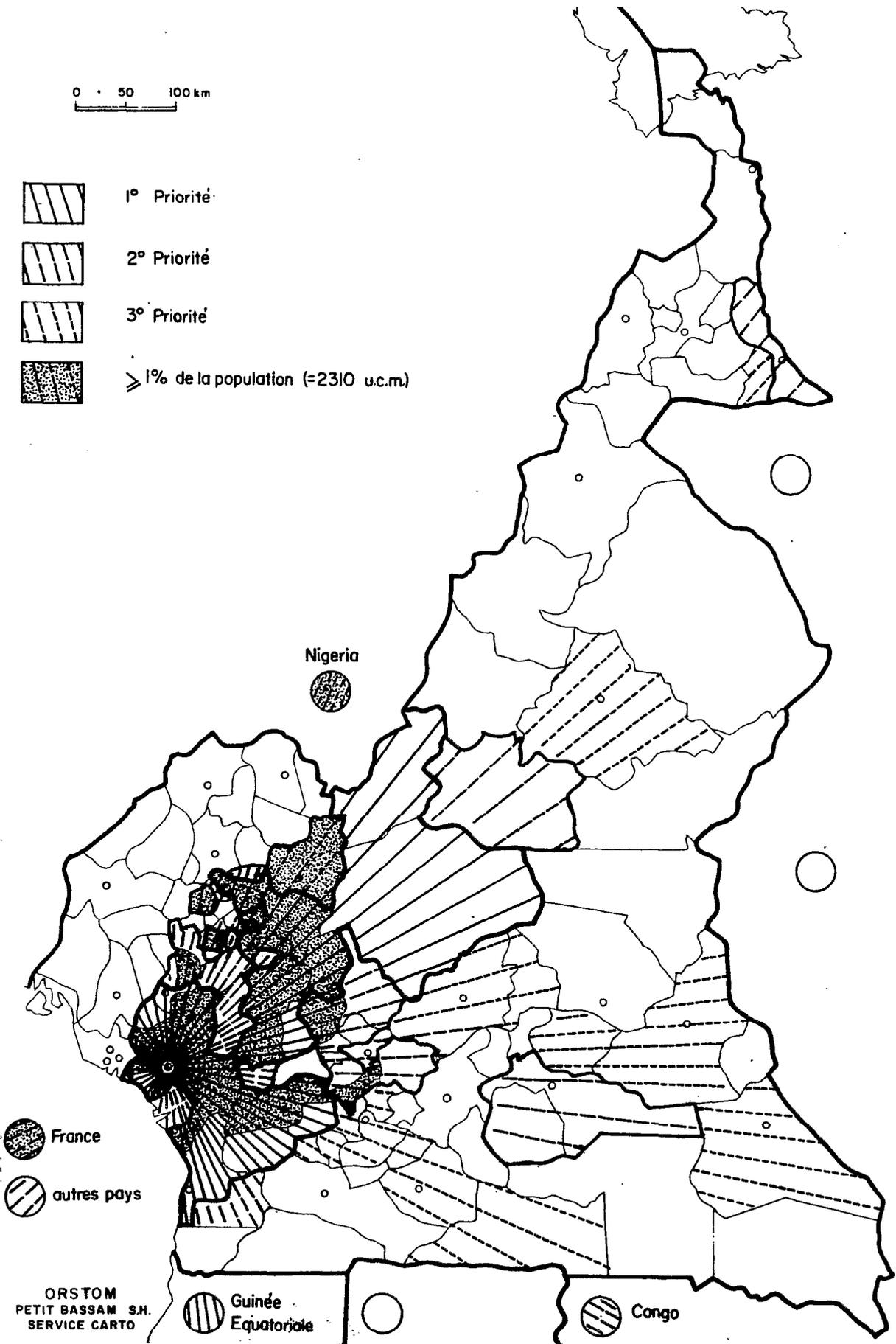
2° Priorité



3° Priorité



≥ 1% de la population (=2310 u.c.m.)



France

autres pays

ORSTOM
PETIT BASSAM S.H.
SERVICE CARTO

Guinée
Equatoriale

Congo

Carte 21 - Attraction de Douala.

Cette sphère d'attraction prioritaire se complète au sud-est par le Nyong-et-Kellé, de peuplement bassa comme la Sanaga Maritime, et le nord du département de Kribi dont le peuplement est complexe et mal stabilisé (52) ; à l'est par les arrondissements de Ndikinimeki, Bafia et Yoko (53), avec lesquels la liaison par Nkongsamba et Bangangté a supplanté depuis longtemps la liaison directe par Yabassi ; au nord par les cinq arrondissements préfectoraux du pays bamiléké, celui de Foubot et, au-delà de la zone d'attraction de Fouban, l'arrondissement «nordiste» de Banyo. Ces attractions secondaires de la métropole économique du pays couvrent aussi les arrondissements les plus «migrateurs» de l'ouest (Bandjoun-Baham (54), Bangou, Bana) et du Centre (Bokito, la Lékié presque entière, la Méfou du nord). Plus à l'est, le rôle d'écran de Yaoundé se fait sentir, mais l'impact de Douala n'est pas négligeable, en particulier sur le Haut Nyong. Remarquons dans le Nord l'orientation vers Douala du Mayo Danay, qui ne manifeste guère de solidarité avec les pôles d'attraction de la Province. Surtout, notons la faiblesse des échanges avec l'ex-Cameroun Occidental, pourtant tout proche.

Parmi ces flux de migration dirigés en première priorité vers Douala, plusieurs sont, dans l'absolu, de faible volume : Banyo, Yoko, Ndom, Makak, Lolodorf, Kribi, Mbanga, Loum, fournissent chacun moins de 1% de sa population (soit 2310 U.C.M.) : le «bassin versant» démographique qui alimente vraiment la croissance de Douala forme donc une zone assez restreinte, groupée dans le triangle Douala-Fouban-Yaoundé, parsemée des trous qu'y forment les arrondissements peu «migrateurs».

Les immigrants de Yaoundé sont d'origine plus dispersée ; les arrondissements adressant à la capitale politique au moins 1% de sa population active (1445 U.C.M.) s'échelonnent d'est en ouest au long du Nyong et de la Sanaga, de Nanga Eboko à Douala, d'Esèka à Akonolinga, solidement flanqués au sud par Ebolowa, au nord par Bafia et Bokito, au nord-ouest par les quatre principaux arrondissements préfectoraux du pays bamiléké. Si pour chacune des deux métropoles, le nombre de ces arrondissements d'où proviennent plus de 1% des U.C.M. s'élève à 21, six d'entre eux seulement appartiennent à la zone où l'attraction de Douala est la plus forte, tandis que onze sur 21 sont situés hors des régions soumises à l'attraction de première priorité de Yaoundé. Celles-ci, par rapport à l'aire d'influence de Douala, sont nettement déportées vers l'est. Elles correspondent à l'ancien département du Nyong-et-Sanaga (55), à l'exception de ses parties les plus orientales (Minta, Ayos, Akonolinga), au Mban méridional (Bokito et Ntui - et à l'intérieur de celui-ci bien plus, certainement, la région de Ntui même que celle du district de Ngorro, orienté vers Bafia -), et au sud, aux arrondissements de Mvengué, Ngoulémakong et Zoétéélé (la frontière ethnique entre Bété d'une part, Bassa et Boulou d'autre part paraît ici déterminante). Enfin, relèvent de Yaoundé tous les arrondissements du Haut Nyong - en l'absence de tout chef-lieu local important - prolongés au sud par celui de Djoum, qui appartient à la même zone des grandes forêts sous-peuplées et sous-exploitées des confins sud-orientaux du pays et, enfin, l'arrondissement de Tibati, malgré le déclin presque total de la route qui le reliait jadis à Yaoundé via Yoko et qui était jusque dans les années 1930 le principal axe Nord-Sud du pays.

Les zones d'attractions secondes et troisièmes de Yaoundé couvrent tout le Centre-Sud et tout l'Est, à l'exception - pour cause de mobilité insignifiante - de Bengbis, Akom II et Ndélélé. L'attraction de la ville, bien que sensible en pays bassa et bamiléké, dans le Mungo méridional et dans le Wouri, reste faible dans la zone côtière, mais, à l'inverse, elle s'étale largement sur le Nord, en particulier dans les aires d'attraction de Ngaoundéré et Garoua, qui sont les étapes obligatoires de l'axe routier qui unit le Nord à Yaoundé. Cette fonction de carrefour essentiel des transports intérieurs joue au moins autant que le rôle de capitale politique pour expliquer la diversité du recrutement humain de Yaoundé.

(52) En particulier à Lolodorf, où l'arrivée des Allemands a stoppé dans son élan la poussée des Bété qui étaient en train de refouler les Ngoumba autochtones et les «côtiers».

(53) Avec un très faible avantage sur Yaoundé à Yoko.

(54) Bandjoun pris isolément envoie plus de migrants sur Douala que sur Bafoussam.

(55) Démembré en 1964 en Méfou, Lékié, Nyong-et-Soo, Nyong-et-Mfoumou et Haute Sanaga.

0 50 100 km



1° Priorité



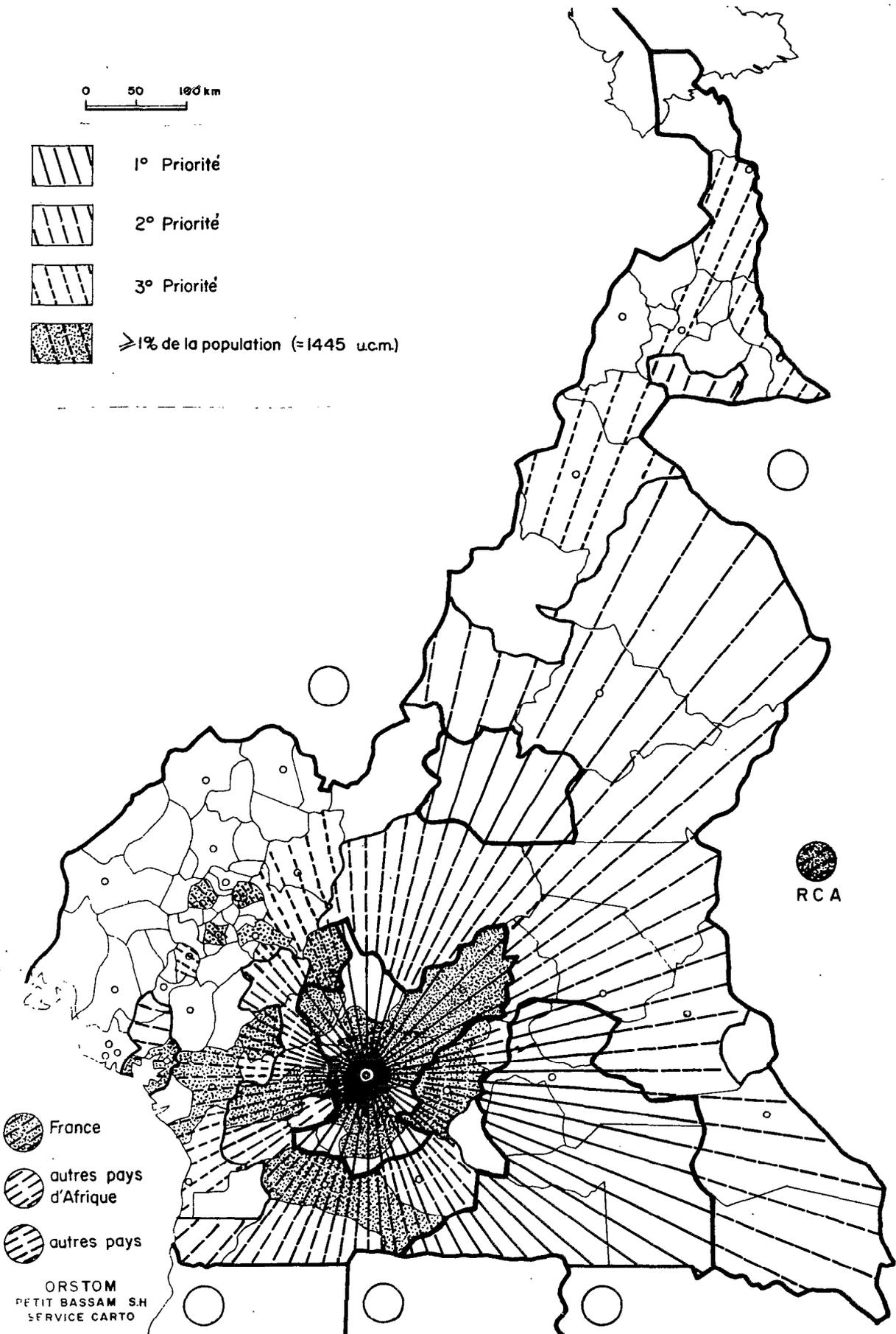
2° Priorité



3° Priorité



≥1% de la population (=1445 u.c.m.)



Carte 22 - Attraction de Yaoundé.

4 – SYNTHÈSE

a - La formation de la population des principales villes

Nous avons vu (carte 11) que la proportion des citoyens «autochtones» est extrêmement variable. La part et l'origine des autres citoyens ne le sont pas moins. L'analyse de la provenance de la population des grandes villes (par département, car l'utilisation des arrondissements émietterait beaucoup trop les données) va nous fournir une intéressante synthèse des rapports entre zones marquées par l'exode rural et centres urbains qui accueillent les migrants.

Population de Douala (231 000 U.C.M.)

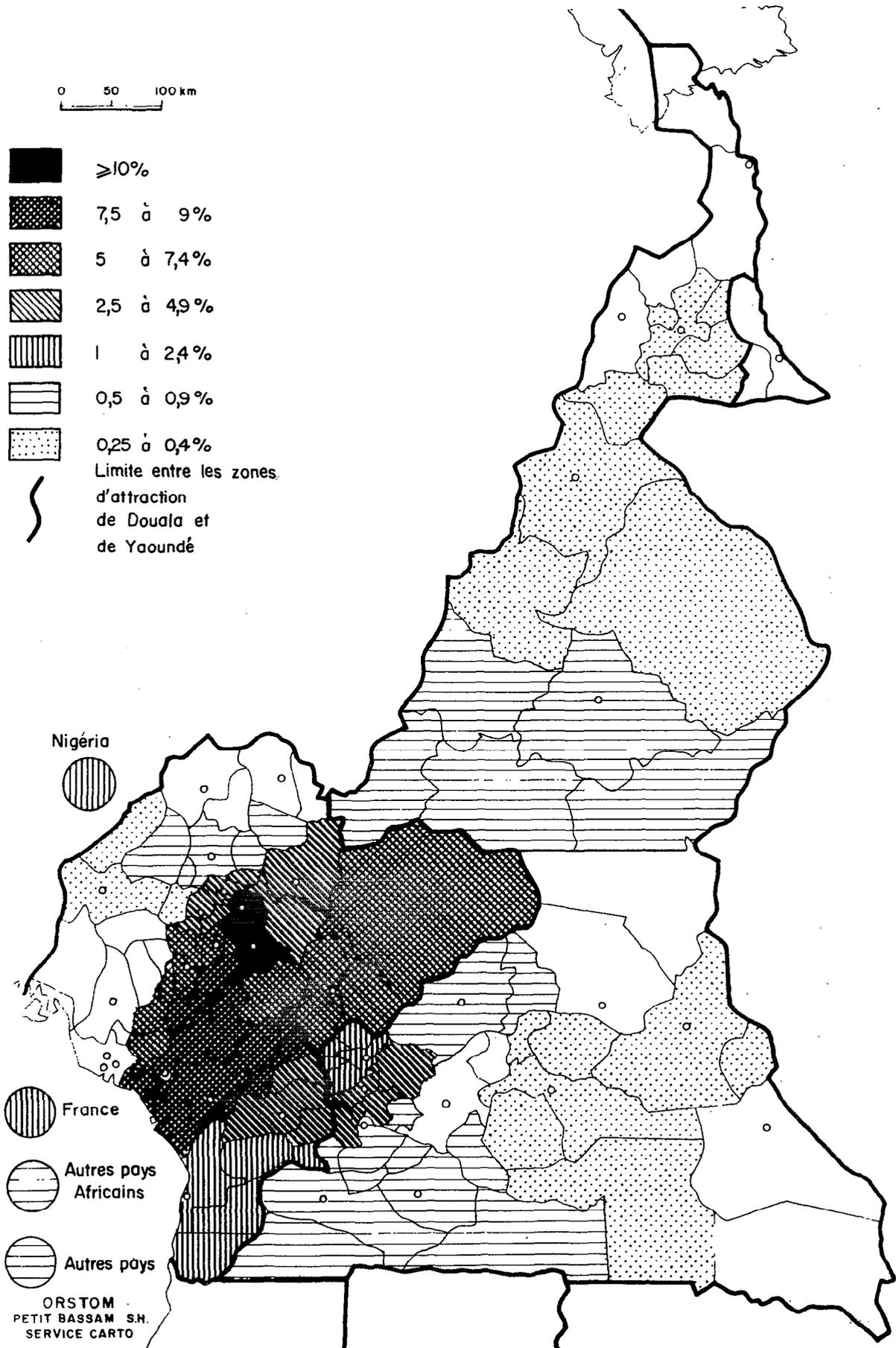
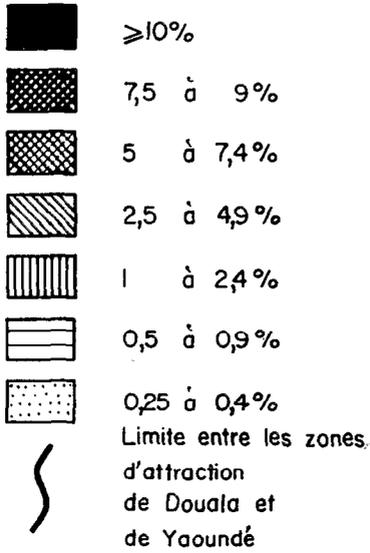
Département d'origine	pourcentages des citoyens	pourcentages cumulés
1 - Ndé	12,8 %	12,8 %
2 - Mifi	12,7 %	25,5 %
3 - Wouri	9,8 %	35,3 %
4 - Sanaga Maritime	8,8 %	44,1 %
5 - Nkam	8,2 %	52,3 %
6 - Haut Nkam	6,4 %	58,7 %
7 - Mungo	5,8 %	64,5 %
8 - Mbam	5,3 %	69,8 %
9 - Ménéoua	4,2 %	74,0 %
10 - Bamoun	3,9 %	77,9 %

Il faut donc réunir les flux de deux départements pour atteindre le premier quart de la population, en réunir cinq pour former la moitié, dix pour les trois-quarts. Mais cet éparpillement est moins fort qu'on ne pourrait le croire puisque (carte 23) les départements les plus «fournisseurs» sont très groupés géographiquement : quatre départements bamiléké (celui des Bamouto vient en douzième position), et les trois départements orientaux mitoyens : Mungo, Nkam et Sanaga Maritime (l'autre département bassa, le Nyong-et-Kellé, vient en onzième position). Mais, notons que le Wouri, c'est-à-dire les autochtones, ne vient qu'après le Ndé et la Mifi (respectivement 29 650 et 29 500 U.C.M. contre 22 700). Nous pouvons donc dire qu'en gros la population de Douala se compose de 40% de Bamiléké, 20% de Bassa - Yabassi, 10% de Douala, 5% de Bafia - Yambassa, 5% de Bamoun, 5% de Béti ; donc l'homogénéité de la ville n'est pas négligeable, mais les deux groupes les plus puissants ne sont pas autochtones.

Population de Yaoundé (144 500 U.C.M.)

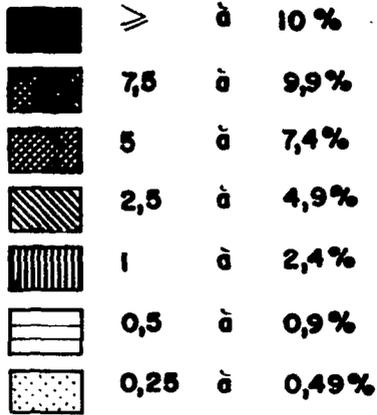
Département d'origine	pourcentages des citoyens	pourcentages cumulés
1 - Méfou	23,8 %	23,8 %
2 - Lékilé	12,0 %	35,8 %
3 - Mifi	9,5 %	45,3 %
4 - Mbam	7,4 %	52,7 %
5 - Ndé	4,7 %	57,4 %
6 - Sanaga Maritime	3,9 %	61,3 %
7 - Nyong-et-Soo	3,0 %	64,3 %
8 - Nyong-et-Kellé	2,9 %	67,2 %
9 - Ntem	2,7 %	69,9 %
10 - Haute Sanaga	2,5 %	72,4 %
11 - Haut Nkam	2,1 %	74,5 %
12 - Mungo	2,0 %	76,5 %

0 50 100 km

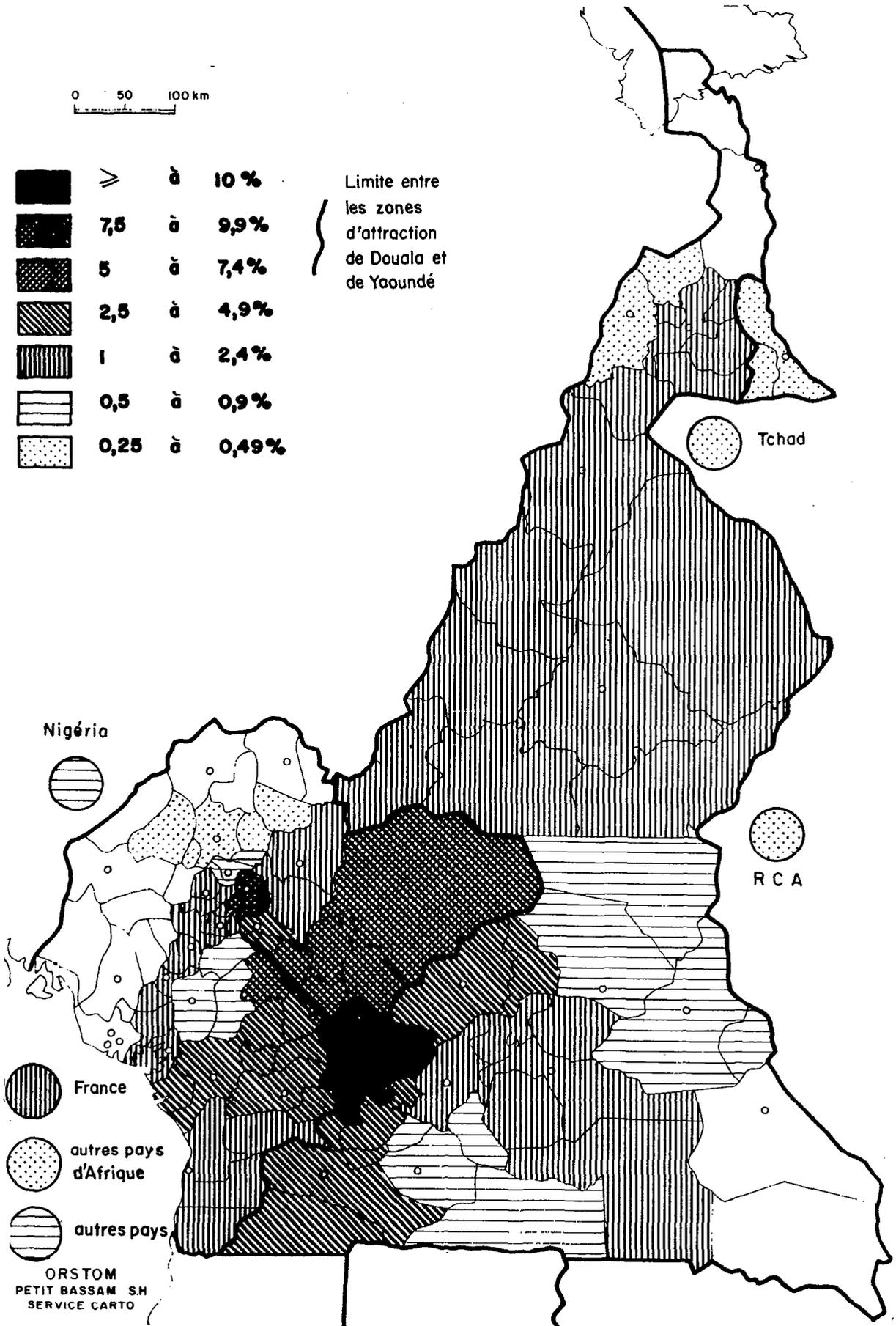


Carte 23 – Formation de la population de Douala (par département d'origine des U.C.M.).

0 50 100 km



Limite entre
les zones
d'attraction
de Douala et
de Yaoundé



ORSTOM
PETIT BASSAM SH
SERVICE CARTO

Carte 24 – Formation de la population de Yaoundé (par département d'origine des U.C.M.).

A Yaoundé (carte 24), les « autochtones » sont nettement plus nombreux : près du quart de la population totale, mais seuls les trois départements suivants, qui permettent d'atteindre 50% de la population, fournissent de gros effectifs (de 7 à 12% du total) : il faut comptabiliser 12 départements pour réunir 75% des citadins. Parmi ceux-ci, 40% environ proviennent des peuples bété (Ewondo, Bané, Eton...) qui avoisinent la ville, auxquels on peut rattacher 3% de Boulou et 3% de « Pahouin orientaux » (Bamvélé, Badjia, Yezoum, Yebekolo...) qui leur sont assez étroitement apparentés. Les Bamiléké représentent encore un groupe considérable, avec 18 à 20% du total, puis viennent les Bassa (7 à 8%) et les peuples du Mbam (Bafia, Yambassa, Banen...) : 7%. Les peuples du Nord tout entier représentent à peine 5% de l'ensemble, et ceux de l'Est 3%, ce qui donne la mesure de la faiblesse des courants quittant ces régions qui vivent encore largement à l'écart des activités du Cameroun moderne.

Garoua, métropole du Nord, a elle aussi un peuplement assez composite :

Garoua (30000 U.C.M.)

Département d'origine	pourcentages des citadins	pourcentages cumulés
1 - Bénoué	39,4 %	39,4 %
2 - Tchad	18,6 %	58,0 %
3 - Diamaré	8,1 %	66,1 %
4 - Méfou	2,8 %	68,9 %
5 - Margui-Wandala	2,7 %	71,6 %
6 - Mifi	2,5 %	74,1 %
7 - R.C.A.	2,3 %	76,4 %

Cette hétérogénéité est grandement accentuée par la présence de près d'un quart de non Camerounais (les Nigériens arrivent en 8ème position). Les départements du Nord ne fournissent tous ensemble que 55% de la population de la ville, face donc à quelques 20% de « Sudistes », ce qui contraste fort avec les 75% de « Nordistes » de Ngaoundéré (63% de l'Adamaoua, 8% de la Bénoué, 3% du Diamaré) auxquels s'ajoutent près de 12% d'étrangers (dont 8% de Centrafricains) et, surtout avec les 93% de « Nordistes » de Maroua (80% du Diamaré, 6,5% du Margui-Wandala, 4% de la Bénoué) que renforcent 5% d'étrangers, les uns et les autres formant un ensemble très homogène par la religion, la langue, le costume, le genre de vie, car dans ces villes le « modèle culturel » haoussa-foulbé domine nettement, même chez les islamisés de fraîche date ou de pure façade.

Autre grand pôle d'attraction : l'ensemble urbain Victoria-Buéa-Tiko (50000 U.C.M. mais de crédibilité douteuse malgré l'appoint des enquêtes démographiques de la SEDES pour nos extrapolations) :

Département d'origine	pourcentages des citadins	pourcentages cumulés
1 - Fako	30 %	30 %
2 - Bamenda	29 %	59 %
3 - Nigeria	17 %	66 %
4 - Mamfé	9 %	75 %

On y compte au grand maximum 10% d'Orientaux et moins de 20% d'étrangers. Ces villes sont donc peuplées essentiellement de Camerounais anglophones et particulièrement d'hommes venus des montagnes du Nord-Ouest.

Situation comparable à Kumba (37 000 U.C.M.) :

Département d'origine	pourcentages des citadins	pourcentages cumulés
1 - Nigeria	30 %	30 %
2 - Bamenda	17,5 %	47,5 %
3 - Kumba	17,1 %	64,6 %
4 - Mifi	4,9 %	69,5 %
5 - Haut Nkam	3,8 %	73,3 %
6 - Ndé	3,6 %	76,9 %

mais avec la différence remarquable d'une nette primauté des Nigériens formant, comme à Mamfé, un petit tiers de la ville, et d'une présence non négligeable des Francophones, Bamiléké surtout (y compris dans les campagnes et les grandes plantations avoisinantes). La route Kumba-Tombel-Loum, longtemps la seule qui reliait les deux Cameroun, explique sans doute ce franchissement de frontière aussi exceptionnel par son ancienneté que par son intensité.

Nkongsamba jouit aussi d'un approvisionnement humain largement extérieur (48 000 U.C.M.) :

Département d'origine	pourcentages des citadins	pourcentages cumulés
1 - Mifi	31,9 %	31,9 %
2 - Ndé	29,4 %	61,3 %
3 - Haut Nkam	9,9 %	72,2 %
4 - Mungo	7,8 %	80,0 %

Mais l'homogénéité de son peuplement est en fait considérable puisque les départements bamiléké forment 78,1% de son potentiel humain et plus encore sans doute, car de nombreux immigrants venus du Mungo (en particulier des arrondissements de Nkongsamba, Mélong et Manjo) sont eux-mêmes des Bamiléké nés là des migrations rurales des années 1920-1940.

Nous avons déjà signalé ce dynamisme des Bamiléké qui, outre leurs importantes migrations lointaines, peuplant en masse leurs propres cités (89% d'originaires de la Mifi à Bafoussam et 8,7% des quatre autres départements), tout comme les hommes des hauts plateaux occidentaux qui leur sont apparentés ethniquement et leur ressemblent tant dans leurs réactions face au monde moderne, forment 81% de la population de Bamenda (dont 75% pour la «Bamenda division»).

Si Bertoua comprend 65% d'hommes du Lom-et-Djérem (et 11% du Haut Nyong), les grandes villes du Cameroun forestier ont un recrutement relativement diversifié, ainsi Ebolowa (21 300 U.C.M.) :

Département d'origine	pourcentages des citadins	pourcentages cumulés
1 - Ntem	44 %	44 %
2 - Mifi	8,7 %	52,7 %
3 - Mbam	7,7 %	60,4 %
4 - Haut Nkam	4,7 %	65,1 %
5 - Kribi	4,3 %	69,4 %
6 - Ndé	2,5 %	71,9 %
7 - Méfou	2,4 %	74,3 %
8 - Dja-et-Lobo	2,3 %	76,6 %

Derrière la masse des Boulou du Ntem (ceux du Dja et du Kribi sont bien peu nombreux), c'est une véritable mosaïque ethnique (où l'on relève tout de même 15 à 16% de Bamiléké) sans aucun courant humain vraiment important arrivant de l'extérieur du Ntem vers la vieille et somnolente capitale des régions frontalières méridionales.

La diversité est plus grande encore à Mbalmayo (15 300 U.C.M.) :

Département d'origine	pourcentages des citadins	pourcentages cumulés
1 - Mifi	20,1 %	20,1 %
2 - Nyong-et-Soo	16,2 %	36,3 %
3 - Méfou	12,1 %	48,4 %
4 - Haut Nkam	8,3 %	56,7 %
5 - Mbam	7,2 %	63,9 %
6 - Ndé	5,5 %	69,4 %
7 - Lékié	4,9 %	74,3 %
8 - Sanaga maritime	4,4 %	78,7 %

où les Bamiléké sont tout de même les plus nombreux, devançant de peu les Béti (35,2% contre 33,2%), contre 7% de Bafia-Yambassa-Banem, 5% de Bassa, etc..

Mais,Édéa (18 500 U.C.M.) est fortement homogène :

Département d'origine	pourcentages des citadins	pourcentages cumulés
1 - Sanaga maritime	55,3 %	55,3 %
2 - Nyong-et-Kellé	13,4 %	68,7 %
3 - Mbam	6,6 %	75,3 %

Comme le font les Bamiléké, les Bassa qui forment souvent des contingents d'immigrants importants, peuplent en priorité leur propre métropole. La spécificité des réactions face à l'exode rural des populations campagnardes environnantes est donc aussi importante pour la compréhension de l'homogénéité ou de la diversité du peuplement d'une ville, que l'ampleur et la rapidité de la croissance de celle-ci.

b - Classification et hiérarchie des villes (carte 25)

Classer les villes en catégories bien déterminées est un acte nécessaire à une bonne appréhension théorique des phénomènes, et aussi à l'élaboration de concepts opératoires pour ceux qui ont la responsabilité de penser un aménagement du territoire camerounais, mais ce n'est pas une tâche facile car les villes sont des êtres vivants, se développant chacune de façon originale, et toute réduction à un jeu limité de «modèles» mutile la réalité.

Cependant, on a vu au cours de ces pages se dégager assez nettement des types de relations entre villes et espaces environnants, bien que les problèmes concrets, le plus souvent, se posent de façon différente entre Nord, Sud et Ouest du pays.

a - Douala et Yaoundé se caractérisent par un rayonnement puissant qui attire à elles des hommes - même en petit nombre - de pratiquement tous les arrondissements et domine vigoureusement de larges fractions du territoire national, de même que leur rôle de direction économique et politique s'étend au

Cameroun tout entier. Malgré les grandes différences existant entre le grand port industrialisé et la capitale administrative, on peut les classer toutes deux comme «**métropoles nationales**».

b - Garoua et le complexe urbain du Fako (Victoria + Buéa + Tiko) exercent une attraction comparable, mais sur une échelle bien moindre : le Nord, gigantesque mais peu évolué, et le Cameroun anglophone, aux traditions originales et à la vie quotidienne largement séparée du reste du pays. Nous avons donc là deux «**métropoles régionales**» profondément différentes entre elles, mais que réunit la même prépondérance migratoire sur des régions qui ont chacune (avec des modalités tout à fait différentes) une large autonomie dans leurs mouvements urbains.

c - Puis viennent une série de villes au pouvoir d'attraction bien plus restreint tant en force qu'en espace concerné, que nous appellerons «**pôles régionaux**». Ce sont : **Ngaoundéré**, chef-lieu de l'Adamaoua, **Bamenda**, capitale des hauts plateaux occidentaux, **Nkongsamba**, métropole externe du pays bamiléké, et **Kumba**, centre de la plus riche région agricole de l'ex-Cameroun Occidental.

d - Trois villes exercent des influences semblables, mais leur rôle est largement occulté par le rayonnement écrasant des métropoles nationales, d'où l'appellation de «**pôles régionaux secondaires**» que l'on peut appliquer à **Bafoussam**, **Édéa** et **Mbalmayo** qui dominent respectivement le pays bamiléké central, les pays bassa et les régions du Nyong moyen, toujours sous la primauté de Douala et de Yaoundé.

e - D'autres chefs-lieux ont un rôle très limité dans l'espace, mais exercent sur leur territoire un monopole vigoureux. On peut donc qualifier de «**pôles locaux**» des villes comme **Maroua**, **Batouri**, **Ebolowa**, **Foumban**, **Mamfé** et, dans une moindre mesure, **Wum**.

f - Le terme de «**pôles locaux secondaires**» peut donc désigner des villes qui se trouvent dans la mouvance des métropoles mais exercent tout de même une attraction certaine sur les parties rurales de leur département : ainsi **Kribi**, **Yabassi**, **Dschang**, **Bafang**, toutes groupées dans cette zone côtière dont nous avons souvent mentionné l'originalité.

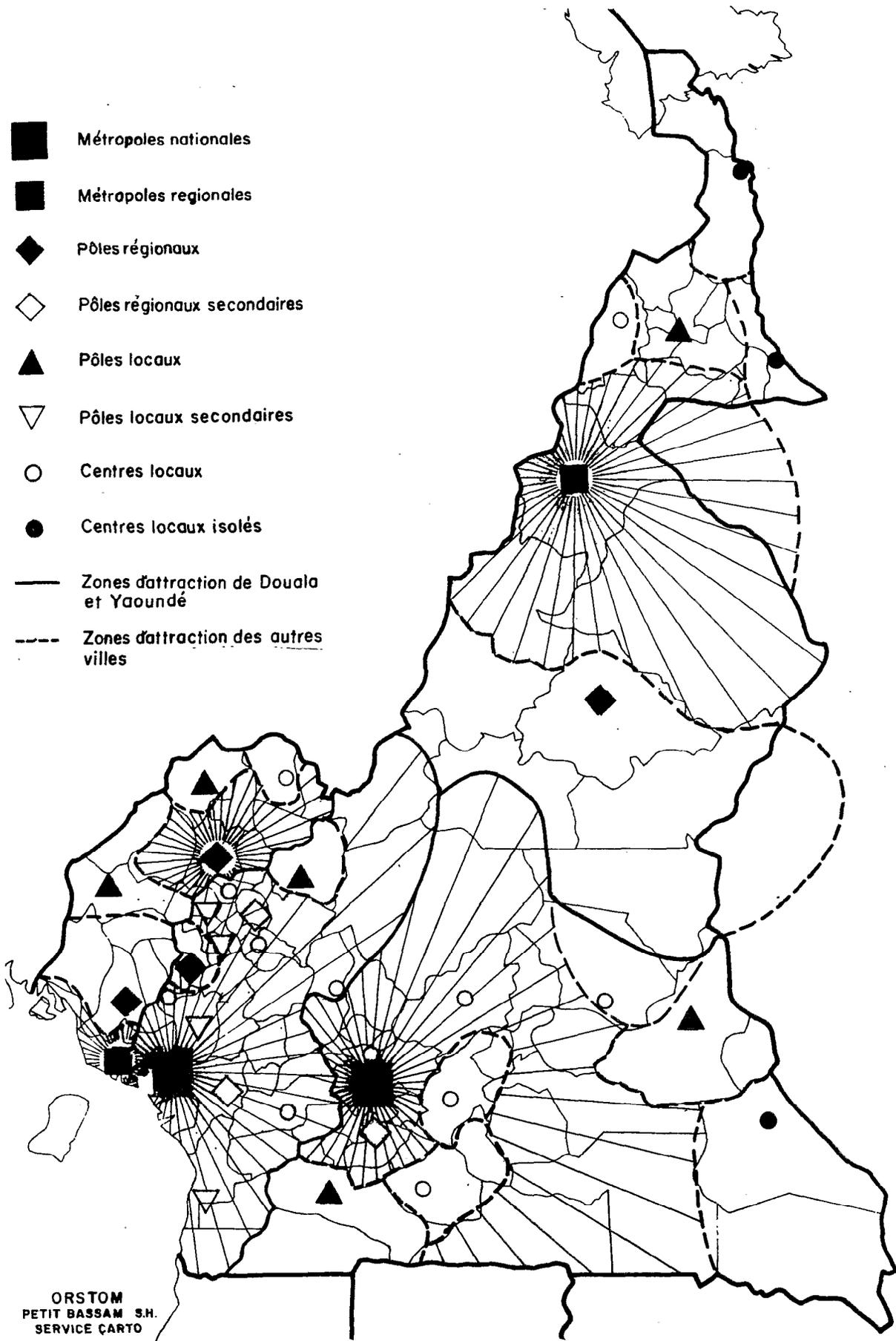
g - Les autres préfectures n'ont qu'un rôle en tout médiocre. Ce ne sont que des «**centres locaux**», qualificatif que l'on ne peut même pas accorder à **Abong Mbang**.

h - Mais trois de ces petites préfectures mal équipées et sans dynamisme exercent tout de même chacune une attraction sans concurrence sur son propre département (malgré la faible mobilité de leurs habitants) grâce à leur position d'isolats très mal reliés au reste du pays, d'où la situation originale de «**centres locaux isolés**», de **Fort Foureau**, **Yagoua** et **Yokadouma**.

Comparons maintenant cette classification urbaine en fonction des attractions démographiques et la hiérarchie des villes selon leurs rôles socio-économiques, tels que nous pouvons les connaître par ailleurs (56) : on observe alors une **frappante similitude**.

La prépondérance nationale de Douala, capitale économique, et de Yaoundé, capitale politique, se retrouve ici clairement, avec la marque de l'encore faible intégration de la partie anglophone du Cameroun dans la première décennie de la réunification. De même, Garoua, métropole administrative, commerciale et industrielle du Nord et la conurbation du Fako : Buéa, capitale politique, Victoria, le grand port, et Tiko, la

(56) Yves MARGUERAT : Atlas du Cameroun, planche XVII, «les villes et leurs fonctions». Édition provisoire multigr. Abidjan-Yaoundé, 1973, 130 p.



Carte 25 – Le Cameroun : synthèse.

plaque tournante commerciale, dominant-elles sans équivoque leurs régions respectives, au particularisme très net.

On peut continuer la liste : Nkongsamba, Bafoussam, Bamenda, Kumba, Mbalmayo, Ngaoundéré... la qualification «migratoire» de chaque ville décrit assez bien ses fonctions de pôle régional ou local, immédiat ou masqué par l'influence plus puissante d'un grand centre proche.

Cette coïncidence des hiérarchies «migratoires» et «fonctionnelles» paraît aller de soi. Mais si l'on regarde la situation de la Côte d'Ivoire (57), on y aperçoit une réalité toute différente : indépendamment de la structuration du réseau urbain, toutes les villes sont essentiellement peuplées d'«étrangers», c'est-à-dire de Dioula et Malinké, traditionnellement commerçants, venus du nord du pays ou de vrais étrangers, Maliens et Voltaïques surtout. Ainsi, Bouaké (58), deuxième ville du pays, n'est pas peuplée par les gens dont elle est la métropole : on n'y compte en effet que 24% de Baoulé sur 115 000 habitants.

Cette disharmonie complète entre structure des fonctions et structure des migrations provient sans doute de la prépondérance écrasante du rayonnement d'Abidjan, qui empêche que ne se forme, comme au Cameroun, d'autres bassins-versants démographiques que le sien. Mais cette situation nous montre donc que la relation entre les deux types, migratoire et fonctionnel, de relations entre villes et espaces ruraux, n'est pas un problème simple et mérite d'être creusé davantage.

c - L'organisation de l'espace camerounais

«Métropoles» et «Pôles» se répartissent à travers le territoire du Cameroun qu'ils quadrillent et structurent de façon plus ou moins vigoureuse.

En confrontant nos données sur les migrations avec ce que l'on peut savoir par ailleurs de l'organisation régionale du pays, on peut diviser le Cameroun en quatre grandes zones plus ou moins «polarisées».

1 - **Le Cameroun Occidental**, dans la première décennie de la République Fédérale, continue à faire très nettement «chambre à part». Mais cette région est en elle-même fortement morcelée en au moins trois parties plus complémentaires que hiérarchisées : au nord, les hauts plateaux dominés par Bamenda ; au centre, les plaines largement ouvertes sur la Nigeria que contrôlent Mamfé et surtout Kumba ; au sud la région des grandes plantations étendues au pied du Mont Cameroun, c'est là que se concentrent les activités économiques modernes, réparties entre plusieurs noyaux urbains assez étroitement associés pour que l'on puisse parler de conurbation, dont la population active provient essentiellement des hauts plateaux septentrionaux.

2 - **Le Sud-Ouest** est sous la domination directe et impérieuse de Douala, cœur de l'économie camerounaise. L'exode rural massif y a touché même les secteurs purement ruraux, dont les flots d'émigrés se déversent surtout sur les chefs-lieux départementaux, qui acquièrent ainsi un rôle local - voire régional - important, mais ce n'est que dans les deux cas - très différents de nature - de Nkongsamba et de Foumban que l'on voit persister un rayonnement concurrençant efficacement celui de Douala. La puissance de structuration de la métropole portuaire est évidemment renforcée par la présence dans cette région des activités agricoles, industrielles et commerciales les plus dynamiques du pays et d'un réseau de communication serré qui supporte les échanges les plus intenses.

3 - **Le Sud-Est**, sous la dépendance de Yaoundé, est beaucoup moins solidement polarisé : si l'influence de la capitale politique est directe et efficace sur sa proche région, entre le Nyong et la Sanaga,

(57) Voir A.M. COTTEN : «Les petites villes de Côte d'Ivoire». Travaux en cours.

(58) P. CASTELLA et D. BAILLON : Note de synthèse sur la ville de Bouaké. ORSTOM-Abidjan, 1970.

qui est bien peuplée et fort active, elle est ailleurs médiatisée par le rôle des pôles et centres locaux (sauf dans le Haut Nyong, dépourvu de ville digne de ce nom) qui, malgré leur peu de dynamisme, capitalisent sur place l'essentiel de mouvements bien peu ambitieux.

4 - Le Nord est encore bien plus faiblement organisé, et Garoua n'en domine que la partie centrale (tout en mordant largement sur la région tchadienne de Léré-Pala-Fianga). Ngaoundéré, située en amont par rapport aux influences modernisantes, Maroua, forte encore de son ancienne puissance, Mokolo, Yagoua, Fort Foureau, trop faibles et trop isolées pour s'intégrer dans un système d'échanges organiquement structuré, ne sont guère moins rayonnantes que Garoua et ne lui sont que très imparfaitement subordonnées.

On a donc une très nette dégradation de la structuration de l'espace entre, d'une part l'ex-Cameroun Occidental, polarisé autour de trois centres non hiérarchisés, et le Sud-Ouest, vigoureusement centré sur Douala, et, d'autre part le Sud-Est que Yaoundé ne contrôle que par l'intermédiaire de centres locaux, puis le Nord, sans organisation véritablement structurée.

Dans les années à venir, on peut s'attendre, pour de nombreuses raisons (surtout du fait du développement des voies de communication) au renforcement de la polarisation sur les deux métropoles nationales. En particulier, l'ouverture de la route Douala-Tiko et de la voie ferrée Mbanga-Kumba, la reconstruction de l'axe Douala-Nkongsamba-Bafoussam-Bamenda, l'essor du port de Douala et le déclin de celui de Tiko et, de manière générale, la fusion toujours plus profonde des deux anciens États entraîneront inéluctablement le passage des régions de l'ex-Cameroun Occidental dans l'orbite de Douala. Bamenda, du fait de son isolement et de l'intimité de ses liens avec les hauts plateaux qui l'entourent, gardera vraisemblablement une large autonomie. De même, il faut s'attendre à un renforcement de Bafoussam et à un déclin relatif de Nkongsamba ; toutes ces villes de la zone sud-occidentale : Victoria, Kumba, Loum, Nkongsamba, Bafoussam, Édéa... se transformeront en relais de l'influence toujours plus autoritaire de Douala, c'est-à-dire en « pôles régionaux (ou locaux) secondaires ». Le reste du pays devrait évoluer beaucoup moins vite. Cependant, une perturbation importante interviendra dans les années à venir : l'achèvement du chemin de fer transcamerounais en 1974 transfèrera sur Ngaoundéré (mais sous le contrôle indirect de Yaoundé) une bonne part des fonctions commerciales qui font actuellement la force de Garoua, dont l'essor et la puissance polarisante seront certainement ralentis, mais on peut croire que ses fonctions politiques et économiques (en particulier ses industries) permettront à la capitale du Nord de continuer à croître sur sa lancée.

IV - Confrontations numériques

Avec les multiples réserves que nous avons énoncées dans notre introduction, nous disposons donc d'une analyse chiffrée des phénomènes d'exode rural, dont notre «taux de mobilité générale» donne sans doute l'image la plus intéressante. Il est donc tentant de confronter ces données numériques avec celles dont nous pouvons disposer par ailleurs sur les problèmes humains du pays, c'est-à-dire, successivement, les variations du volume de la population par unité administrative durant ces dernières années, la proportion des citadins par arrondissement, la densité rurale, la scolarisation et enfin la circulation générale que nous ne pourrons qu'évoquer, car les données dont nous disposons sont là beaucoup moins détaillées. La première de nos données - accroissement ou diminution de la population - est plus ou moins un effet des migrations vers les villes, les autres sont généralement proposées comme explications au phénomène de l'exode rural : la recherche de leur corrélation (59) nous instruira sur la validité de ces hypothèses.

1 - TAUX DE MOBILITÉ GÉNÉRALE ET TAUX DE VARIATION ANNUELLE DE LA POPULATION (carte 26)

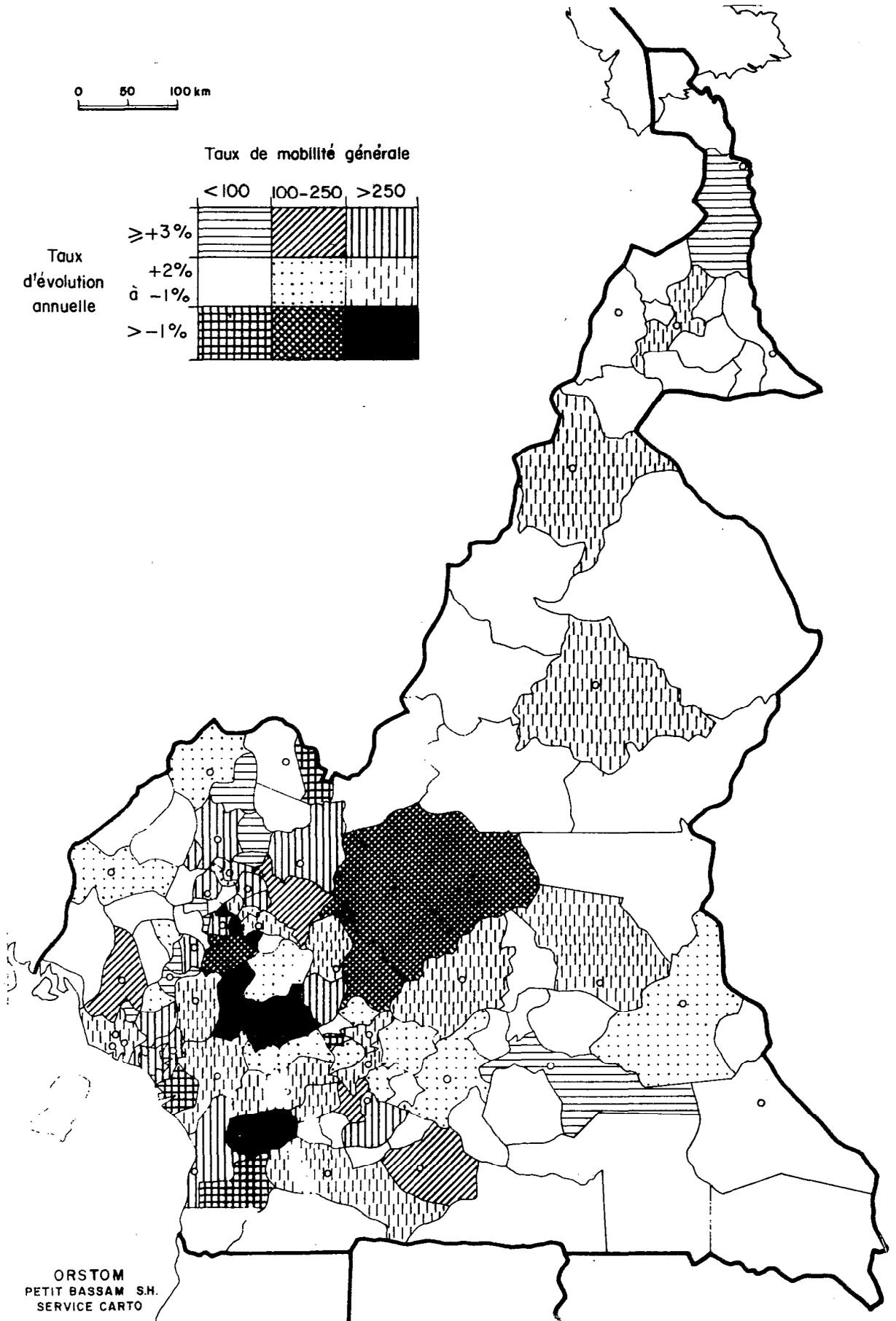
Première confrontation qui vient à l'esprit : le rapport entre l'intensité (ou la faiblesse) de l'exode rural et l'augmentation ou la décroissance de la population des arrondissements d'origine.

Pour mesurer ces dernières, nous utiliserons l'étude faite par Jean MARZIN (60) qui a minutieusement confronté toutes les données démographiques disponibles sur la décennie écoulée et s'est efforcé de les harmoniser afin d'obtenir pour chaque arrondissement une **moyenne annuelle de l'évolution de la population** (61). Malheureusement, ce bilan ne fait pas la distinction entre populations urbaines et populations rurales (sauf pour l'arrondissement de Yaoundé), et fausse donc la perspective, puisque des villes à croissance rapide comme Garoua, Bertoua, Nanga Eboko ou Yabassi suffisent à compenser largement l'affaissement démographique des parties rurales de leurs arrondissements. C'est pourquoi, parmi les taux

(59) La fragilité de toutes nos données numériques exclut nécessairement tout traitement mathématique poussé qui exacerberait les risques d'erreur. Nous nous contenterons d'une approche très grossière, mais néanmoins indicative.

(60) Cf. note (15), p.24.

(61) Ce ne fut pas toujours possible, comme à Moloundou, où la sortie massive des Pygmées hors de la forêt a bouleversé les statistiques dont on disposait auparavant sur la région.



Carte 26 – Rapport entre le taux de mobilité générale et le taux de variation annuelle de la population.

d'évolution moyenne annuelle des arrondissements préfectoraux, un seul, celui de Bangangté, est négatif (-0,4%) et seuls ceux d'Ebolowa, Obala, Nanga Eboko et Yabassi sont inférieurs à + 1%, tandis qu'à l'inverse beaucoup d'entre eux se trouvent parmi les taux de croissance les plus forts (Nkongsamba, Sangmélina, Mbalmayo : + 4%, Bafang, Bafoussam, Douala : + 5 à + 6%, Yaoundé-ville : + 8%). Ils représentent donc la partie la moins significative de notre analyse comparative.

On voit donc, (tableau 4) que les arrondissements connaissant le déclin démographique le plus accentué sont parmi les plus «migrateurs» : Bana perd chaque année 3,2% de sa population, Company 3,7% et Yingui 5,1% ; leurs taux de mobilité générale sont respectivement de 638, 280 et 560 U.C.M. pour 1000 habitants. Il est donc hautement probable que l'exode vers les villes est là un facteur très important de cette dépopulation rapide, de même qu'à Lolodorf, Ngambé, Ndom et Bazou et - avec des proportions d'exode rural plus faibles - à Ntui, Yoko, Petit Diboum, Nkondjok, ou - avec un taux de décroissance très léger - à Bangangté, Bangou et Pouma. Mais la signification locale de ces rapports est évidemment très différente dans les régions fortement peuplées, comme le pays bamiléké méridional, dont le réservoir humain, même entamé (62), reste considérable et dans les zones déjà très peu peuplées (forêts du pays bassa et de sa périphérie, savanes d'outre-Sanaga) qui sont menacées de tomber à brève échéance dans une désertification à peu près totale, en tous cas en dessous de ce seuil de 2,5 à 3 habitants au km² que l'on considère comme le strict minimum de densité nécessaire pour assurer à une région quelques chances de développement ou de simple survie.

Tableau 4
Exode rural et variation annuelle de la population (par arrondissement)
Taux de Mobilité Générale

Variation annuelle de la population	Nombre d'U.C.M. pour 1000 habitants								
	< 25	25-99	50-99	100-149	150-199	200-249	250-399	400-599	≥ 600
≥ + 5 %		1	2						
+ 4 %	2		(1)				(1) 1	1	(4)
+ 3 %	1		(1) 2	(2) 2			(3) 1	(2) 1	
+ 2 %	3	7	(1) 3	2	(1) 1	2	(2)	(1)	(1)
+ 1 %	(1) 4	8	(2) 6	(1) 1	(1)	(1) 1	(3) 1	(1)	
+ 0,9 à 0 %	1	3	4		1	1	(3)	1	(1) 1
0 à -0,9 %	2	1	1		1				(1) 1
- 1 %			3	1	2			1	1
- 2 %	1			1			2		
≥ - 3 %							1	1	1

(entre parenthèses) = arrondissements préfectoraux

Mais on observe qu'il y a aussi de nombreuses régions où la population stagne (Bansoa, Monatélé, Bengbis, Ayos, Tcholliré, Tignère...), s'affaisse (Campo, Djoum, Poli...) ou s'effondre (Dizangué, Akom II, Evoudoula, Nwa) sans que le départ vers les villes puisse être considéré comme une explication satisfaisante

(62) L'exode frappant essentiellement les hommes adultes et les jeunes femmes, la situation démographique du Naut Nkam et du Ndé est inquiétante à moyen terme, en particulier pour l'agriculture vivrière qui ne repose plus que sur les vieilles femmes. Voir les enquêtes de la SEDES.

à cette dépopulation. Si à Dizangué ou à Mélong les conditions économiques locales liées à l'évolution des plantations peuvent intervenir, on assiste ailleurs à une décadence démographique issue des problèmes internes de sociétés sans dynamisme, condamnées - pour n'avoir pu ou su s'adapter à un monde en mouvement - à une plus ou moins prochaine disparition.

La moitié environ des arrondissements connaissent une croissance régulière de + 1% à + 2,9% par an, correspondant à la moyenne nationale de +2,3%. Les taux de mobilité y sont très variables, mais les arrondissements préfectoraux - peu significatifs donc - y monopolisent les fortes valeurs. Notons cependant parmi celles-ci la présence de Makak et, dans des taux plus moyens, celle de Mfou, Okola, Saa, Ndikiniméki, Bangem, pour lesquels un exode rural assez important n'empêche pas la poursuite de l'essor démographique, alors qu'il semble l'avoir compromise dans les arrondissements à population stagnante comme Essé, Batcham, Bamendjou ou les parties rurales de celui de Yaoundé.

Parmi les zones à accroissement rapide, on aperçoit deux groupes bien distincts : l'exode rural y est soit fort (supérieur à 250 U.C.M. pour 1 000 ruraux), soit faible (inférieur à 135). Dans le premier camp, les seuls arrondissements non-préfectoraux sont ceux de Bokito, Bandjoun, Baham (4,6% d'accroissement annuel malgré un taux de mobilité de 446) et Dibombari. Ce sont donc là des régions à vitalité démographique exceptionnelle pour tenir ainsi de front un accroissement sur place et un courant d'émigration également considérables. Bien que non négligeable, ce dernier est bien moindre à Ngoumou, Doumé, Ndop et aussi Fort Foureau et Abong Mbang, où la croissance de la préfecture elle-même représente peu de chose à côté du renforcement de la population rurale. Cette capitalisation sur place en pôles de peuplement rural atteint son sommet avec l'arrondissement de Njinikom, où l'accroissement annuel dépasse les 7%, ce qui tôt ou tard aboutira à la formation d'un courant déversant les trop-pleins humains vers les villes.

Tout autre est le cas des arrondissements caractérisés par l'émigration la plus faible et un accroissement humain rapide : Foubot (dans une certaine mesure), Mbo, Kékem, Galim, Manjo, Loum, Muyuka sont en effet des zones d'immigration rurale, courant qu'il nous est impossible de chiffrer, mais dont on soupçonne ici l'intensité.

Les relations entre exode rural et évolution de la population sont donc extrêmement variables d'une région à l'autre, selon toute la gamme des situations locales.

2 – TAUX DE MOBILITÉ GÉNÉRALE, VOLUME DES VILLES ET PROPORTION DES CITADINS (cartes 27 et 28)

Au cours de notre analyse est revenue comme un leit-motiv l'idée que la présence d'une ville (c'est-à-dire un rassemblement humain doté de fonctions spécifiques) déclenchait l'exode rural. Pour la vérifier, superposons à notre carte du «taux de mobilité générale» (63), la liste des villes du pays, selon les grandes catégories de taille (64), d'où la carte 27.

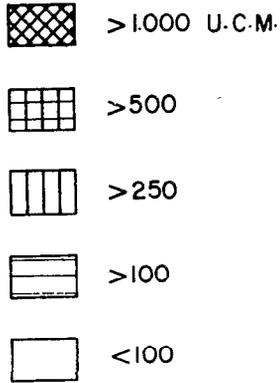
La correspondance est nette entre la présence de grandes cités, dotées de fonctions administratives, sociales et économiques importantes, et un fort taux de migration dans les campagnes qui les entourent immédiatement : on retrouve tout naturellement en tête Douala, Yaoundé, Nkongsamba, Bafoussam et, dans une moindre mesure, Garoua (en région faiblement évoluée), Bertoua (malgré la petite taille de la

(63) Carte 2.

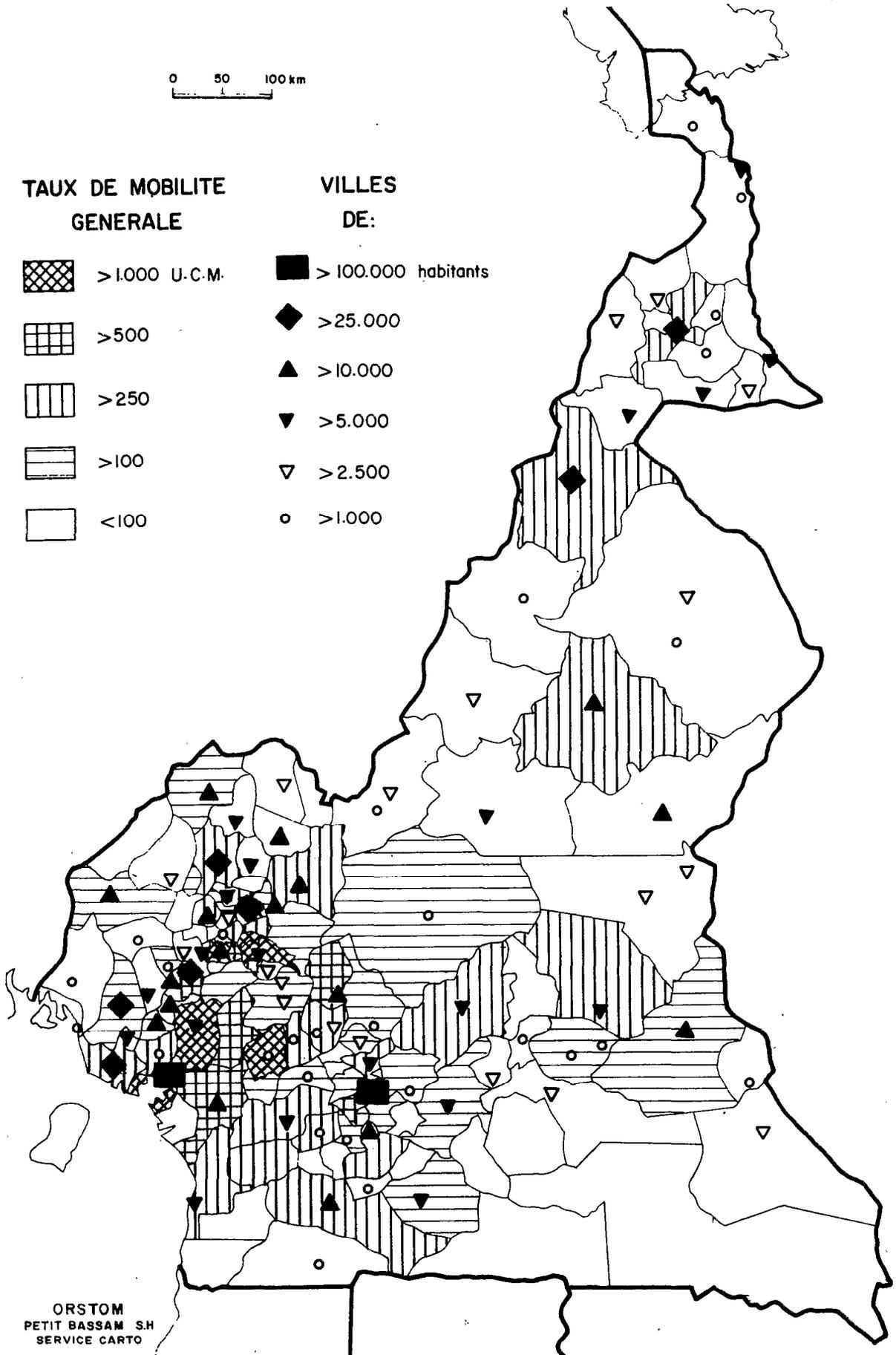
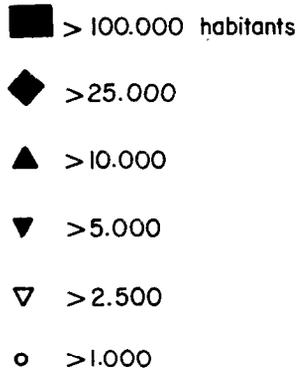
(64) Les chiffres que nous avons adoptés pour les villes ne coïncident pas toujours avec ceux du «Tableau de la population du Cameroun», troisième édition, ORSTOM, Yaoundé, 1971, qui fait la synthèse des résultats du recensement de 1967-1969.

0 50 100 km

**TAUX DE MOBILITE
GENERALE**



**VILLES
DE:**



ORSTOM
PETIT BASSAM S.H
SERVICE CARTO

Carte 27 - Rapport du taux de mobilité générale et de la population des villes.

capitale de la Province de l'Est), la conurbation Victoria-Buéa-Tiko (dans une région où prédomine l'immigration rurale) ; de même Maroua, Ngaoundéré, Ebolowa, Mbalmayo, Fouban, Dschang, Bamenda sont des villes considérables par la taille et les fonctions au milieu d'arrondissements fortement touchés par l'exode rural. Tout aussi naturellement, nous retrouvons à l'autre bout de l'échelle, parmi les moins «migrateurs», la majorité des arrondissements dépourvus de centre urbain important, même quand leur petit chef-lieu est doté du rang de préfecture (Abong Mbang, Nkambé, Mokolo).

Les «anomalies», cependant, sont nombreuses : grande ville sans exode rural, ou puissant exode rural sans ville. Le premier cas est particulièrement représenté par Kumba mais nous avons déjà vu que son arrondissement (particulièrement les environs immédiats de la ville, spécialisés dans les cultures vivrières pour les marchés urbains de la région et les zones des grandes plantations de Mukonjé au sud, Ikiliwindi au nord et surtout Mbongué à l'ouest) est l'objet d'une puissante immigration rurale et que les 37 000 habitants de la ville elle-même sont en grande majorité des étrangers (au propre et au figuré). De même, ce phénomène de peuplement immigré pour la ville et la campagne explique le cas des grosses agglomérations du Mungo central : Manjo, Loum, Mbanga. Mais dans le cas de villes moyennes comme Mamfé, Wum, Batouri ou surtout les villes du Nord : Méïganga, Guider, Kaélé, Yagoua, dont certaines sont de vieilles capitales politiques (Banyo, Tibati, Rey Bouba, Fort Foureau - Kousséri...), c'est bien la très faible «modernisation» (monétarisation, évolution sociale, scolarisation...) qui est en jeu.

Autre situation intéressante : un exode rural massif sans rapport avec la petitesse du noyau urbain (Bangangté, Yabassi) ou son absence plus ou moins totale (pays bassa et sa périphérie, pays bamiléké, l'un et l'autre d'habitat traditionnellement dispersé), où, donc, cet élément d'explication ne joue plus.

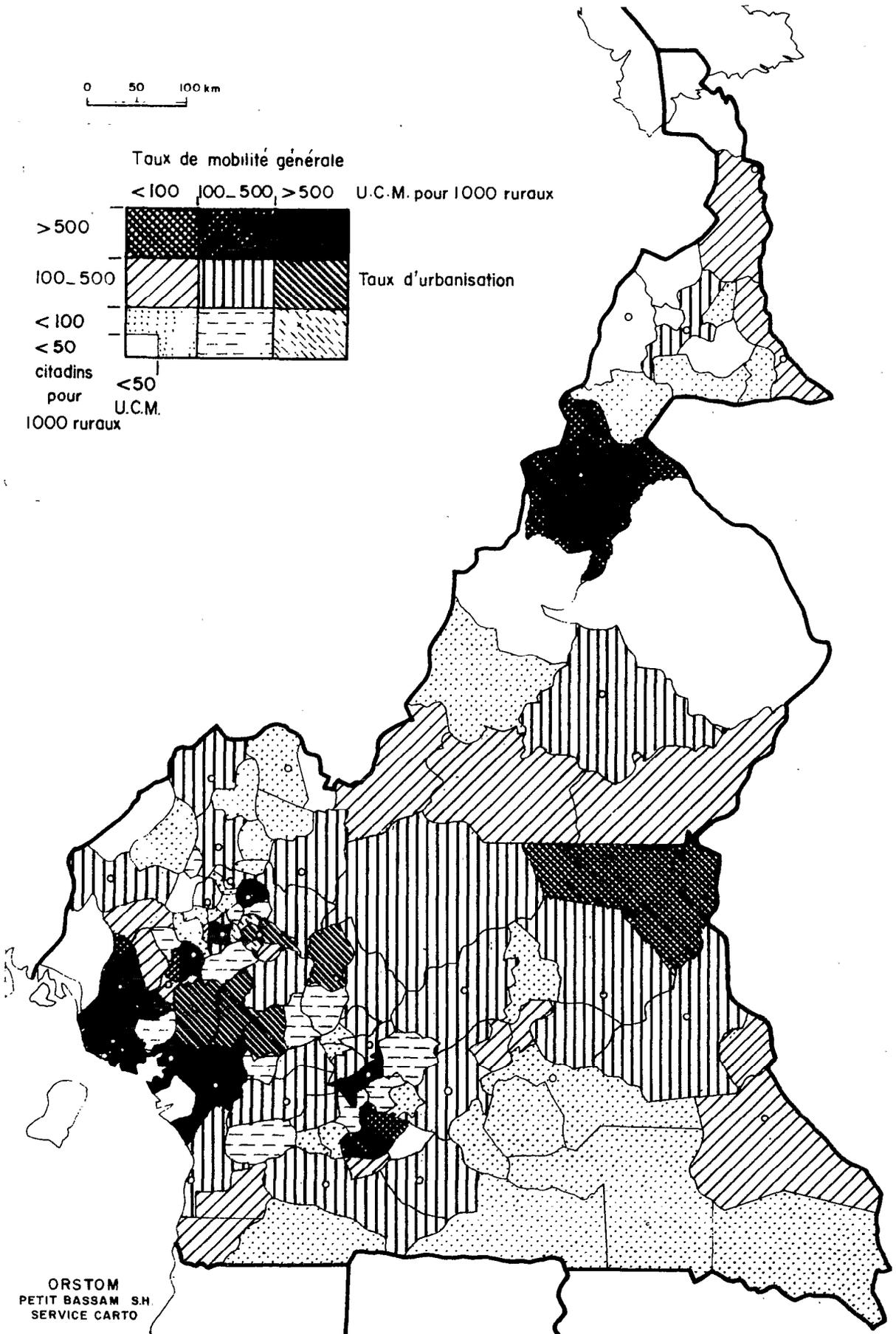
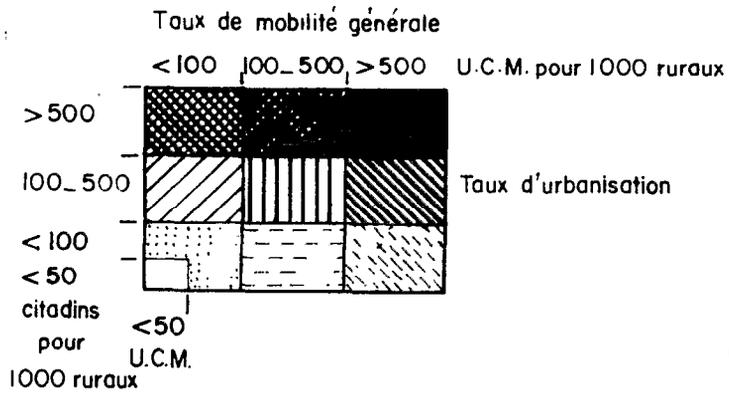
Essayons d'affiner notre analyse : au delà du simple volume des villes, calculons la **proportion d'habitants** qu'elles représentent par rapport à la population des campagnes. En conservant toujours comme

Tableau 5
Exode rural et degré d'urbanisation (par arrondissement)

Proportion de citoyens pour 1000 ruraux (par arrondissement)	Taux de mobilité générale									
	< 25	25-49	50-99	100-149	150-199	200-249	250-349	350-499	500-999	≥ 1000
> 2000				1					(2)	(1)
750 à 1100				(1)			(2)		(1)	(2)
600 à 749		1								
500 à 599		1	1				(1)			
400 à 499		1	2				(1)	(1)	(1)	
300 à 399		1	(1) 1	1		1	(2)	(3)		(1)
250 à 299	1		1	(1)			(1)	(1)		
200 à 249	1		(1)		(1) 1	(1)	(1)			(1)
150 à 199			(1)	(1) 2	(1)	1	(2) 2		1	
100 à 149		2	(1) 3	1						1
75 à 99	2	6	(1) 3	1		1	1			
50 à 74	3	4	(1) 3	1	1	2	2	1		
25 à 49	(1) 6	3	5		1					
< 25		3	1	3	1			2	2	1

(entre parenthèses) = arrondissement préfectoral

0 50 100 km



ORSTOM
PETIT BASSAM S.H.
SERVICE CARTO

Carte 28 - Rapport entre taux d'urbanisation et taux de mobilité générale.

base l'unité des 1000 ruraux (qui est celle de notre taux de mobilité), on obtient un **taux d'urbanisation** qui va de moins de dix «citadins» au chef-lieu de l'arrondissement (65) pour 1000 ruraux (Bana, Bazou, Bangou, Fontem...) à 2750 pour celui de Nkongsamba, 4200 pour Yaoundé, 15000 pour Douala. Notre hiérarchie est donc ici beaucoup plus diversifiée qu'avec le simple volume des villes.

Le tableau 5 nous montre un bel exemple de distribution des unités selon une médiane couvrant toutes les valeurs de taux d'urbanisation et de taux de mobilité variant de concert, et d'autre part deux divergences, de chacune une vingtaine d'arrondissements (soit un tiers du total à elles deux), l'une marquée par un «excès» de mobilité, l'autre par un «excès» d'urbanisation par rapport à la norme commune.

Ce dernier cas est en particulier celui de l'arrondissement de Bétaré Oya-Garoua Boulay (mais notre approche est sans doute faussée par l'absence dans nos calculs des migrants vers ces deux villes de 4 à 5000 habitants chacune, et surtout de la première qui recrute sans doute presque exclusivement sur place ; le problème est le même, bien qu'à un plus faible niveau, pour Méïganga, Tibati, Banyo...) et celui des arrondissements d'immigration de l'Ouest (Kékem, Tonga), du Mungo central, du Mémé (Kumba et Tombel) et du Fako (Victoria et Muyuka) où la concentration humaine est en fait bien plus forte encore, vu l'existence des camps de travailleurs des plantations et des gros villages où se regroupent les immigrants. Ces deux types d'explication de la mobilité par négligence des villes secondaires et taux de mobilité apparent faussé par l'immigration, rendent compte de la plupart de nos cas «aberrants» par excès d'urbanisation. Ce n'est que très près de la médiane que l'on rencontre des arrondissements effectivement caractérisés par un faible exode rural malgré une urbanisation moyenne (de 100 à 300 citadins pour 1000 ruraux) : ainsi Ayos (mais sa sous-préfecture s'est gonflée depuis quarante ans de la présence d'un très important hôpital), Fort Foureau, Yagoua et Yokadouma (c'est-à-dire les trois préfectures «isolées»), Campo, Akom II, Ngoulémakong, Nguélémendouka, Ndélélé, Nguti... toutes zones forestières ou frontalières malaisément accessibles, souvent en situation démographique malsaine, où le petit (parfois tout petit) centre urbain est le seul pôle humain de quelque activité.

A l'inverse, les régions du Sud-Ouest se caractérisent par l'indépendance de l'exode rural (massif) par rapport à l'urbanisation qui est moyenne (Bangangté atteint tout de même les 10000 habitants), faible (Lolodorf, vieux centre qui n'a jamais pu «décoller») ou nulle (Bandjoun, Bangou, Bali, Bangem...). Même les arrondissements toujours moins «migrateurs» que leurs voisins immédiats, comme Ndom et surtout Pouma, se retrouvent ici avec des taux de mobilité très supérieurs à ce que laisserait augurer la faiblesse de leur infrastructure urbaine. Mais ce modèle de comportement ne peut pas être évoqué pour expliquer les cas de Dibombari, Essé, Mfou, Ngoumou et peut-être Saa : la proximité des grandes métropoles y éclipe complètement le rôle (ou l'absence de rôle) de leur propre chef-lieu (d'ailleurs pas toujours négligeable, comme c'est le cas pour Saa, vivante petite ville au cœur d'une région très peuplée et très active).

Les véritables exceptions à la liaison normale «urbanisation = émigration rurale» sont donc en fait assez peu nombreuses et correspondent à des situations locales bien particulières, dont il faut chercher ailleurs les éléments d'interprétation.

(65) En y adjoignant parfois la population d'une seconde ville aussi importante - ou plus - que le chef-lieu (cas de Makénééné, Garoua Boulay, Rey Bouba, Batibo, Ombessa, Dimako, Awaé, ajoutés ici à Ndikiniméki, Bétaré Oya, Tcholliré, Gwofon, Bokito, Doumé et Essé.

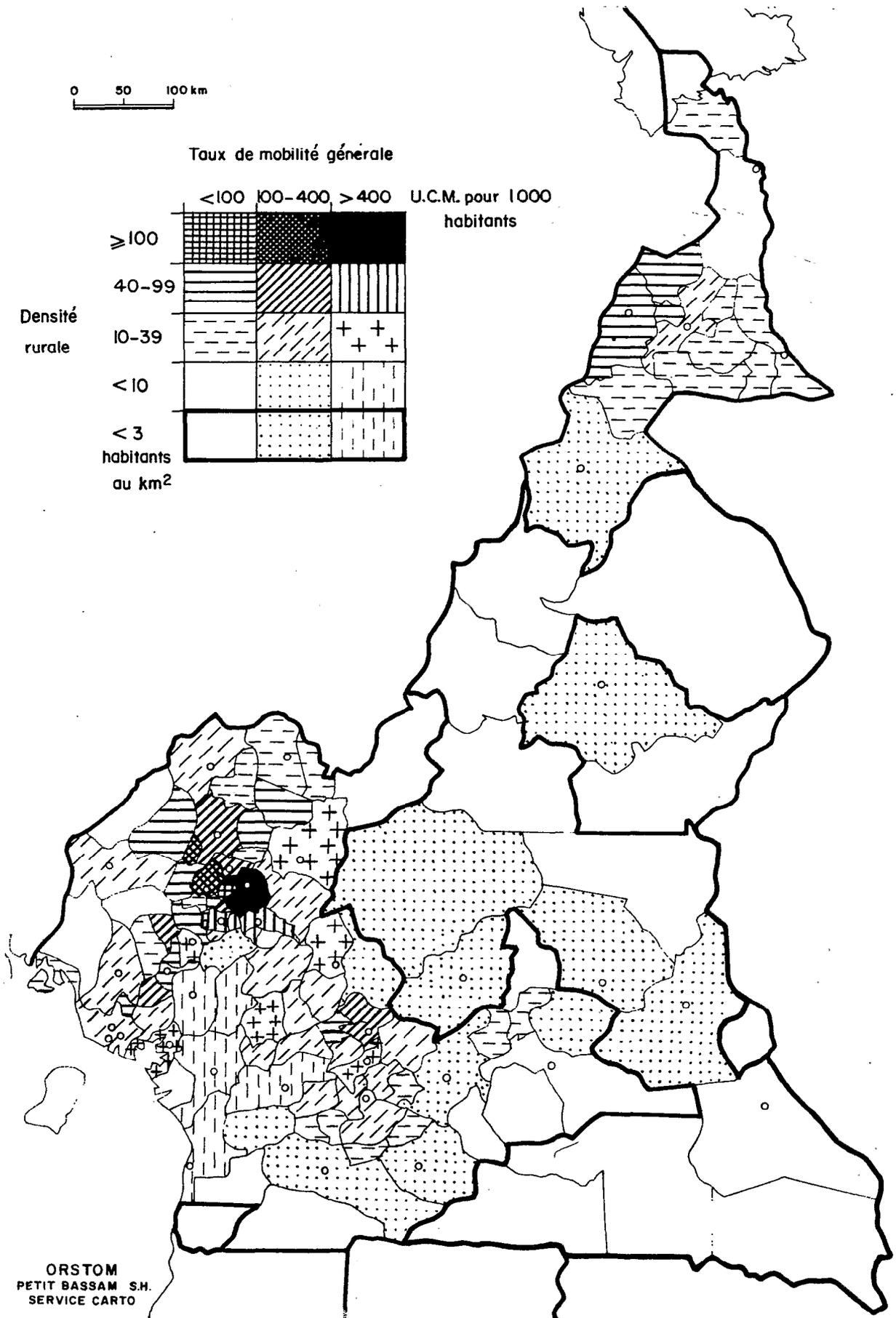
3 – RAPPORT ENTRE DENSITÉ RURALE ET TAUX DE MOBILITÉ GÉNÉRALE (carte 29)

Il est évidemment logique de rechercher un lien entre surcharge humaine des campagnes (66) et exode rural. Mais le tableau 6 nous démontre l'absence de toute corrélation régulière : on rencontre aussi bien des régions très densément peuplées qui sont sources d'importantes migrations vers les villes (en particulier Bafoussam, Bangou, Bafang, dont les densités vont de 88 à 114 habitants au km² et dont le taux de migration est toujours supérieur à 1000 U.C.M. pour 1000 habitants), et d'autres tout aussi peuplées qui émigrent peu (Bali, Batcham : respectivement 133 et 228 h/km² et des taux de 126 et 139 U.C.M. pour 1000 habitants) ou très peu (Kékem, Manjo - mais ce sont là deux zones d'immigration - Méri, Fontem, Ndop... qui n'ont que de 35 à 55 U.C.M.) ; à l'inverse il y a des régions presque désertes d'où émanent des flots migratoires massifs (Yingui : 3,2 h/km² - 560 U.C.M. pour 1000 habitants, Edéa : 4,8 h/km² - 978 U.C.M. pour 1000 habitants, Yabassi : 4,4 h/km² - 1895 U.C.M. pour 1000 habitants), cependant on peut ici se demander si la relation de cause à effet n'est pas renversée : le vide humain serait le résultat d'un exode rural trop intense. A l'inverse, les zones forestières reculées et sous-peuplées du Sud-Est et les savanes désertes entre Sanaga et Bénoué ne connaissent, comme cela était prévisible, que des taux de mobilité dérisoires.

Tableau 6
Exode rural et densité rurale (par arrondissement)

Densité rurale en habitants par km ²	Taux de mobilité générale (en U.C.M. pour 1000 habitants)						
	< 50	50-99	100-199	200-399	400-599	600-999	≥ 1000
> 150		1	1		2		
100-150		1	1	1			2
80-99	1			1	1		1
60-79	2	2	1	2			
40-59	5	4	2	1		1	1
30-39	5		2	4	1	1	
20-29	5	4	1	2			
10-19	2	5	4	6	2		2
5-9	4	2	5	2	2		
3-4	3	6		2	1	1	1
< 3	8	2	2	2			

(66) La densité est calculée selon notre convention d'origine : toute population extérieure à nos trente-neuf villes est réputée «rurale». Ce peuplement des campagnes de régions comme Tibati, Bétaré Oya, Banyo est donc encore bien plus faible que ce que nous voyons ici. L'obligation de travailler, avec comme unité minimale l'arrondissement, est ici assez gênante, car un certain nombre de ceux-ci sont assez hétérogènes : ainsi celui de Bafia a 32 h/km² au sud de la rivière Mbam, et 3 au nord, celui de Mora de 100 à 250 h/km² dans les montagnes et de 5 à 0,5 dans les plaines sous-jacentes...



Carte 29 – Rapport entre densité rurale et taux de mobilité générale.

Ce sont évidemment, ici comme ailleurs, les exceptions qui sont les plus instructives. Parmi les arrondissements mal peuplés et fortement émigrants, on relève bien sûr de nombreux arrondissements préfectoraux dont les courants d'exode rural restent au chef-lieu (Bertoua, Batouri, Garoua, Ngaoundéré) ou se dirigent massivement sur Douala (Édéa, Yabassi, Esèka, Kribi) ou Yaoundé (Nanga Eboko), mais c'est une véritable hémorragie qui frappe d'une émigration relativement massive et «lointaine» des arrondissements médiocrement peuplés et médiocrement urbanisés comme Lolodorf, Doumé, Ntui et surtout Yoko, qui trouve le moyen de compter 198 U.C.M. pour 1 000 ruraux avec une densité moyenne de 0,5 h/km², résultat d'une dépression démographique aux causes profondes et anciennes, dont l'exode rural n'est que l'un des aspects.

La carte 29 nous montre une fois de plus l'originalité du pays bamiléké dans l'espace camerounais, mais aussi sa diversité de détail : s'il est dans l'ensemble très peuplé et source d'un énorme exode rural - à l'exception des arrondissements périphériques en cours de colonisation agraire (Galim, Mbo, Kékem, Tonga) - la partie septentrionale, pourtant très fortement peuplée (153 h/km² à Bansa, 226 à Batcham), est nettement moins marquée par l'exode rural que les zones méridionales (Ndé, Haut Nkam, Mifi du sud), dont les sols beaucoup plus pauvres ne permettent vraisemblablement pas une telle surcharge humaine (67).

Les hauts plateaux occidentaux, qui connaissent en gros les mêmes structures sociales (très favorables à l'aventure individuelle) et les mêmes densités que le pays bamiléké, sont cependant beaucoup moins touchés par l'exode vers les villes, qui n'est notable que dans les arrondissements de Bamenda et Bali : malgré des charges humaines localement très fortes, il reste faible pour la plaine de Ndop, le royaume nso (Kumbo) ou les hauts plateaux, à l'agriculture très prospère, de Njinikom et de Nkambé.

Plus au sud, les zones d'immigration - ou de transit - de part et d'autre du fleuve Mungo ne sont marquées par l'exode rural qu'autour (et à destination) de Nkongsamba et dans les arrondissements les plus méridionaux, soumis à l'attraction immédiate de Douala. Remarquons cependant l'importance de l'émigration de Bangem, arrondissement particulièrement enclavé mais assez bien peuplé (44 h/km²) : il semble que l'on ait là, avec le pays bamiléké méridional, l'un des rares cas où le surpeuplement des campagnes puisse être le moteur essentiel de la fuite vers les villes.

Les autres pôles de peuplement rural du pays, le Margui-Wandala et la Lékié, se caractérisent - le premier par une très faible émigration, toutes les études (68) montrant combien ces excellents paysans sont accrochés à leur sol, - la seconde par des taux modérés, surtout dans les parties occidentales (Monatéfé, Evodoula). On remarquera que l'arrondissement de Saa, qui avec ses 70 ruraux au km² a la plus forte densité du Cameroun forestier, n'a perdu que 191 U.C.M. pour 1 000 autochtones, tandis que Okola, peuplé de seulement 37 h/km² mais à proximité immédiate de Yaoundé, en a laissé partir 215. Les études de A. FRANQUEVILLE (69) ont montré l'originalité du cas étonnant : la tendance au départ vers les villes est très forte (presque les deux-tiers des hommes sont allés vivre en ville), mais l'attachement au sol aussi : la plupart reviennent, après une absence d'une dizaine d'années en moyenne. Des analyses aussi précises nous enseignent combien il faut être prudent devant des données qui photographient une situation à un moment donné, alors que le déroulement dans le temps du phénomène est une variable essentielle, malheureusement ici inaccessible.

(67) Il est certain que toute la population du pays bamiléké (à la relative exception de la Mifi centrale) a été fortement perturbée par la rébellion des années 1959-1962, qui s'est prolongée dans les marges difficiles d'accès jusque vers 1968 ; l'insécurité dans les campagnes et le regroupement autoritaire en gros villages d'une population qui ne connaissait traditionnellement qu'un habitat dispersé, a certainement engendré un déracinement favorisant le départ vers les villes (Bafoussam a ainsi quadruplé sa population entre 1960 et 1970). Mais il faut remarquer que les zones montagneuses des Bamoutou, très propices à l'implantation d'une guérilla irréductible, ont connu ce drame d'une façon particulièrement aiguë et prolongée, et néanmoins montrent l'émigration la plus faible : le facteur agronomique semble donc bien prépondérant.

(68) Cf. J. BOUTRAIS : La colonisation des plaines au nord du Cameroun. ORSTOM, Paris, 1970.

(69) A. FRANQUEVILLE : Deux essais sur les relations villes-campagnes au nord de Yaoundé. ORSTOM, Yaoundé, 1972.

Parmi les zones de peuplement moyen du Centre-Sud, l'exode rural paraît d'autant plus faible que l'on est dans des régions isolées, loin des grands axes (Dzeng, Ngomedzap, Mvengué), mais là encore les nuances locales sont importantes : les régions de Zoétélé et de Ngoulémakong, bien desservies en routes, celles d'Ayos et Nguélémdouka, qui le sont moins mais ont aussi des densités supérieures à la moyenne nationale (11 h/km²), ont des populations visiblement accrochées à leur sol ; alors qu'inversement Ndom et surtout Ngambé et Yingui, aussi mal peuplées qu'inaccessibles, connaissent des exodes monstrueux.

Ce sont là d'autres mécanismes qui sont en cause et la surcharge agraire ne peut donc que très exceptionnellement être invoquée comme élément déterminant.

4 – SCOLARISATION ET EXODE RURAL (carte 30)

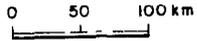
Le déracinement culturel et social provoqué par le passage des jeunes ruraux dans le moule d'une école inadaptée à l'Afrique - peut-être plus encore par sa forme même que par son contenu - est souvent donné comme l'une des causes majeures de l'exode massif vers les villes et leurs mirages. Il est donc intéressant de confronter ici des données statistiques sur le nombre d'élèves scolarisés dans le Primaire pour 1000 habitants (70) et notre «taux de mobilité générale» calculé sur la même base.

A l'échelle des zones, il y a un parallélisme frappant : le Nord a un taux de mobilité générale de 65 et un taux de scolarisation de 52, l'Est de, respectivement, 132 et 168, le Littoral de 209 et 216, l'Ouest de 411 et 214 (décrochage dû au net retard de la scolarisation des filles sur celle des garçons). Le Cameroun anglophone et le Centre-Sud ont des taux de migration «anormalement» faible par rapport à ceux de leur scolarisation (le premier 90 contre 152, le second 180 contre 233).

Le département est ici une unité d'analyse intéressante, car les taux de scolarisation sont bien moins variés localement que ceux de l'émigration ; ils connaissent une décroissance rapide à partir de la zone sud-occidentale, entre l'Océan et une ligne Bafoussam-Yaoundé-Sangmélina. On remarque ainsi (tableau 7) que tous les départements du Nord ont des taux de scolarisation inférieurs à 100 (de 33 pour le Margui Wandala à 75 pour l'Adamaoua) et des taux d'émigration également inférieurs à 100 (de 20 pour le même Margui Wandala à 99 pour le même Adamaoua). La corrélation est là très nette, de même que pour les départements qui oscillent dans des valeurs équivalentes (ou légèrement supérieures quant à la scolarisation) : les trois départements les moins bien désenclavés de l'Est (Haut Nyong, Kadéï et surtout Boumba-Ngoko et les cinq départements les moins «migrateurs» des provinces anglophones (en particulier les deux du nord : Wum et Nkambé). A l'autre extrémité de la relation se regroupent étroitement les départements caractérisés par l'exode le plus intense (Ndé, Mifi, Haut Nkam, Sanaga Maritime et, secondairement, Nyong-et-Kellé) qui ont tous des taux de scolarisation très forts, à l'exception du Nkam qui, avec ses vastes forêts deshéritées, est la seule partie du Sud-Ouest du pays où ce taux descend légèrement en dessous de 200 élèves pour 1000 habitants.

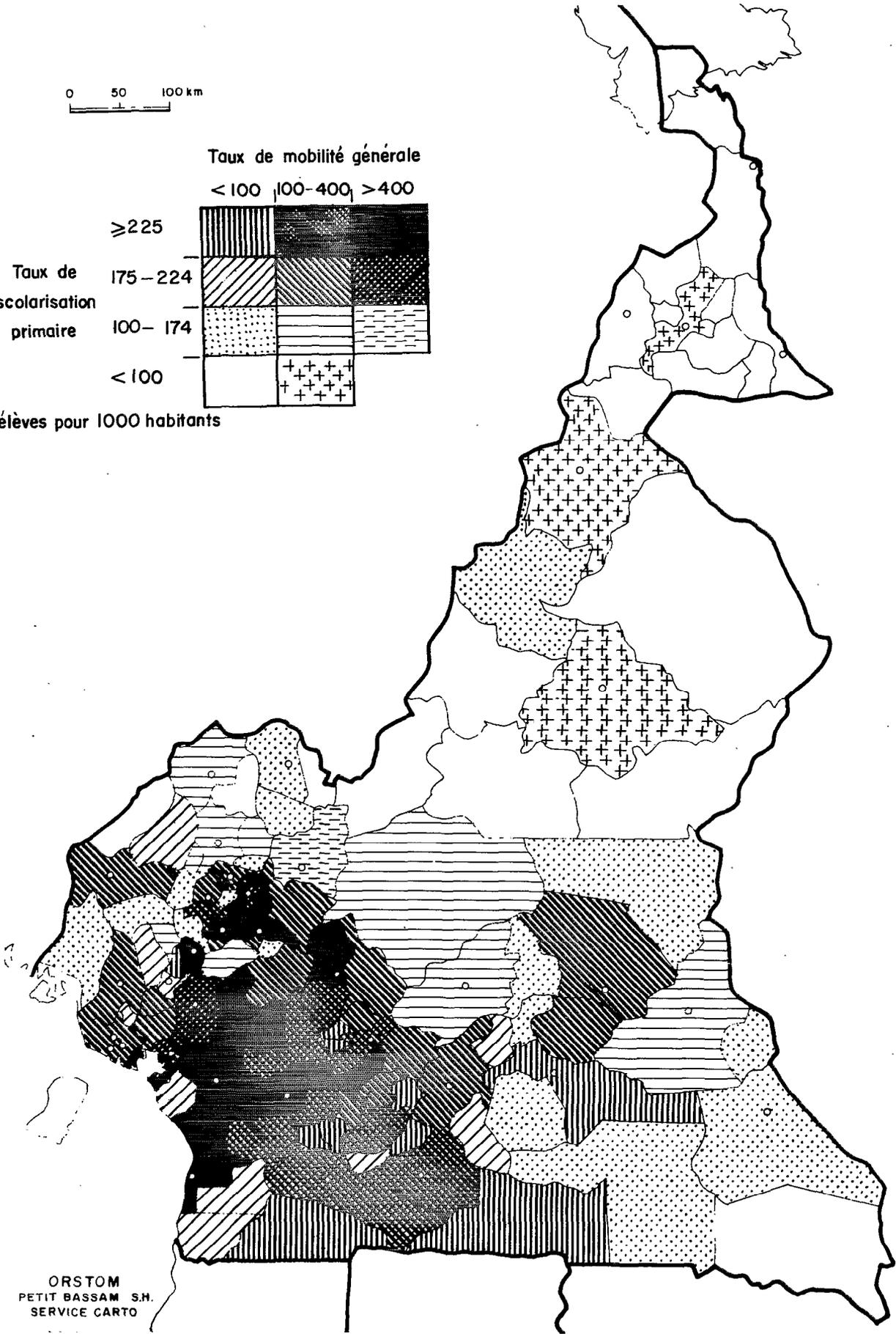
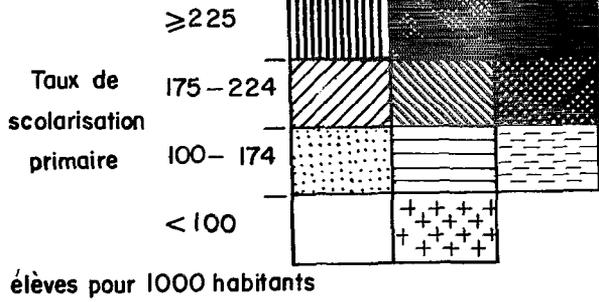
Une dizaine de départements assurent la transition entre ces cas extrêmes (dont le Mbam, la Ménoua, le Lom-et-Djérem, Bamenda...) mais six autres se font remarquer par des taux de scolarisation beaucoup plus forts que ceux de leur émigration : le Dja-et-Lobo, le Ntem, le Nyong-et-Soo, le Nyong-et-Mfoumou, la Lékié, le Mungo (celui-ci peu significatif puisque zone d'immigration). En y adjoignant la

(70) Ce taux de scolarisation calculé en nombre d'élèves pour 1000 habitants est techniquement le seul réalisable, vu l'imprécision des tranches d'âges des recensements (cf. notre étude sur «Les aspects géographiques des problèmes scolaires au Cameroun». ORSTOM, Yaoundé, 1970, multigr.). Les chiffres sont ceux de l'année scolaire 1968-1969 pour le Cameroun Oriental, ceux de 1967-1968 pour le Cameroun Occidental. Les données démographiques ont toutes été recalculées à partir du recensement de 1967-1969.



Taux de mobilité générale

< 100 | 100-400 | > 400



ORSTOM
 PETIT BASSAM S.H.
 SERVICE CARTO

Carte 30 – Rapport entre taux de scolarisation primaire et taux de mobilité générale.

Tableau 7
Exode rural et scolarisation primaire (par département et par province)

Taux de scolarisation primaire	Taux de mobilité générale						
	< 50	50-99	100-149	150-199	200-299	400-600	> 800
≥ 250			Nyong-et-Soo	Lékié	Nyong-et-Kellé	Haut Nkam	
200-249		Dja-et-Lobo	Ntem Nyong-et-Mfoumou Mungo	Méfou Ménoua C.S.	Kribi Mbam L.	Sanaga Maritime Mifi O.	Ndé Wouri
150-199		Haut Nyong Kadéï Kumba Fako Mamfé W	Bamenda E	Bambouto Lom-et-Djerem	Bamoun Haute Sanaga		Nkam
100-149	Nkambé	Boumba-Ngoko					
50-99		Adamaoua Diamaré Mayo Danay Bénoué Wum N					
≤ 50	Logone-et-Chari Margui-Wandala						

Moyennes provinciales : CS = Centre-Sud ; L = Littoral ; O = Ouest ; E = Est ; N = Nord ; W = anglophones

Méfou, aux valeurs migratoires faussées par la présence de Yaoundé (71), cela correspond à un ensemble régional bien précis : le pays pahouin dont la prospérité rurale fondée sur la culture du cacao a sans doute contribué à fixer au sol une population presque intégralement (et depuis longtemps) scolarisée.

Mais s'il y a ainsi parallélisme entre les taux départementaux, on s'aventurerait imprudemment en affirmant une étroite relation de cause à effet.

En effet, la carte 30, à l'échelle des arrondissements, nous confirme cette subtilité dans les diversifications locales. Si près des trois-quarts des arrondissements suivent la corrélation énoncée, les exceptions sont nombreuses : peu significatives quant aux zones à émigration importante et scolarisation faible (Foumban - et secondairement Wum -, Ngaoundéré, Garoua, Maroua, toutes villes à relations très fortes et presque exclusives avec les campagnes environnantes), elles sont remarquables en ce qui concerne la coïncidence d'une forte scolarisation et d'une faible émigration. C'est moins le problème des zones d'immigration rurale ancienne ou organisée (les employeurs, comme par exemple les grandes plantations, ayant

(71) Laquelle n'influe pas, par contre, sur les taux de scolarisation qui sont exactement les mêmes dans la ville et dans les parties rurales environnantes.

des obligations d'investissements sociaux) : Kékem, Manjo, Loum, Tombel, Muyuka, Dizangué, que celui du grand contraste des taux d'émigration à l'échelle de l'arrondissement, dans les régions centrales (le triangle Bafia-Ebolowa-Sangmélina) où le degré de scolarisation est grosso modo homogène (et maximum), et qui connaît des «trous» remarquables - et ici inexplicables - dans le niveau de l'émigration : en particulier Sangmélina, Botmakak, Ngomedzap (l'un des records absolus de scolarisation), Dzeng, Monatélé, Evodoula.

Cette disharmonie entre l'échelle du département et celle de l'arrondissement doit nous inciter à une très grande prudence dans le rapport de causalité entre émigration et scolarisation : celle-ci est sans doute moins la cause elle-même que le reflet des causes de l'exode rural, qui forment un ensemble lié d'une part aux structures sociales des groupes humains, qui les rendent - ou non - réceptives à l'école et maintiennent - ou non - les individus enracinés au sol natal ou au contraire les poussent sur les chemins en quête de promotions nouvelles (c'est très vraisemblablement le cas des Bassa, qui sont de surcroît les plus scolarisés dans le Secondaire, suivis en cela des Bamiléké dont les fondements sociaux (72) sont exceptionnellement stimulants pour l'individu) ; et d'autre part du degré de pénétration de l'économie (hélas impossible à chiffrer) des infrastructures et de l'idéologie moderne, qui sont vraisemblablement en Afrique comme en Europe (73) le moteur essentiel de l'exode rural par les effets de dévalorisation et de destructuration du milieu rural traditionnel qu'elles entraînent, l'école n'étant alors que la partie visible de l'iceberg, élément réel - mais secondaire - de l'ensemble inextricable que forme l'affrontement de deux civilisations, de deux mondes qui se compénètrent.

5 – MIGRATION, CIRCULATION ET ACCESSIBILITÉ (carte 31)

Souvent, au cours de cette étude, nous avons suggéré que l'accessibilité des régions - ou au contraire leur enclavement - était un critère d'interprétation fondamental pour l'exode rural. Malheureusement, il nous est impossible de mettre en parallèle chiffré ces deux données : l'intensité de la circulation est très mal connue en dehors des grands axes et l'analyse de la disposition du réseau des voies de communication est ici insuffisante.

Nous allons cependant esquisser sur la carte 31 une représentation des caractères essentiels de la circulation terrestre en 1967-1969 (74) en donnant une indication - toute relative - de l'importance des courants qui les empruntent.

On y voit que les seules zones de circulation intense sont d'une part la région de Yaoundé (entre Bafia, Eséka, Ebolowa, Sangmélina et Awaé) ; d'autre part la région la plus active du pays, composée des zones portuaires de Douala et de Victoria, du double axe du bas-Mungo (Kumba-Buéa et Loum-Douala), réduit à un seul de Loum au pays bamiléké, où de nouveau s'épanouit un réseau aux mailles serrées, relié par Bamenda à la «Ring Road» qui ceinture les hauts massifs du Cameroun anglophone septentrional et les draine par de nombreuses bretelles de qualité et de trafic très variables ; enfin, dans le nord, de nombreuses

(72) Voir J. HURAUULT : La structure sociale des Bamiléké. Mouton, Paris, 1962. Cette organisation sociale fondée sur la réussite individuelle a été le moteur de la spectaculaire réussite des Bamiléké dans le domaine économique : plantations hier, commerce aujourd'hui, industrie demain.

(73) Voir : «Exode rural et migrations intérieures en France» par J. PITIE, Poitiers, 1971.

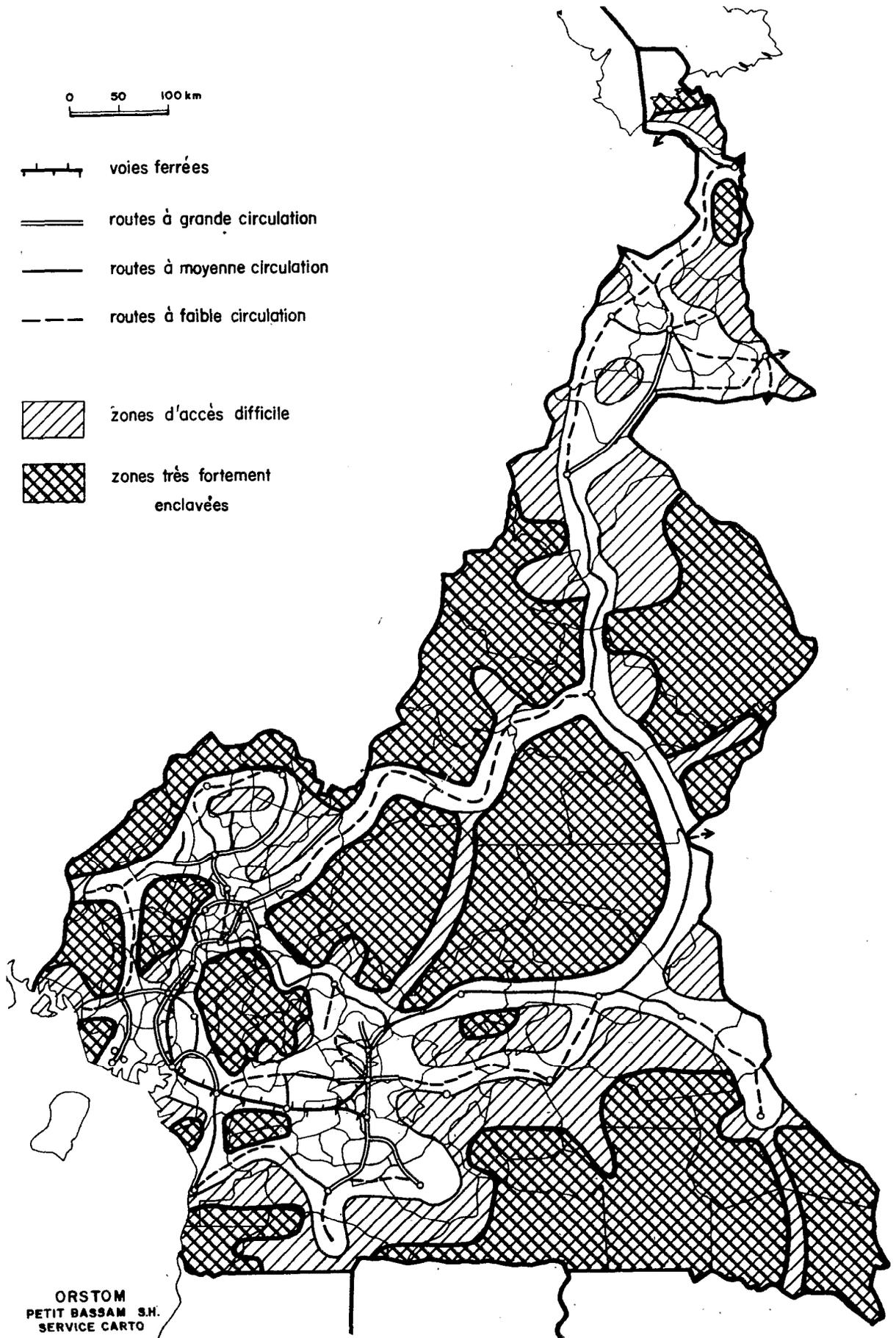
(74) Depuis lors, les modifications principales ont été : à l'ouest l'ouverture de la route directe Douala-Tiko et de la voie ferrée Mbanga-Kumba, assurant enfin une bonne liaison entre Douala et le sud du Cameroun anglophone, la route Yabassi-Bafang et, d'autre part, à l'est la construction du chemin de fer transcamerounais jusqu'à Nanga Eboko en 1968, puis Bélabo (avec liaison routière vers Bertoua) en 1969. L'arrivée à Ngaoundéré est prévue pour 1974. D'importants projets routiers sont en cours pour assurer la pénétration du massif forestier du Sud-Est et améliorer les liaisons Yaoundé-Douala, Yaoundé-Bafoussam-Bamenda, Ngaoundéré-Fort Foureau.

0 50 100 km

-  voies ferrées
-  routes à grande circulation
-  routes à moyenne circulation
-  routes à faible circulation

 zones d'accès difficile

 zones très fortement
enclavées



ORSTOM
PETIT BASSAM S.H.
SERVICE CARTO

Carte 31 - Circulation - Accessibilité en 1968-1969.

pistes disposées en étoile autour de Maroua assurent une desserte - au moins saisonnière - de presque toutes les zones environnantes et les relient à Garoua, cœur économique du Nord. Ces trois régions concentrent la totalité des routes goudronnées du pays (Douala-Nkongsamba-Bafoussam, Douala-Édéa, Victoria-Buéa-Tiko-Kumba, Obala-Yaoundé-Mbalmayo-Sangmélina) et l'essentiel de la circulation.

Elles sont reliées entre elles par des corridors routiers ou ferroviaires (75) : Douala-Yaoundé, Yaoundé-Bafia-Bafoussam, Yaoundé-Bertoua-Ngaoundéré-Garoua,.. mais la circulation importante qui peut s'y faire ne profite guère aux zones traversées ; loin d'être des carrefours d'ampleur nationale, des plaques tournantes économiques, des villes comme Bertoua, Garoua-Boulay, Ngaoundéré .. ne sont que des étapes techniques, où les camions se ravitaillent en essence et en vivres, mais où l'on ne décharge pas, ne vend pas, n'achète pas : l'indice des prix (76) y est aussi élevé que dans les vastes espaces «enclavés» que ces corridors laissent entre eux.

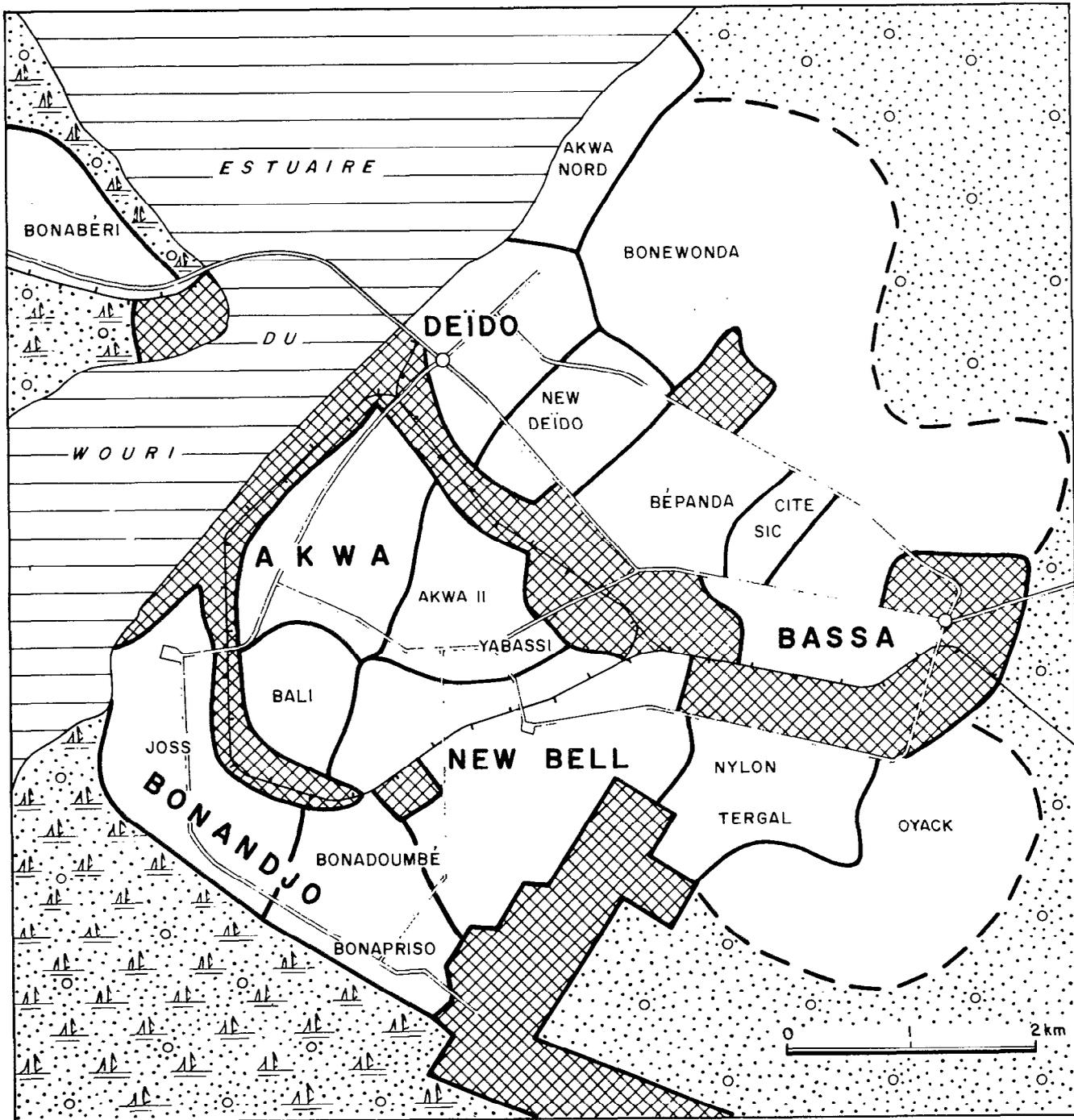
Car la plus grande partie du territoire camerounais se trouve sans routes, ou sans trafic sur les quelques pistes qui le pénètrent. Inaccessibles, ces régions n'ont guère de contacts avec le monde moderne, et correspondent dans l'ensemble aux zones les moins «migrantes». Il est vrai que ce sont aussi les moins peuplées - à l'exception de Bangem, Fontem ou Nguélémdouka -. A l'inverse, comme de juste, les zones les mieux desservies sont parmi les plus touchées par l'exode rural, en particulier le pays bamiléké et la région de Yaoundé. Mais il y a d'importantes exceptions, et surtout les arrondissements de Ngambé, Ndom et Yingui, vraiment très difficiles d'accès (seules leurs sous-préfectures sont jointes par des pistes à peu près carrossables) et ce sont donc là d'autres facteurs d'exode, liés à leurs structures internes et à leur histoire, qu'il faudra invoquer.

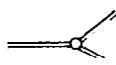
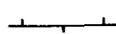
Si, à première vue, comme pour la scolarisation, il y a bien une cohérence d'ensemble entre l'importance de la circulation et celle de l'émigration vers les villes, là encore la relation n'est vraisemblablement pas simple, l'un et l'autre élément appartenant à un vaste ensemble de phénomènes interdépendants qui caractérisent région par région l'irruption du monde moderne dans les divers milieux traditionnels. Cette conclusion, à laquelle nous revenons régulièrement, est donc un appel à de nouvelles recherches, mais cette fois cas par cas, sur les rapports qui s'établissent entre les sociétés africaines et les apports de l'univers extérieur.

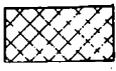
(75) La voie ferrée Douala-Nkongsamba a un rôle bien moins important que la route qu'elle double.

(76) Cf. *Enquête de la S.E.D.E.S. en 1965.*

Annexes



-  Axes routiers principaux
-  Chemin de fer
-  Forêt - Marécage

Espace urbain non habité
(port, aéroport, zones industrielles, emprises
ferroviaires, terrains militaires, etc...) 

Extensions récentes 

d'après Ph. HAERINGER

Les quartiers de Douala

I - LES IMMIGRANTS DANS LA VILLE DE DOUALA

La métropole économique du Cameroun représente un tel poids dans la vie du pays que, malgré notre parti-pris de considérer chaque ville comme un tout, il serait dommage de ne pas évoquer l'organisation interne du plus puissant des pôles migratoires.

1 – Rappel : LES DIFFÉRENTS QUARTIERS DE DOUALA

Une longue évolution de la structure urbaine a fortement diversifié les quartiers de la ville (2). Aux quartiers riverains du Wouri, anciens villages des pêcheurs Douala : Bonandjo (Joss, Bali et Bonadoubé-Bonapriso) au sud, devenu zone administrative et résidentielle, Akwa au centre, quartier commercial et Déïdo au nord (suivi d'Akwa Nord), resté nettement plus traditionnel (3), quartiers dont le statut foncier est bien défini et qui jouissent depuis longtemps des équipements urbains essentiels, s'opposent vigoureusement les quartiers de l'intérieur : l'immense New Bell et tous les secteurs plus orientaux que l'on classera sous l'étiquette de Bassa, quartiers d'immigrants au développement rapide malgré (ou grâce à) une complète irrégularité juridique qui a, dans une large mesure, empêché les Pouvoirs Publics d'y intervenir : à l'exception des lotissements réguliers d'Akwa II (organisés par les propriétaires Akwa) et de New Déïdo (installé par l'État pour les « déguerpis » de New Bell-Congo), la croissance de la partie orientale de la ville (majoritaire maintenant tant en population qu'en superficie) s'est fait de façon fondamentalement spontanée - ce qui ne signifie pas que ces quartiers soient des bidonvilles : en dehors des redoutables problèmes de voirie de New Bell et du sous-équipement général de ces quartiers, l'habitat y est toujours décent et le « milieu de vie », en particulier dans les quartiers récents septentrionaux, tout à fait satisfaisant (4).

Différents, voire opposés, dans leur statut, dans leur allure, dans leurs fonctions, ces quartiers le sont aussi dans leur peuplement et les courants d'exode rural qui convergent vers la ville se répartissent différemment de l'un à l'autre, comme nous l'indique le tableau 1.

(1) Extraits (remaniés) d'une communication au stage sur l'« environnement urbain » organisé par l'IDEP et l'IPD à Douala en février 1973 et enquête sur le terrain effectuée à cette occasion.

(2) Voir Ph.HAERINGER : « L'urbanisation de masse en question », colloque de Bordeaux 1970. Ed. du CNRS.

(3) De même que Bonabéri, sur l'autre rive du Wouri.

(4) Voir ci-dessous, paragraphe 4.

Population de Douala : distribution des immigrants entre les différents quartiers

Origine	Quartiers								Total
	Bonandjo	Akwa	Déïdo	Akwa II	New Déïdo	New Bell	Bassa	Bonabéri	
Wouri	18 %	22 %	26 %	6 %	2 %	6 %	9 %	11 %	100 %
Nkam	5 %	19 %	12 %	34 %	9 %	4 %	14 %	2 %	100 %
Pays bassa	9 %	8 %	3 %	4 %	1 %	48 %	24 %	2 %	100 %
Mungo	14 %	27 %	16 %	9 %	4 %	11 %	10 %	9 %	100 %
Pays bamiléké	1 %	4 %	0,3 %	3 %	10 %	42 %	36 %	3 %	100 %
Bamoun	5 %	37 %	0,1 %	2 %	3 %	48 %	3 %	2 %	100 %
Centre Sud	10 %	15 %	1 %	7 %	2 %	38 %	24 %	2 %	100 %
Est	18 %	5 %	2 %	3 %	1 %	31 %	39 %	-	100 %
Nord	1 %	22 %	1 %	3 %	0,3 %	65 %	4 %	3 %	100 %
Camer. Occid.	4 %	35 %	1 %	6 %	3 %	34 %	18 %	-	100 %
Nigeria	18 %	26 %	8 %	8 %	0,4 %	38 %	1 %	1 %	100 %
Autres Afric.	14 %	47 %	1 %	9 %	1 %	22 %	5 %	1 %	100 %
Europe & div.	57 %	25 %	5 %	3 %	1 %	0,3 %	8 %	0,6 %	100 %
Total	8,3 %	12,0 %	5,5 %	7,2 %	5,7 %	33,4 %	23,9 %	4,0 %	100 %

2 - LA RÉPARTITION DES IMMIGRANTS ENTRE LES DIFFÉRENTS QUARTIERS

Ainsi, voit-on que les U.C.M. originaires du département du Wouri (authentiques membres de l'ethnie douala, Bassa de la partie orientale du site urbain et rares «étrangers» adultes nés sur place il y a deux ou trois décennies) restent essentiellement concentrés dans les anciens villages aux bords du fleuve : 18% d'entre eux vivent dans les quartiers de Bonandjo, au sud-ouest (respectivement un douzième à Joss, dont les autochtones avaient été chassés en 1909-1914 par le plan d'urbanisation allemand, une grosse moitié à Bali, que les nouveaux maîtres français leur donnèrent en compensation et le reste à Bonapriso-Bonadoubé, ultime concession arrachée à l'administration coloniale finissante), 22% à Akwa et 26% dans les quartiers du nord (pour les deux-tiers à Déïdo et un tiers à Akwa Nord), où les autochtones douala sont restés - au propre et au figuré - maîtres du terrain ; il faut ajouter à ceux-ci les 11% du faubourg de Bonabéri, sur l'autre rive du fleuve. Le dernier quart des natifs du Wouri se dissémine dans les quartiers intérieurs, avec un noyau plus marqué à Bassa, où se trouvent, comme à Akwa Nord, des villages ruraux rattrapés par l'extension de la ville.

Les gens du Nkam, apparentés dans leur majorité aux Douala, se répartissent de façon assez semblable ; toutefois ils sont nettement moins nombreux à Bonabéri et Bonandjo et, inversement, beaucoup plus concentrés à Akwa II, où le quartier «Yabassi» compte en effet un tiers d'originaires de l'arrondissement de Yabassi.

Les Bassa (5) sont beaucoup plus localisés, puisqu'une moitié d'entre eux habitent New-Bell (en fait presque exclusivement ses parties occidentales : T.S.F., Nkongmondo, Nkané, et méridionales : Babylone, Nangué) et un quart Bassa (mais essentiellement au nord de la route de Yaoundé : Ndogbati, Mbaka, Ndokoti) ; concentration paradoxale quand on songe qu'en pays bassa, l'habitat est complètement dispersé, mais qui coïncide bien avec ce que l'on sait des difficultés qu'éprouvent les Bassa à s'intégrer aux autres groupes ethniques.

(5) Y compris ceux du Nyong-et-Kellé, toujours extraits ici de la Province «Centre-Sud».

Les originaires du Mungo, également apparentés de près ou de loin aux Douala, ont une répartition se rapprochant de celle de ces derniers, avec une localisation prépondérante dans les quartiers proches du fleuve, mais avec également une présence notable dans les quartiers orientaux. Les choses se clarifient si l'on isole les immigrants provenant de l'arrondissement de Dibombari, très proche ethniquement et géographiquement ; comme les autres côtiers, ils se regroupent dans les vieux quartiers occidentaux : 27% à Akwa, 22% dans les parties du nord (10% à Déïdo, 12% à Akwa Nord), 17% dans les quartiers de Bonandjo (dont la moitié à Bonapriso), 12% à Bonabéri, faubourg qui est pour eux la porte de la grande ville et où ils sont le groupe proportionnellement le plus nombreux. Les originaires des autres arrondissements du Mungo, au nord de la coupure régionale très nette que constitue la forêt de Kompina, ont un comportement beaucoup plus proche des autres «étrangers» (6) : 28% encore vivent à Akwa, mais 21% se retrouvent à New Bell et 14% à Bassa (contre respectivement 2 et 6% pour les gens de Dibombari).

Les originaires de la Province «Ouest» représentent depuis longtemps le groupe d'immigrants le plus massif et le plus déterminant. Si les Bamoun sont poussés au regroupement par leur religion islamique (d'où la présence de 48% d'entre eux à New Bell, en particulier autour de la grande mosquée dans le quartier à dominante musulmane de Lagos) et leurs intérêts commerciaux (37% d'entre eux à Akwa), les Bamiléké, à peu près omniprésents, sont conduits par l'importance, l'ancienneté et la diversité de leur implantation à occuper massivement les quartiers spécifiques des néo-citadins, qu'ils soient d'organisation spontanée ancienne (New Bell) ou récente (Bassa Sud, en particulier Tergal et Nylon) ou bien d'implantation organisée (New Déïdo) ; ces trois quartiers regroupent cependant 28% d'entre eux.

Mais les Bamiléké, que l'on a trop l'habitude de considérer comme une masse homogène, présentent de nettes divergences entre eux quand on descend à l'échelle du département d'origine : les natifs de la Ménoua et des Bamouto (ces derniers un peu plus dispersés) se trouvent surtout dans les quartiers Bassa (33 et 28%) et New Déïdo (24 et 21%) plutôt qu'à New Bell et sont aussi largement présents à Akwa (11 et 17%) et Akwa II (9 et 7%). Les gens du Ndé - rappelons-le, les plus nombreux - se regroupent aussi (et massivement) en priorité à Bassa (45%), puis à New Bell (39%) ; ceux de la Mifi se concentrent davantage : 50% à New Bell, 35% à Bassa, et ceux du Haut Nkam sont plus entassés encore : 65% à New Bell, 19% à Bassa. Une analyse au niveau chefferies d'origine nous montrerait probablement une accentuation de cette tendance au regroupement spontané, en particulier dans les quartiers d'occupation récente.

Les citadins provenant d'autres horizons se retrouvent aussi avec prédilection dans ces quartiers peuplés exclusivement d'immigrants, mais il y a des nuances : le facteur religieux explique le regroupement des «nordistes» sur New Bell (et surtout le quartier de la mosquée) ; l'importance commerciale d'Akwa rend compte sans doute du nombre d'«étrangers» connus pour leurs aptitudes marchandes ou leur importance dans les professions libérales : Camerounais anglophones, Nigériens, Africains de l'Ouest (en particulier Dahoméens et Togolais, qui forment plus de la moitié des «autres Africains») ; le nombre relativement grand (18%) d'originaires de la Province «Est» à Joss, Bali et Bonapriso correspond probablement à des nominations de fonctionnaires, principal facteur d'exode hors de cette région peu active et peu marquée par les mouvements du monde moderne.

Quant aux non-Africains, Français surtout et secondairement Grecs, on les rencontre évidemment surtout dans les zones résidentielles (57% à Bonandjo, dont la moitié à Joss), commerciales (25% à Akwa) et industrielles (8% à Bassa).

III – On voit donc se dégager nettement une *TYPLOGIE DES QUARTIERS* de Douala selon leur composition humaine, comme nous l'expose le tableau ci-après.

(6) En fait une partie impossible à chiffrer de ceux-ci sont des Bamiléké de la deuxième génération d'émigrés.

Population de Douala : composition des quartiers

Origine	Quartiers								Total
	Bonandjo	Akwa	Déïdo	Akwa II	New Déïdo	New Bell	Bassa	Bonaberi	
Wouri	24 %	17 %	47 %	10 %	3 %	2 %	4 %	28 %	9,8 %
Nkam	5 %	11 %	18 %	38 %	13 %	1 %	5 %	4 %	8,0 %
Pays bassa	13 %	7 %	6 %	7 %	2 %	18 %	12 %	4 %	12,0 %
Mungo	11 %	14 %	18 %	8 %	5 %	2 %	3 %	15 %	6,6 %
Pays bamiléké	5 %	12 %	2 %	16 %	68 %	49 %	57 %	36 %	39,0 %
Bamoun	1 %	5 %	-	0,6 %	1 %	3 %	0,2 %	1 %	2,0 %
Centre-Sud	17 %	15 %	4 %	14 %	6 %	16 %	14 %	9 %	14,2 %
Est	2 %	0,3 %	0,3 %	0,4 %	0,3 %	1 %	2 %	-	0,7 %
Nord	0,4 %	3 %	0,3 %	1 %	-	4 %	0,3 %	2 %	2,0 %
Camer.Occid.	0,7 %	3 %	-	1 %	0,8 %	1 %	1 %	-	1,1 %
Nigeria	3 %	3 %	2 %	2 %	-	2 %	0,1 %	0,5 %	1,3 %
Autres Afric.	2 %	4 %	-	1 %	-	0,7 %	0,2 %	-	1,0 %
Europe & div.	17 %	5 %	2 %	1 %	0,6 %	-	0,8 %	0,3 %	2,3 %
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Ainsi l'analyse du recensement de Joss nous montre-t-elle la présence de 44% d'Européens (42% de Français), face à 11% de Bassa, 9% de Douala, 4% de Bamiléké. L'aspect du quartier résidentiel est moins net pour l'ensemble Bonapriso-Bonadoubmé (15% d'Européens, 25% de Douala) car notre cadre d'étude est trop vaste : ce sont les secteurs Bonadoubmé et Bonadouma qui sont les lotissements possédés par les Douala et loués aux Européens, tandis que Bonapriso est resté davantage leur foyer. De même, les Douala forment 26% de la population de Bali, aux côtés de 23% d'originaires du Centre-Sud, 13% de Bassa, 10% d'originaires du Mungo, 8% d'Européens : dans aucun des quartiers de Bonandjo, les autochtones douala ne forment donc plus du quart de la population.

Situation semblable à Akwa, le second de leurs foyers traditionnels, d'où les Douala n'ont pas été chassés par la force mais se replient en bon ordre devant la poussée de la spéculation immobilière qu'ils contrôlent encore largement. Les autochtones ne sont plus que 17% des effectifs, c'est-à-dire à peine plus que les contingents du Nkam, du pays bamiléké, du Mungo, du Centre-Sud et des non-Camerounais.

Par contre, les quartiers du nord, beaucoup moins touchés par le développement des activités urbaines, sont restés relativement homogènes : 44% de Douala à Déïdo, juste 50% à Akwa Nord (qui est encore en grande partie un faubourg semi-rural), auxquels s'ajoutent dans le premier cas 25% d'originaires du Nkam et 10% de natifs de Dibombari et dans le second respectivement 7 et 20%. C'est le seul cas de nette prépondérance des «Côtiers», mais ces deux quartiers marginaux ne représentent ensemble que 5,5% de la population urbaine.

Les quartiers immédiatement intérieurs, Akwa II et New Déïdo, correspondant pour une grande part à des lotissements organisés déjà anciens, sont assez différents : le premier, à cause du quartier Yabassi, connaît une prépondérance relative des gens du Nkam (38%), devant nettement les groupes du pays bamiléké, du Centre-Sud et du Wouri ; le second est à grosse majorité bamiléké (68%, dont un tiers d'originaires du Ndé, un quart de la Ménoua, un quart de la Mifi), avec également un contingent notable provenant du Nkam.

Les grands quartiers d'immigrants, New Bell et Bassa (respectivement 33 et 24% de la population urbaine) sont à dominante bamiléké (surtout de la Mifi dans le premier, du Ndé dans le second), qui devient presque un monopole dans les secteurs qui entourent la piste septentrionale de l'aéroport : est de New Bell, sud de Bassa, comme à Tergal et Nylon où le pourcentage de Bamiléké atteint 81%. Les Bassa et les gens

du Centre-Sud forment également des groupes importants. Les Bamoun et les «Nordistes» y sont plus nombreux qu'ailleurs (3 à 4% de New Bell), les non-Camerounais sont presque insignifiants.

Quant à Bonabéri, c'est un quartier encore largement «côtier» : 28% de Douala, 4% de Yabassi, 11% de natifs de Dibombari, mais dans lequel s'est implanté un solide contingent bamiléké, dépassant le tiers du total, ce qui réunit donc les caractères spécifiques des secteurs urbains proches du fleuve, où les autochtones gardent une place minoritaire mais non négligeable, et les secteurs intérieurs où les émigrants forment la presque totalité de la population, les Bamiléké en représentant à eux seuls près de la moitié, selon des processus d'implantation et de regroupement liés aux structures, aux fonctions et à l'histoire des divers quartiers.

IV – UN CAS CONCRET : LE QUARTIER OYACK

Nous avons pu mener, en février 1973, une brève enquête dans le quartier «Oyack», extension orientale de Nylon, au sud du Carrefour de Bassa, secteur en pleine construction qui représente vraiment le front pionnier (spontané) de la ville. Notre échantillon (64 familles, soit 286 personnes) était restreint, mais l'homogénéité en est telle qu'on peut le considérer comme significatif de ses six ou huit mille habitants.

Loin d'être un quartier de «laissés pour compte», Oyack (comme l'ensemble Nylon-Tergal) est en fait un **quartier de promotion sociale** : 95% des chefs de famille ont un emploi rémunéré (dont un quart dans la proche zone industrielle de Bassa). 93% d'entre eux ont vécu auparavant dans d'autres quartiers de Douala (pour les deux-tiers à New Bell) où ils étaient (ou avaient été) très généralement hébergés ou locataires, alors qu'à Oyack, on relève 94% de propriétaires de leur maison (7).

Il s'agit donc d'hommes ayant une place au soleil, dont la famille est récente et restreinte : 30% de ménages sans enfants (mais de nombreux «petits frères» hébergés en attendant de trouver du travail), aucun infirme, aucun vieillard, un tiers seulement des familles comptent plus de quatre personnes. Et ces jeunes chefs de famille sont prêts à consacrer énergie, temps et argent à l'amélioration de ce quartier qui représente pour eux un mieux être, d'où la remarquable réussite de l'animation urbaine (8).

Cette efficacité dans l'auto-organisation est évidemment liée à la majorité écrasante qu'y ont les Bamiléké : 86% (les autres venant tous du Centre-Sud et de l'Est), principalement originaires de Bangangté, Bafoussam et Bandjoun. On remarque effectivement, selon les rues, une tendance au regroupement par chefferie d'origine. Au total, 75% des chefs de famille sont venus directement de la campagne à Douala, 25% seulement ont transité par des villes-relais (les villes du Mungo principalement), en y séjournant soit deux ou trois ans, soit quinze à vingt ans.

Notre échantillon est bien faible pour généraliser cette dernière observation, mais elle correspond assez bien avec les impressions éparses que nous avons pu glaner et avec les remarques de Ph. HAERINGER sur les immigrants d'Abidjan (9). L'ampleur de l'écart quantitatif entre migrations vers les petites villes et exode rural vers les métropoles en donne probablement la clé.

(7) Le problème du terrain n'étant pas, lui, résolu.

(8) Auto-organisation des habitants pour l'aménagement de rues, l'installation d'équipements collectifs, le creusement de canaux de drainage et même la construction d'un pont : un million CFA financé par deux mille souscripteurs.

(9) Ph. HAERINGER : «Cheminements migratoires maliens, voltaïques et nigériens en Côte d'Ivoire». Séminaire sur les migrations. Dakar, mars 1972.

II - L'ORIGINE

DES TRAVAILLEURS DES PLANTATIONS INDUSTRIELLES

Il nous est possible d'avoir quelques aperçus de la question.

1 – On trouve dans l'Atlas Régional «Ouest 1» de G.COURADE (1) l'analyse de l'origine des 14 000 salariés que la Cameroon Development Corporation emploie dans ses plantations du Fako et du Mémé. 95% sont allochtones ; parmi eux 2% de Nigerians en 1969 (alors qu'ils étaient 30% à la veille de l'Indépendance) et 5% de Camerounais Orientaux (dont la proportion n'a pas varié depuis 1958). Les arrondissements les plus gros fournisseurs sont ceux de Wum et de Mbengwi (16% chacun), puis de Mundemba - certainement grâce à la proximité des plantations du Ndian - et de Mamfé (7,5% chacun). Globalement, la moitié des travailleurs de la C.D.C. provient des départements de la Mentchum, de la Momo et de la Manyu.

Rapportés à la population, ces chiffres nous donnent une classification intéressante : 39 salariés de la C.D.C. pour 1 000 habitants à Wum, 25 à Mundemba, 23 dans la Momo, de 15 à 18 pour Mamfé, Akwaya, Bangem, Bali, Fontem. Ce sont donc essentiellement les parties les plus marginales des provinces anglophones : la zone frontalière et la zone centrale, qui sont les plus concernées par l'émigration vers les plantations du Sud. Ces mouvements sont donc différents des migrations vers les villes, et même paraissent leur être inverses : Wum, Mundemba et la Momo n'ont que des taux de mobilité lointaine très faibles et, à l'exception de Mamfé, les arrondissements qui ont un fort exode vers les villes envoient peu de monde vers les plantations. Les rationalités des deux mouvements sont probablement différentes, peut-être même opposées ; ce serait là une question intéressante à creuser.

2 – Nous n'avons rien sur l'origine des 5 000 travailleurs des plantations de la Pamol à Mundemba et à Ekundu Titi. Mais, vraisemblablement, elle doit ressembler au cas de la C.D.C., avec un poids plus fort du Ndian.

3 – La plantation de thé de Ndu (à mi-chemin entre Kumbo et Nkambé) a un recrutement beaucoup plus local : sur un millier de travailleurs, 85% sont originaires de la Donga-and-Mantung et 14% de la Bui voisine (2).

4 – De même Dizangué (3), la plus grande plantation industrielle du Cameroun Oriental, a-t-elle un recrutement assez peu diversifié : 53% de ses 4 000 employés viennent des deux départements bassa, complétés par 17% de Yambassa et 14% d'Ewondo qui, autrefois, furent sans doute les plus importants contingents (pas toujours de leur plein gré).

(1) A paraître en 1975.

(2) Cf. S. NDOUMBÉ MANGA : La théiculture dans le Grassfield. ORSTOM, Yaoundé, 1970, multigr.

(3) Documentation A. FRANQUEVILLE.

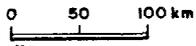
5 – La petite plantation de tabac de Batchenga (4) au nord d'Obala, recrute elle non pas sur place (moins de 5% d'Eton) mais en «amont» par rapport aux flux migratoires qui descendent sur Yaoundé : 20% de ses 500 salariés viennent de la Haute Sanaga, autant du Lom-et-Djérem et 10% du Nord, auxquels s'ajoutent 20% de l'arrondissement d'Essé et 5% de celui de Ntui.

Dans ces deux derniers cas, les Bamiléké ne dépassent pas 2% du total. Par contre, J.C. BARBIER (5) en relève 84% (plus 2% de Grassfields anglophones) parmi le millier de pionniers de l'opération de colonisation agraire du nord du Nkam, mais il s'agit là de la formation d'un paysannat autonome et non d'un salariat agro-industriel, qui ne semble guère attirer les Bamiléké d'aujourd'hui.

Ainsi, seules les très grandes plantations du sud des provinces anglophones paraissent-elles donner naissance à des courants importants (que renforcent encore les familles venues rejoindre les émigrés) et originaux.

(4) Documentation A. FRANQUEVILLE.

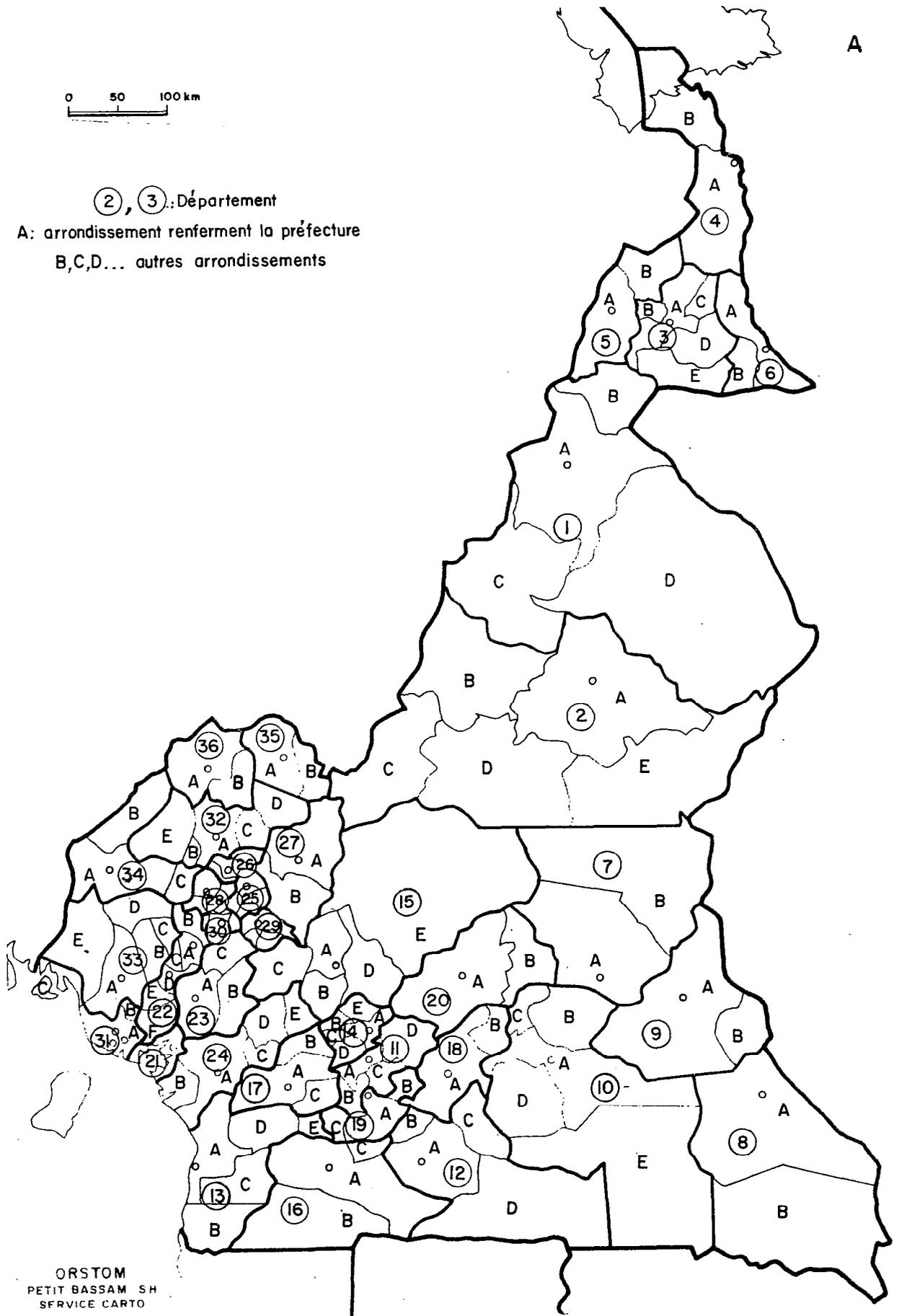
(5) J.C. BARBIER : Les villages pionniers de l'Opération Yabassi-Bafang. ORSTOM, Yaoundé, 1971, multigr.



②, ③ : Département

A : arrondissement renfermant la préfecture

B, C, D... autres arrondissements



ORSTOM
 PETIT BASSAM SH
 SERVICE CARTO

Carte-repère des circonscriptions administratives utilisées . . .

A - Le Cameroun.

III - CARTE REPERE DES CIRCONSCRIPTIONS ADMINISTRATIVES

NORD -

1 - Bénoué

- A - Garoua
- B - Guider
- C - Poli
- D - Tcholliré

2 - Adamaoua

- A - Ngaoundéré
- B - Tignère
- C - Banyo
- D - Tibati
- E - Méïganga

3 - Diamaré

- A - Maroua
- B - Méri
- C - Bogo
- D - Mindif
- E - Kaélé

4 - Logone-et-Chari

- A - Fort Foureau (1)
- B - Makary

5 - Margui-Wandala

- A - Mokolo
- B - Mora

6 - Mayo Danay

- A - Yagoua
- B - Kar Hay

EST -

7 - Lom-et-Djérem

- A - Bertoua
- B - Bétaré Oya

9 - Kadéï

- A - Batouri
- B - Ndélélé

10 - Haut Nyong

- A - Abong Mbang
- B - Doumé
- C - Nguélémendouka
- D - Messaména
- E - Lomié

8 - Boumba-Ngoko

- A - Yokadouma
- B - Moloundou

CENTRE-SUD -

11 - Méfou

- A - Yaoundé
- B - Ngoumou
- C - Mfou
- D - Essé

12 - Dja-et-Lobo

- A - Sangmélima
- B - Zoétélé
- C - Bengbis
- D - Djoum

13 - Kribi (2)

- A - Kribi
- B - Campo
- C - Akom II
- D - Lolodorf
- E - Mvengué

(1) A repris en 1974 son vieux nom de Kousséri.

(2) Rebaptisé en 1974 «Océan».

14 - Lékié

- A - Obala
- B - Monatéle
- C - Evodoula
- D - Okola
- E - Saa

18 - Nyong-et-Mfoumou

- A - Akonolinga
- B - Ayos

15 - Mbam

- A - Bafia
- B - Bokito
- C - Ndikiniméki
- D - Ntui
- E - Yoko

19 - Nyong-et-Soo

- A - Mbalmayo
- B - Dzeng
- C - Ngomedzap

16 - Ntem

- A - Ebolowa
- B - Ambam
- C - Ngoulémakong

17 - Nyong-et-Kellé

- A - Esèka
- B - Botmakak
- C - Makak

20 - Haute Sanaga

- A - Nanga Eboko
- B - Minta

LITTORAL -**21 - Wouri**

- A - Douala

24 - Sanaga Maritime

- A - Édéa
- B - Dizangué
- C - Pouma
- D - Ngambé
- E - Ndom

22 - Mungo

- A - Nkongsamba
- B - Mélong
- C - Manjo
- D - Loum
- E - Mbanga
- F - Dibombari

23 - Nkam

- A - Yabassi
- B - Yingui
- C - Nkondjok

OUEST -**25 - Mifi**

- A - Bafoussam
- B - Bandjoun + Baham
- C - Bangou
- D - Bamendjou

28 - Ménoua

- A - Dschang
- B - Bansa
- C - Fokoué
- D - Mbo

26 - Bambouto

- A - Mbouda
- B - Galim
- C - Batcham

29 - Ndé

- A - Bangangté
- B - Bazou
- C - Tonga

27 - Bamoun

- A - Foumban
- B - B - Foubot

30 - Haut Nkam

- A - Bafang
- B - Company
- C - Bana
- D - Kékem
- E - Petit Diboum

CAMEROUN OCCIDENTAL, avant l'unification survenue en mai 1972 et le partage en deux provinces--

Les noms entre parenthèses sont ceux des actuels départements du Cameroun Occidental, selon les dénominations adoptées en 1969.

31 - Victoria

- A - Victoria } (Fako)
- B - Muyuka }
- C - Bamusso

32 - Bamenda

- A - Bamenda } (Mezam)
- B - Bali }
- C - Ndop }
- D - Kumbo (Bui)
- E - Gwofon-Mbengwi (Momo)

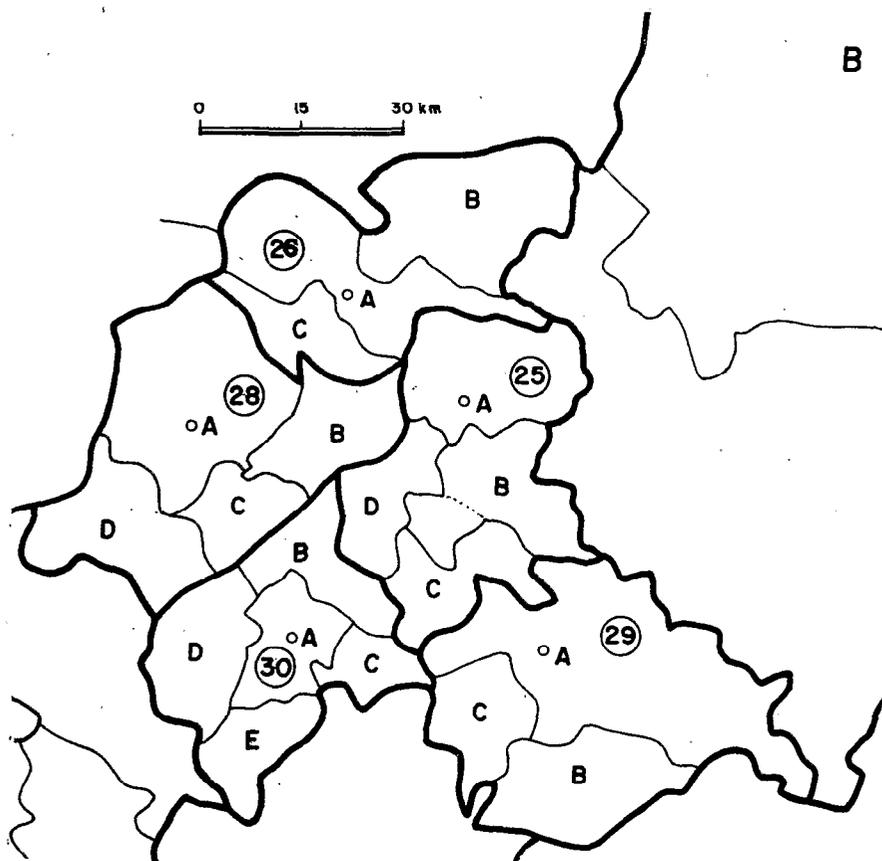
33 - Kumba

- A - Kumba } (Mémé)
- B - Tombel }
- C - Bangem }
- D - Nguti }
- E - Ndian-Mundemba
- (+ 31 C = Ndian)

34 - Mamfé (Manyu)
A - Mamfé
B - Akwaya

35 - Nkambé (Donga-and-Mantung)
A - Nkambé
B - Nwa

36 - Wum (Mentchum)
A - Wum
B - Njinikom



Carte-repère des circonscriptions administratives utilisées.
B - Le pays Bamiléké.

INDEX DE REPÉRAGE

(numéro = département ; lettre = arrondissement)

A -

Abong Mbang 10 A
ADAMAOUA 2
Akom II 13 C
Akono 11 B
Akonolinga 18 A
Akwaya 34 B
Ambam 16 B
Awaé 11 D
Ayos 18 B

B -

Bafang 30 A
Bafia 15 A
Bafoussam 25 A
Baham 25 B
Bali 32 B
BAMBOUTO 26
Bamenda 32 A
Bamendjou 25 D
BAMOUN 27
Bamusso 31 C
Bana 30 C
Bandjoun 25 B
Bangangté 29 A
Bangem 33 C
Bangou 25 C
Bansoa 28 B
Banyo 2 C
Batcham 26 C
Batouri 9 A
Bazou 29 B
Bélabo 7 A
Bengbis 12 C
BÉNOUÉ 1
Bertoua 7 A
Bétaré Oya 7 B
Bogo 3 C
Bokito 15 B
Botmakak 17 B

B (suite) -

BOUMBA-NGOKO 8
Buéa 31 A
Bui 32 D

C -

Campo 13 B
Company 30 B

D -

DIAMARÉ 3
Dibombari 22 F
Dizangué 24 B
DJA-ET-LOBO 12
Djoun 12 D
DONGA-AND-MANTUNG 35
Douala 21 A
Doumé 10 B
Dschang 28 A
Dzeng 19 B

E -

Ébolowa 16 A
Édéa 24 A
Eséka 17 A
Essé 11 D
Évodoula 14 C

F -

FAKAO 31 A + B
Fokoué 28 C
Fontem 34 C
Fort Foureau 4 A
Foumban 27 A
Foumbot 27 B

G -

Galim 26 B
Garoua 1 A
Garoua Boulay 7 B
Guider 1 B
Gwofon 32 E

H -

HAUT NKAM 30
HAUT NYONG 10
HAUTE SANAGA 20

K -

KADÉÏ 9
Kaélé 3 E
Kar Hay 6 B
Kékem 30 D
KRIBI 13
Kribi 13 A
Kumba 33 A
Kumbo 32 D

L -

LÉKIÉ 14
LOGONE-ET-CHARI 4
Lolodorf 13 D
LOM-ET-DJEREM 7
Lomié 10 E
Loum 22 D

M -

Makak 17 C
Makari 4 B
Makénéné 15 C
Mamfé 34 A
Manjo 22 C

M (suite) –

MANYU 34
MARGUI-WANDALA 5
Maroua 3 A
MAYO DANAY 6
Mbalmayo 19 A
MBAM 15
Mbanga 22 E
Mbengwi 32 E
Mbo 28 D
Mbouda 26 A
MÉFOU 11
Méïganga 2 E
Mélong 22 B
MÉMÉ 33 A à D
MÉNOUA 28
MENTCHOUM 36
Méri 3 B
Messaména 10 D
MEZAM 32 A à C
Mfou 11 C
MIFI 25
Mindif 3 D
Minta 20 B
Mokolo 5 A
Moloundou
MOMO 32 E
Monatéle 14 B
Mora 5 B
MUNGO 22
Muyuka 31 B
Mvengué 13 E

N –

Nanga Eboko 20 A
NDÉ 29
Ndélélé 9 B
NDIAN 33 E + 31 C
Ndian 33 E

N (suite) –

Ndikiniméki 15 C
Ndom 24 E
Ndop 32 C
Ngambé 24 D
Ngaoundéré 2 A
Ngomedzap 19 C
Ngorro 15 D
Ngoulémakong 16 C
Ngoumou 11 B
Nguélémendouka 10 C
Nguti 33 D
Njinikom 36 B
NKAM 23
NKAM (HAUT) 30
Nkambé 35 A
Nkondjock 23 C
Nkongsamba 22 A
NTEM 16
Ntui 15 D
Nwa 35 B
NYONG (HAUT) 10
NYONG-ET-KELLÉ 17
NYONG-ET-MFOUMOU 18
NYONG-ET-SOO 19

O –

Obala 14 A
Okola 14 D
Ombessa 15 B

P –

Petit Diboum 30 E
Poli 1 C
Pouma 24 C

R –

Rey Bouba 1 D

S –

Saa 14 E
SANAGA (HAUTE) 20
SANAGA MARITIME 24
Sangmélima 12 A

T –

Tcholliré 1 D
Tibati 2 D
Tignère 2 B
Tiko 31 A
Tombel 33 B
Tonga 29 C

V –

Victoria 31 A

W –

WOURI 21
Wum 36 A

Y –

Yabassi 23 A
Yagoua 6 A
Yaoundé 11 A
Yingui 23 B
Yokadouma 8 A
Yoko 15 E

Z –

Zoétéle 12 B

Les Editions de l'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer tendent à constituer une documentation scientifique de base sur les zones intertropicales et méditerranéennes, les pays qui en font partie et sur les problèmes posés par leur développement.

CAHIERS ORSTOM.

— Séries périodiques:

- **entomologie médicale et parasitologie:** systématique et biologie des arthropodes d'intérêt médical et vétérinaire, parasitologie, épidémiologie des grandes endémies tropicales, méthodes de lutte contre les vecteurs et les nuisances;
- **géologie:** études sur les trois thèmes suivants: altération des roches, géologie marine des marges continentales, tectonique de la région andine;
- **hydrologie :** études, méthodes d'observation et d'exploitation des données concernant les cours d'eau intertropicaux et leurs régimes.
- **océanographie:**
Sud-Ouest du Pacifique
Canal de Mozambique et environs
Atlantique Tropical Est...
hydrologie, physico-chimie, hydrodynamique, écologie, caractérisation des chaînes alimentaires, niveaux de production, dynamique des stocks, prospection faunistique.
- **hydrobiologie:**
Bassin Tchadien
Nouvelle-Calédonie...
- **pédologie:** problèmes soulevés par l'étude des sols: morphologie, caractérisation physico-chimique et minéralogique, classification, relations entre sols et géomorphologie, problèmes liés aux sels, à l'eau, à l'érosion, à la fertilité;
- **sciences humaines:** études géographiques, sociologiques, économiques, démographiques et ethnologiques.

— Séries non périodiques:

- **biologie:** études consacrées à diverses branches de la biologie végétale et animale; agronomie.
- **géophysique:** données et études concernant la gravimétrie, le magnétisme et la sismologie.

MÉMOIRES ORSTOM: consacrés aux études approfondies (synthèses régionales, thèses...) dans les diverses disciplines scientifiques (75 titres parus).

ANNALES HYDROLOGIQUES: depuis 1959, deux séries sont consacrées: l'une, aux Etats africains d'expression française et à Madagascar, l'autre aux Territoires et Départements français d'Outre-Mer.

FAUNE TROPICALE: collection d'ouvrages principalement de systématique, couvrant ou pouvant couvrir tous les domaines géographiques où l'ORSTOM exerce ses activités (19 titres parus).

INITIATIONS/DOCUMENTATIONS TECHNIQUES: mises au point et synthèses au niveau, soit de l'enseignement supérieur, soit d'une vulgarisation scientifiquement sûre (22 titres parus).

TRAVAUX ET DOCUMENTS DE L'ORSTOM: cette collection, diverse dans ses aspects et ses possibilités de diffusion, a été conçue pour s'adapter à des textes scientifiques ou techniques très variés quant à leur origine, leur nature, leur portée dans le temps ou l'espace, ou par leur degré de spécialisation (34 titres parus).

L'HOMME D'OUTRE-MER: cette collection, publiée chez Berger-Levrault, est exclusivement consacrée aux sciences de l'homme, et maintenant réservée à des auteurs n'appartenant pas aux structures de l'ORSTOM (9 ouvrages parus).

De nombreuses **CARTES THÉMATIQUES**, accompagnées de **NOTICES**, sont éditées chaque année, intéressant des domaines scientifiques ou des régions géographiques très variées.

BULLETIN ANALYTIQUE D'ENTOMOLOGIE MÉDICALE ET VÉTÉRINAIRE (périodicité mensuelle; ancienne dénomination jusqu'en 1970: Bulletin signalétique d'entomologie médicale et vétérinaire) (XXI^e année).

O. R. S. T. O. M.

Direction générale :

24, rue Bayard, 75008 PARIS

Services Scientifiques Centraux :

Service Central de Documentation :

70-74, route d'Aulnay - 93140 BONDY

IMP. S. S. C. Bondy
O. R. S. T. O. M. Éditeur
Dépôt légal : 1^{er} trim. 1975

ISBN 2.7099.0358.X